

Conférence internationale du Travail, 102^e session, 2013

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2012)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (Partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-226859-7 (imprimé)
ISBN 978-92-2-226860-3 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2013

Tableaux générés par la base de données NORMLEX
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (Rapport III (Partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2012. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (Rapport III (Partie 1A)). La Partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La Partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la Partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail	1
Politique normative	1
A. Amélioration des activités normatives	1
1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration	1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité	2
3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997	2
B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 101 ^e session (juin 2012)	2
Socles de protection sociale	2
C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2013 et 2014)	4
Procédures constitutionnelles et autres	5
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: La question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	5
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT	8
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	9
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale	12
Assistance et coopération techniques	13
A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions	14
B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	15
C. Activités de formation	21
D. Activités promotionnelles	28
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail	40
A. Système des Nations Unies	40
B. Conseil de l'Europe	42
C. Union européenne	42

Annexes à la Partie I

I.	Informations générales.....	45
II.	Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	47
Partie II.	Liste des ratifications par convention et protocole	51
Partie III.	Profils par pays	181
Annexe.	Liste des conventions adoptées par session	289

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration

1. Lors de la 316^e session (novembre 2012) du Conseil d'administration, un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action intérimaire pour la stratégie normative a été soumis au Conseil d'administration pour information seulement. La stratégie normative comporte quatre volets: i) développement, mise à jour et promotion des normes internationales du travail (politique normative); ii) renforcement du système de contrôle et de son impact; iii) renforcement du système normatif par le biais de l'assistance et de la coopération techniques; iv) accroissement de la visibilité du système normatif (information et communication). Le rapport dressait le bilan des avancées réalisées depuis novembre 2011 dans l'exécution des plans d'action concernant: la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006); les instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail; les instruments concernant le travail dans le secteur de la pêche; ainsi que sur les volets «système de contrôle», «coopération technique» et «information et communication» de la stratégie normative. Un autre rapport a été soumis pour information seulement au Conseil d'administration sur les faits nouveaux concernant la ratification, la promotion et la mise en œuvre des conventions de gouvernance.

2. Le Conseil d'administration a également discuté pour la deuxième fois de la création et de la mise en œuvre d'un mécanisme d'examen des normes. Le document présenté par le Bureau avait pour but d'exposer les éléments susceptibles de guider la création et la mise en œuvre du mécanisme d'examen des normes, s'inscrivant dans le cadre de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et celui de la mise en œuvre du premier volet de la stratégie normative, à savoir la politique normative. Le mécanisme d'examen des normes a pour but de recenser, mettre à jour et constituer un corpus de normes internationales du travail, clairement défini et actualisé, afin de donner une impulsion nouvelle aux normes de l'OIT et d'améliorer tant leur visibilité que leur impact. Le Conseil d'administration a donné son accord à la création du mécanisme. Il a décidé de la tenue de nouvelles consultations tripartites sur ses modalités de mise en œuvre. A sa 313^e session (mars 2012), le Conseil d'administration a pris note de la nécessité de tenir d'autres consultations sur la question.

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité

3. En février 2012, le Département des normes internationales du travail (ci-après Département des normes) a lancé avec succès la base de données NORMLEX, un nouveau système d'information sur les normes internationales du travail (information sur les ratifications, conditions régissant la présentation des rapports, commentaires des organes de contrôle de l'OIT, etc.) ainsi que sur les législations nationales du travail et en matière de sécurité sociale. Dès sa mise en ligne, NORMLEX a été très bien accueillie, avec plus de 100 000 pages consultées mensuellement dans les premiers mois, et a suscité des réactions très positives de la part des utilisateurs, dont 80 pour cent visitent régulièrement le site. Ce nouveau système d'information est une composante de la stratégie globale du Bureau en matière de connaissances, qui mettra en place une approche systématique de la collecte, du partage et de l'analyse des informations au niveau national sur les lois, les normes, les statistiques et les politiques, ainsi que sur leur efficacité. Il permettra également de collecter et de regrouper rapidement des données ayant trait aux quatre objectifs stratégiques de l'OIT. NORMLEX, qui est l'un des trois éléments de ce portail central et le seul à être opérationnel à ce stade, permet d'ores et déjà à l'OIT de gagner en visibilité et d'accroître son impact au moyen d'une plateforme unique et du regroupement de toutes les informations à caractère juridique.

4. La prochaine phase du projet consiste à mettre en place un système de soumission des rapports en ligne. Afin d'accélérer la mise au point de ce système, cinq Etats Membres se sont portés volontaires pour l'utiliser à titre expérimental lors de l'exercice de présentation des rapports de 2012. Dans l'ensemble, les réactions des utilisateurs ont été positives et ont permis au Bureau de mieux évaluer les améliorations futures qu'il conviendra d'apporter à ce nouveau dispositif. Les Etats Membres devraient être plus nombreux à l'utiliser lors de l'exercice 2013 de présentation des rapports.

3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997

5. L'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence internationale du Travail (ci-après la Conférence) d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (124 sur 185). Une campagne de ratification a été lancée afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 122 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle du Soudan du Sud, a été enregistrée le 30 novembre 2012¹.

B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 101^e session (juin 2012)

Socles de protection sociale

6. On rappellera qu'à sa 311^e session (juin 2011) le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question sur la protection sociale (sécurité sociale) à l'ordre du jour de la 101^e session (2012) de la Conférence en vue de l'élaboration d'une recommandation autonome sur le socle de protection sociale (simple discussion)². En juin 2012, la

¹ Voir à l'annexe II la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'instrument d'amendement.

² Voir document GB.311/6.

Conférence a adopté à la quasi-unanimité la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012. Réaffirmant que la sécurité sociale est un droit de l'homme et une nécessité économique et sociale, cette recommandation vise à aider les Etats Membres à doter d'une couverture sociale les personnes non protégées, les personnes pauvres et les personnes les plus vulnérables, notamment les travailleurs de l'économie informelle et leurs familles.

7. A cette fin, la recommandation fournit des orientations aux pays pour: i) établir et maintenir des socles de protection sociale en tant qu'élément fondamental de leurs systèmes nationaux de sécurité sociale; et ii) mettre en œuvre les socles de protection sociale dans le cadre de stratégies d'extension de la sécurité sociale qui assurent progressivement des niveaux plus élevés de sécurité sociale au plus grand nombre de personnes possible, selon les orientations données par les normes de l'OIT relatives à la sécurité sociale. Reconnaisant la responsabilité générale et principale qui incombe à l'Etat de donner effet à ses dispositions, la recommandation définit les principes que doivent suivre les Etats Membres aux fins de sa mise en œuvre, à savoir notamment: universalité de la protection fondée sur la solidarité sociale; droit aux prestations prescrit par la législation nationale; diversité des méthodes et approches; réalisation progressive; caractère adéquat et prévisible des prestations; respect des droits et de la dignité des bénéficiaires; non-discrimination, égalité entre hommes et femmes et prise en compte des besoins spécifiques; pérennité financière, budgétaire et économique; gestion financière et administration saines, responsables et transparentes; et participation tripartite et consultation des représentants des personnes concernées.

8. Afin d'assurer un accès réel aux soins de santé essentiels et une sécurité élémentaire de revenu tout au long de la vie, les socles nationaux de protection sociale devraient comporter au moins les garanties élémentaires de sécurité sociale suivantes, telles que définies au niveau national: i) accès aux soins de santé essentiels, y compris les soins de maternité; ii) sécurité élémentaire de revenu pour les enfants leur permettant d'accéder à l'alimentation, à l'éducation, aux soins et à tous autres biens et services nécessaires; iii) sécurité élémentaire de revenu pour les personnes d'âge actif qui sont dans l'incapacité de gagner un revenu suffisant, en particulier dans les cas de maladie, de chômage, de maternité et d'invalidité; et iv) sécurité élémentaire de revenu pour les personnes âgées. Tous les résidents et tous les enfants, tels que définis par la législation nationale et sous réserve des obligations internationales existantes, devraient bénéficier de ces garanties dans le cadre d'une approche permettant d'assurer la combinaison la plus efficace et efficiente de prestations et de régimes, compte tenu du contexte national.

9. La recommandation prévoit en outre que les pays devraient formuler et mettre en œuvre des stratégies nationales d'extension de la sécurité sociale basées sur des consultations nationales, et ce par le biais de mécanismes de dialogue social et de participation effectifs. Ces stratégies devraient accorder la priorité à la mise en œuvre et au maintien de socles de protection sociale et chercher à assurer des niveaux plus élevés de protection au plus grand nombre possible de personnes et aussi rapidement que possible, compte tenu des capacités économiques et budgétaires des Membres. Lorsqu'ils établissent des systèmes complets de sécurité sociale, les pays devraient viser à assurer la gamme et le niveau de prestations prévus dans la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, ou dans les autres conventions et recommandations de l'OIT relatives à la sécurité sociale comportant des normes plus avancées.

C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2013 et 2014)

10. Les trois points inscrits à l'ordre du jour de la 102^e session (2013) de la Conférence internationale du Travail sont les suivants:

- ❑ une discussion récurrente sur l'objectif stratégique du dialogue social;
- ❑ une discussion générale sur l'emploi et la protection sociale dans le nouveau contexte démographique;
- ❑ une discussion générale intitulée «Développement durable, travail décent et emplois verts».

11. Dans le cadre du cycle de sept ans pour les discussions récurrentes adopté en 2009, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence les trois dernières discussions récurrentes du cycle, qui porteront respectivement sur l'objectif stratégique de l'emploi en 2014, sur la protection sociale (protection des travailleurs) en 2015 et sur les principes et droits fondamentaux au travail en 2016. Le Conseil d'administration examine également d'autres propositions pour l'ordre du jour de la 103^e session de la Conférence (2014), et au-delà, y compris une question normative visant à compléter les conventions de l'OIT sur le travail forcé, à la lumière de la discussion récurrente sur les principes et droits fondamentaux au travail de juin 2012.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: La question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

12. Suite à une plainte déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

13. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou de l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, la Conférence a adopté une nouvelle résolution en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

14. En mai 2001, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé et a également accepté la nomination d'un Chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – Chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

15. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. A la demande du Conseil d'administration (novembre 2004), une mission de très haut niveau s'est rendue dans le pays en février 2005. Elle a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint, dans la mesure où le seul mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT dans le pays. En novembre 2005, de nombreux membres du Conseil d'administration ont fait part de leur profonde préoccupation face à la dégradation de la situation au Myanmar, et un certain nombre d'entre eux ont considéré que la Conférence devrait revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans sa résolution de 2000.

16. Ainsi, à sa 95^e session (juin 2006), la Conférence avait pour mandat d'«Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la

commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». La Conférence a examiné différentes options visant à assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

17. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire en vue d'établir un mécanisme de plainte, dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du Chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la Conférence ont souligné qu'il est vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le Chargé de liaison dispose du personnel nécessaire pour s'acquitter de ses responsabilités.

18. En novembre 2007, le Conseil d'administration a demandé au gouvernement du Myanmar de veiller: à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel à l'échelle nationale; à ce que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres.

19. En mars et novembre 2009, le Conseil d'administration a reconnu un certain degré de coopération de la part du gouvernement en ce qui concerne le traitement des plaintes dans le cadre du mécanisme de traitement des plaintes. Il a cependant demandé au gouvernement de renforcer la capacité de l'OIT pour que les plaintes puissent être traitées dans toutes les régions du pays et de libérer immédiatement toutes les personnes détenues en raison de leur lien avec le mécanisme de traitement des plaintes. En juin 2010, la Conférence a considéré les mesures prises par le gouvernement comme étant tout à fait insuffisantes et a de nouveau souligné la nécessité pour le gouvernement de s'engager de manière résolue dans la mise en œuvre pleine et entière des recommandations formulées par la commission d'enquête en 1998.

20. En novembre 2010, le Conseil d'administration a appelé le nouveau Parlement à procéder sans plus attendre à la mise en conformité de la législation avec la convention et a souligné la nécessité de parvenir à un environnement exempt de harcèlement ou de crainte de représailles. Le Conseil d'administration a par ailleurs salué la remise en liberté de Daw Aung San Suu Kyi et a instamment prié le gouvernement de libérer aussi rapidement que possible les personnes associées au mécanisme de plainte.

21. En novembre 2011, le Conseil d'administration s'est félicité des progrès accomplis au Myanmar – en particulier le fait que la législation interdisant le recours au travail forcé sous toutes ses formes et abrogeant la loi sur les villes et la loi sur les villages de 1907 soit en cours d'examen par le Parlement – mais est demeuré préoccupé par les graves problèmes que continue de poser le recours au travail forcé. Il a instamment demandé que cette législation soit adoptée et a rappelé combien il est important de faire preuve d'une attitude volontariste non seulement pour continuer les activités de sensibilisation et assurer le bon fonctionnement du mécanisme de traitement des plaintes, mais aussi pour engager effectivement des poursuites judiciaires, conformément au Code pénal, contre les personnes qui recourent au travail forcé, qu'il s'agisse de militaires ou de civils.

22. En mars 2012, le Conseil d'administration a salué les faits nouveaux ci-après survenus au Myanmar: adoption de la loi concernant l'administration des circonscriptions et des villages, en février 2012, qui contient une définition du travail forcé et prévoit des peines pour les auteurs de tels actes; abrogation de la loi sur les

villages et la loi sur les villes de 1907; et poursuites judiciaires engagées contre certains contrevenants; déclaration d'intention du gouvernement d'élaborer, conjointement avec l'OIT, une stratégie globale visant à abolir totalement toutes les formes de travail forcé d'ici à 2015; nouvelles activités de sensibilisation à l'intention des autorités civiles et militaires; nouvelles libérations de militants syndicaux. Tout en saluant ces progrès importants qui constituent des avancées majeures vers la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, le Conseil d'administration a fait observer que l'application stricte de la nouvelle loi et la poursuite et la sanction des contrevenants sont essentielles pour atteindre cet objectif.

23. A la demande du Conseil d'administration, une mission tripartite de haut niveau s'est rendue au Myanmar en mai 2012. Dans son rapport, la mission a conclu que la volonté politique et les besoins techniques du Myanmar justifient d'accroître et de diversifier considérablement l'action de l'OIT. Elle a également conclu que les réformes législatives introduites par le nouveau gouvernement semblent adéquatement répondre à la première recommandation de la commission d'enquête relative à la modification de la législation. Enfin, la mission a souligné la nécessité d'un effort de sensibilisation accru et l'importance d'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial, formé aux questions du travail forcé, afin d'assurer la pleine mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête.

24. Sur la base du rapport de la mission tripartite de haut niveau, à sa 101^e session, la Conférence a réexaminé les mesures qu'elle avait adoptées en 1999 et 2000 pour assurer l'exécution par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête. Ainsi, la Conférence a adopté une résolution aux termes de laquelle ont été levées les restrictions imposées à la coopération avec le gouvernement du Myanmar prévues dans la résolution de 1999. La Conférence a décidé en particulier: i) de permettre à nouveau au gouvernement du Myanmar de participer, comme n'importe quel autre Membre, aux réunions, colloques et séminaires organisés par l'OIT, les partenaires sociaux du Myanmar recevant le même traitement; ii) de suspendre pendant une année la recommandation contenue dans le paragraphe 1 b) de la résolution de 2000, qui demandait aux mandants de l'Organisation d'examiner les relations qu'ils entretenaient avec le Myanmar et de prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit pour perpétuer ou développer le système de travail forcé identifié par la commission d'enquête; iii) de demander au gouvernement de faciliter, par des dispositions appropriées, l'élargissement du champ des activités du Bureau international du Travail au Myanmar. Enfin, la Conférence a décidé qu'elle réexaminerait ces recommandations en 2013, à la lumière des informations dont elle disposerait sur l'élimination du travail forcé au Myanmar.

25. En novembre 2012, le Conseil d'administration a constaté que toutes les parties ont la ferme volonté de donner effet au plan d'action pour l'élimination du travail forcé. Il a notamment pris note de la série de mesures adoptées par le gouvernement pour mettre en œuvre ce plan d'action, dont les suivantes: coordination et coopération entre les divers ministères; début des travaux de mise en œuvre du plan d'action de l'OIT sur le recrutement dans l'armée de personnes n'ayant pas l'âge légal; libération des personnes enrôlées dans l'armée avant l'âge légal; élaboration d'une brochure sur le travail forcé dans sept langues distribuée depuis juin 2012 par diverses voies officielles, publiée dans son intégralité dans les journaux et les revues en langue birmane et diffusée par les chaînes de radio et de télévision nationales; et nouvelles activités de sensibilisation à l'intention des autorités civiles et militaires. Le Conseil d'administration a noté que, bien que plusieurs éléments indiquent que la pratique du travail forcé tend à diminuer, des plaintes continuent d'être déposées conformément au mécanisme établi à cette fin dans le cadre du Protocole d'entente complémentaire de 2007.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

26. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la commission d'experts. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2012.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, et convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili AG	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 308 ^e session (juin 2010).
République dominicaine	Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925	Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 310 ^e session (mars 2011).
Espagne	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Fédération nationale des associations d'inspecteurs adjoints de l'emploi et de la sécurité sociale (F.E.S.E.SS)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011).
	Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982	Confédération syndicale de commissions ouvrières (CC.OO.) et Union générale des travailleurs (UGT)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 316 ^e session (novembre 2012).
France	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Syndicat Sud Travail – Affaires sociales	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 313 ^e session (mars 2012).
Japon	Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997	Fédération des syndicats communautaires du Japon	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 313 ^e session (mars 2012). Document GB.313/INS/12/3
Pays-Bas	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et Confédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 316 ^e session (novembre 2012).
Pérou	Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946	Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 313 ^e session (mars 2012). Document GB.313/INS/12/4)
	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011).
	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 313 ^e session (mars 2012). Document GB.313/INS/12/5
Portugal	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Association syndicale des professionnels de la Police de la sécurité publique (ASPP/PSP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 311 ^e session (juin 2011).

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

27. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Bahreïn

28. A la 100^e session de la Conférence (juin 2011), plusieurs délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement de Bahreïn pour violations de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. En novembre 2011, sur recommandation de son bureau, le Conseil d'administration a invité le Directeur général à apporter au gouvernement de Bahreïn et aux représentants des travailleurs ou des employeurs toute l'aide juridique ou tout le soutien qu'ils pourraient solliciter et à faire rapport sur la situation au Conseil d'administration à sa session de mars 2012. Il a également noté que, sur cette base, le bureau du Conseil a reporté l'examen de la plainte jusqu'à la prochaine session du Conseil. Le 11 mars 2012, à l'occasion d'une visite d'une mission du BIT dans le pays, les mandants ont signé un accord tripartite concernant les questions soulevées dans le cadre de la plainte. Lors de sa session de mars 2012, le Conseil d'administration a suspendu l'examen de la plainte. Une mission a été effectuée en octobre 2012 en vue de la préparation d'un rapport destiné au bureau du Conseil d'administration. A sa 316^e session (novembre 2012), le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de présenter un rapport sur la mise en œuvre effective de l'accord tripartite et de rendre compte au Conseil d'administration à sa prochaine session (mars 2013) des progrès accomplis sur la voie de l'application pleine et entière des dispositions de cet accord. Le Conseil d'administration a également prié le Bureau de prendre les mesures requises afin d'apporter toute l'assistance technique voulue aux mandants tripartites pour garantir l'application effective de l'accord tripartite, si le gouvernement ou les organisations signataires de l'accord, la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) ou la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn (BCCI) en font la demande, de prendre des mesures pour favoriser l'instauration d'un climat de relations de travail saines et de rendre compte des progrès accomplis au Conseil d'administration à sa prochaine session. Sur cette base, le Conseil d'administration a décidé de reporter sa décision concernant la plainte à sa 317^e session (mars 2013)³.

Bélarus

29. On rappellera qu'à sa 288^e session (novembre 2003) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête en novembre 2004 et a chargé le Comité de la liberté syndicale d'assurer le

³ Voir document GB.316/INS/15/1(Rev.), paragr. 17.

suivi de la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête et la commission d'experts de poursuivre l'examen des aspects législatifs de ce cas dans le cadre de son examen périodique de l'application de ces conventions. Le Comité de la liberté syndicale a de nouveau examiné ce cas à sa réunion de novembre 2012 (366^e rapport). Le Conseil d'administration a approuvé les recommandations du comité et a demandé de revoir ces questions une nouvelle fois à sa réunion de mars 2013. La Commission de l'application des normes de la Conférence n'a pas été en mesure d'examiner les cas individuels en juin 2012 faute d'être parvenue à établir un consensus sur la liste définitive de ces cas. Faisant partie des pays figurant sur la liste préliminaire des cas susceptibles d'être examinés par la Conférence, le gouvernement du Bélarus a été prié par la Conférence de présenter un rapport sur l'application de la convention n° 87 contenant des réponses aux questions soulevées dans l'observation adoptée par la commission d'experts en 2011. Les derniers développements ont été examinés par la commission d'experts dans son observation sur l'application de la convention adoptée lors de sa session de novembre-décembre 2012.

Guatemala

30. Lors de la 101^e session de la Conférence (juin 2012), dix délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Guatemala pour non-respect de la convention n° 87. A sa session de novembre 2012, le Conseil d'administration a : *a)* demandé au Directeur général de transmettre la plainte au gouvernement; *b)* invité le Bureau à obtenir du gouvernement et des organisations d'employeurs et de travailleurs du Guatemala des informations pertinentes concernant notamment le Protocole d'entente signé le 10 octobre 2012 et le rapport de la mission de haut niveau ayant eu lieu en mai 2011 et à faire rapport au Conseil d'administration à sa 317^e session (mars 2013); et *c)* placé cette question à l'ordre du jour de sa 317^e session afin de décider d'éventuelles suites à donner à la plainte, à la lumière des informations fournies par le Bureau en relation avec l'alinéa *b)*.

Myanmar

31. Lors de la 99^e session de la Conférence (juin 2010), un certain nombre de délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Myanmar pour violations persistantes et graves de la convention n° 87. Le Conseil d'administration a déclaré la plainte recevable à sa session de novembre 2010 et a demandé au gouvernement de fournir ses observations à cet égard. Lors du réexamen des résolutions adoptées dans le cadre de l'application de la convention n° 29 au Myanmar, la Conférence a adopté une nouvelle résolution, qui soulève également la question de la liberté syndicale. En juin 2012, un nouveau poste a été pourvu au sein du bureau de liaison; son titulaire est chargé d'aider l'ensemble des mandants dans le domaine de la liberté syndicale. Par ailleurs, les dirigeants de la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) ont pu retourner dans leur pays. A sa session de novembre 2012, le Conseil d'administration a décidé : *a)* de ne prendre aucune mesure en vertu de l'article 26; et *b)* de demander au Bureau, à la lumière des orientations données sur ce point de l'ordre du jour, de poursuivre son étroite collaboration avec le gouvernement pour faciliter l'application de la convention n° 87.

Zimbabwe

32. On rappellera qu'à sa 303^e session (novembre 2008) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Zimbabwe des conventions n°s 87 et 98. En mars 2010, le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête. A cette même session, il a soutenu la

proposition de la commission selon laquelle le Bureau devrait continuer d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à mettre en œuvre les recommandations de la commission.

33. A sa réunion de mai-juin 2012, le Comité de la liberté syndicale a examiné une plainte présentée par le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), alléguant qu'il avait été empêché d'organiser des défilés à l'occasion de la Journée internationale de la femme et de la Journée internationale du travail en 2011 et 2012 (voir cas n° 2862). Il convient de rappeler que, dans son rapport, la commission d'enquête avait déjà traité des plaintes du même ordre, dans le cadre de l'examen d'allégations faisant état de violations systématiques de la liberté de réunion et de manifestation liées à la mise en œuvre de la loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA). Renvoyant aux observations et conclusions de la commission d'enquête, le comité a exprimé l'espoir que le gouvernement intensifierait ses efforts pour veiller à ce que la loi sur l'ordre public et la sécurité ne soit pas utilisée pour porter atteinte aux droits syndicaux légitimes et a prié le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures concrètes qui seraient prises pour que les syndicats puissent organiser librement des manifestations pacifiques et que les autorisations de défilé et de manifester ne leur soient pas refusées arbitrairement. Le comité a demandé au gouvernement de procéder, de concert avec les partenaires sociaux, à un examen complet de la mise en œuvre de la loi sur l'ordre public et la sécurité et de le tenir informé des résultats de cette démarche. Le comité a également rappelé qu'il serait souhaitable d'élaborer et de promulguer dans les plus brefs délais des lignes directrices claires pour la police et les forces de sécurité et a demandé au gouvernement de le tenir informé sur cette question. Le comité a enfin exprimé le ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai les mesures nécessaires pour renforcer les activités de formation sur les droits de l'homme et les droits syndicaux destinées à la police et aux forces de sécurité.

34. Comme mentionné plus haut, la Commission de l'application des normes n'a pas été en mesure d'examiner les cas individuels en juin 2012. Faisant partie des pays figurant sur la liste préliminaire des cas susceptibles d'être examinés par la Conférence, le gouvernement du Zimbabwe a ainsi été prié de présenter un rapport sur l'application de la convention n° 87 contenant des réponses aux questions soulevées dans l'observation adoptée par la commission d'experts en 2011. Les derniers développements ont été examinés par la commission d'experts dans son observation sur l'application de la convention, adoptée lors de sa session de novembre-décembre 2012.

35. Au cours de la période décembre 2011 - août 2012, diverses activités ont été menées, avec le soutien du BIT, pour assister le gouvernement du Zimbabwe à mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête: i) en décembre 2011, un séminaire de formation sur les normes internationales du travail, l'indépendance du système judiciaire et l'éthique de la justice a été organisé, en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT, Turin (Centre de formation de Turin), à l'intention des magistrats des tribunaux du travail et des conciliateurs, arbitres et avocats; ii) des ateliers de renforcement des capacités portant sur la conciliation et la médiation des conflits du travail ont été organisés en faveur des conciliateurs et arbitres du ministère du Travail; iii) un fonctionnaire du ministère du Travail et des Services sociaux a participé à un cours sur les normes internationales du travail; iv) un journaliste a participé à un cours destiné aux professionnels des médias sur la communication autour des droits du travail; et v) en août 2012, un cours de formation sur les normes internationales du travail a été dispensé aux forces de police ainsi qu'à d'autres services chargés de l'application de la loi et acteurs étatiques.

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

36. Lors de ses dernières réunions (mars, mai-juin et novembre 2012), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 231 cas concernant 64 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (363^e, 364^e, 365^e et 366^e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. En outre, celui-ci a été saisi de plus de 87 nouveau cas depuis la dernière réunion de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas n^{os} 2611 (Roumanie), 2698 (Australie), 2723 (Fidji), 2727 (République bolivarienne du Venezuela), 2737 et 2754 (Indonésie), 2888 (Pologne) et 2789 et 2892 (Turquie).

Assistance et coopération techniques

37. A sa 310^e session, le Conseil d'administration a alloué, pour une durée limitée, des fonds du Compte de programmes spéciaux (SPA) pour financer le renforcement de programmes destinés à garantir une meilleure application des normes internationales du travail. Ces activités d'assistance limitées dans le temps seront déployées en 2012 et 2013 et comprendront deux volets consistant à: i) aider des pays dans l'établissement de rapports, en mettant en place un «filet de sécurité» qui leur permettra de rattraper leur retard et de mieux s'acquitter à l'avenir de leurs obligations en la matière; ii) apporter une assistance technique à différents pays en vue de combler les lacunes existant dans la mise en œuvre de certaines conventions ratifiées.

38. Dans le cadre de ce projet (ci-après projet SPA), 34 pays ⁴ ont été définis comme prioritaires (avec le concours des bureaux extérieurs) sur la base des problèmes qu'ils rencontrent en matière d'établissement de rapports et d'application des normes, et une stratégie a été arrêtée pour intervenir sur plusieurs fronts, l'objectif étant d'assurer un meilleur respect des obligations liées à la présentation de rapports et/ou l'application des conventions ratifiées. Dans chacun de ces pays, un certain nombre d'acteurs clés choisis, susceptibles d'impulser une évolution positive dans le domaine normatif, bénéficient d'une assistance technique, de formations et d'activités de sensibilisation. A l'heure actuelle, quelque 47 plans d'action nationaux (qui sont ou ont été examinés conjointement avec les mandants nationaux) ont été mis au point et dûment pris en compte dans le plan de travail du Bureau qui se base sur des objectifs à atteindre. Les plans d'action prévus pour les pays suivants sont déjà en cours de mise en œuvre: **Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, République centrafricaine, Chine, Ghana, Guyana, Haïti, Iles Salomon, République de Moldova, Nigéria, Seychelles, République-Unie de Tanzanie et Togo**. Chacun d'entre eux comporte une ou plusieurs des activités suivantes: formations sur le contenu de certaines normes internationales du travail; activités de recherche en vue d'obtenir des informations sur le niveau de mise en œuvre des normes internationales du travail, notamment des analyses sur les lacunes législatives; formulation de conseils sur les éléments qui permettront aux mandants tripartites de prendre les décisions pertinentes pour assurer une pleine application des normes; fourniture d'avis juridiques sur la révision ou l'élaboration des législations et des réglementations à la lumière des commentaires des organes de contrôle; renforcement de la capacité des mandants tripartites en matière de collecte de données et d'établissement de rapports.

39. Le Département des normes met en œuvre ses activités d'assistance technique en collaboration étroite avec les bureaux extérieurs. Par ailleurs, certaines activités de formation sont menées en collaboration avec le Centre de formation de Turin.

40. Il convient également de rappeler que, depuis juin 2005, la Commission de l'application des normes de la Conférence et la commission d'experts ont renforcé, avec l'aide du Bureau, le suivi des cas de manquements graves par les Etats Membres à leurs obligations liées à l'envoi des rapports et autres obligations normatives. Ainsi, le Département des normes, en collaboration étroite avec les bureaux extérieurs, organise des activités d'assistance technique à la lumière des examens effectués par ces deux

⁴ Bangladesh, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Chine, Colombie, Comores, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Indonésie, Jordanie, Liban, Maroc, République de Moldova, Pérou, Philippines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Seychelles, Soudan du Sud, Sri Lanka, République-Unie de Tanzanie, Togo, Zambie et Zimbabwe.

commissions à chacune de leurs sessions⁵. Apparaissent ci-après les activités qui ont eu lieu au cours de l'année 2012 pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations dans ce domaine, y compris celles menées dans le cadre de ce suivi personnalisé.

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Guatemala

41. En 2011, une mission de haut niveau de l'OIT s'est rendue au Guatemala suite à l'examen de l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, par la Commission de l'application des normes en 2010. Conformément aux recommandations de la mission de haut niveau, un premier atelier de formation sur les normes internationales du travail, axé en particulier sur la liberté syndicale, la négociation collective et l'impunité, a été organisé les 9 et 10 juillet 2012. Près de 40 procureurs et agents du ministère public y ont participé. Les conclusions adoptées à la fin de l'atelier soulignent en particulier la nécessité, dans le cadre des enquêtes concernant des délits contre des syndicalistes, de tenir dûment compte des éventuels mobiles antisyndicaux ayant pu être à l'origine des faits. En outre, le Procureur général a signé un accord de coopération avec le Département des normes.

Panama

42. En juin 2011, la Commission de l'application des normes a examiné l'application de la convention n° 87 par le Panama et a invité le gouvernement de ce pays à accepter une mission de l'OIT chargée de fournir une assistance en vue de la mise en œuvre d'un dialogue social efficace. La mission s'est déroulée du 30 janvier au 2 février 2012 et ses membres ont organisé, à l'issue de leurs travaux, une réunion tripartite qui a abouti à un accord tripartite en vertu duquel les représentants du gouvernement et les partenaires sociaux sont convenus de ce qui suit: 1) entamer une phase de dialogue sur les commentaires de la commission d'experts concernant l'application de la convention n° 87 et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, phase qui a débuté le 27 février 2012, et informer la commission d'experts des résultats obtenus; 2) mener à bien des activités de formation et de sensibilisation sur la liberté syndicale, la négociation collective et le dialogue social; et 3) constituer, avec l'assistance du BIT, une commission tripartite chargée de traiter rapidement les plaintes relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective.

43. A l'invitation du gouvernement, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José a participé à deux missions d'assistance technique au Panama, en avril et juin 2012, afin de faire le suivi de l'application de l'accord tripartite signé en février 2012 à la suite duquel deux commissions de dialogue en matière normative ont été créées, l'une concernant le suivi des questions formulées dans les commentaires de la Commission d'experts sur l'application des conventions n°s 87 et 98 et l'autre le traitement rapide des plaintes relatives à la liberté syndicale.

⁵ La commission d'experts dresse un état des lieux de ce suivi dans son rapport général, en mettant l'accent sur les principales difficultés rencontrées par les pays (voir les paragraphes 37 à 41 du rapport général de la commission d'experts).

B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

Afrique

44. Des séminaires de formation sur les normes et les obligations constitutionnelles y relatives, à l'intention des mandants tripartites et plus spécifiquement des fonctionnaires en charge des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT, ont été organisés par le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Yaoundé au **Cameroun** (août 2012), en **République centrafricaine** (septembre 2012), en **Guinée équatoriale** et aux **Comores** (octobre 2012). Certains ont bénéficié de l'appui du projet SPA.

45. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Dakar a également organisé, avec le concours de collègues du Projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail (PAMODEC) financé par la France, des activités de formation relatives aux obligations en matière de rapports au **Burkina Faso** (le gouvernement travaille actuellement à l'adoption d'un décret portant création d'un organisme consultatif comme le suggère la convention n° 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail), en **Mauritanie** (en prévision du départ à la retraite dans quelques années de la personne en charge d'établir les rapports dus en vertu de l'article 22) et au **Sénégal**. Le spécialiste des normes a également organisé au **Nigéria** un atelier de formation sur les obligations constitutionnelles en matière de présentation des rapports (en collaboration avec les spécialistes du travail des enfants et des activités pour les travailleurs), qui met particulièrement l'accent sur les normes relatives au travail des enfants et le rôle des partenaires sociaux dans le processus d'établissement des rapports.

46. Dans le cadre du suivi de la discussion que la Conférence a consacré, à sa session de 2011, au rapport global sur la non-discrimination, le Programme pour la promotion de la Déclaration (DECLARATION), avec la collaboration du Département des normes et de l'EAT/BP-Pretoria, élabore un guide progressif sur l'élimination de la discrimination raciale sur le lieu de travail. En janvier 2012, des experts se sont réunis en **Afrique du Sud** afin d'examiner et de commenter le premier projet de ce guide, de bénéficier de l'expertise de l'OIT et de faire part de leurs observations en vue de l'élaboration d'une nouvelle version. Lorsque celle-ci sera achevée, DECLARATION organisera en janvier 2013, avec la collaboration du Département des normes, un atelier de validation tripartite.

47. Compte tenu de la demande adressée par la commission d'experts au gouvernement du **Soudan** en vue de présenter un rapport détaillé sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et dans le cadre de la préparation d'une formation sur l'établissement de rapports consacrée tout particulièrement à cette convention, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Le Caire a communiqué au gouvernement du Soudan des exemples de politiques actives de l'emploi, le projet de programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) qui doit être mis à jour par les mandants tripartites, la version définitive du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour le Soudan, etc.

48. L'EAT/BP-Le Caire a également participé avec DECLARATION et le Programme pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) à une mission conjointe au **Soudan du Sud** en novembre 2012. L'atelier visait notamment à renforcer la capacité des mandants tripartites de s'acquitter de leur obligation de soumettre des rapports en vertu de la Constitution de l'OIT et à fournir une assistance technique au gouvernement pour l'élaboration de ses premiers rapports sur les conventions ratifiées et de son premier

rapport annuel en application de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail de 1998.

49. Le **Botswana** ayant été retenu pour bénéficier de fonds provenant du projet SPA, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Pretoria a animé, en septembre 2012, un atelier interministériel tripartite pour aider ce pays à mieux s'acquitter de ses obligations de faire rapport au titre de l'article 22. Avant l'organisation de cet atelier, une séance de sensibilisation aux normes internationales du travail d'une durée d'une demi-journée s'est tenue en vue de renforcer l'équipe interministérielle qui, sous la conduite du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, est chargée de l'établissement des rapports dus au titre de toutes les conventions ratifiées. Un séminaire tripartite du même type a eu lieu aux **Seychelles** (août 2012) – pays également sélectionné pour bénéficier du Projet SPA – qui a réuni les partenaires sociaux, le ministère du Travail et d'autres ministères techniques ainsi que des représentants du Parlement ou du système judiciaire afin de sensibiliser ces acteurs à la nécessité de présenter en temps voulu des rapports de qualité et de leur donner les moyens nécessaires à cette fin, d'aider ce pays à honorer ses obligations de faire rapport au titre de l'article 22 et de renforcer la collaboration interministérielle s'agissant de recueillir les données pertinentes à cet égard.

50. Deux ateliers tripartites ont eu lieu à Dar es-Salaam et Zanzibar (**République-Unie de Tanzanie**) en septembre 2012, dans le cadre du projet SPA, en vue d'attirer l'attention des participants sur les lacunes existant dans la législation et les problèmes d'application identifiés par la commission d'experts dans le domaine du travail des enfants et du travail forcé et de discuter de la manière dont ces lacunes pourraient être comblées dans un proche avenir. Les ateliers comprenaient plusieurs sessions au cours desquelles ont été examinés: les principes consacrés dans les normes relatives au travail des enfants et au travail forcé, les défis liés aux normes internationales du travail en République-Unie de Tanzanie, les commentaires de la commission d'experts concernant l'application des conventions sur le travail forcé et le travail des enfants, par rapport au cadre législatif national, et des exemples de bonnes pratiques dans la mise en œuvre de ces conventions au niveau national. A l'issue de ces deux ateliers, un plan d'action assorti de délais a été élaboré concernant les mesures nécessaires devant être prises pour surmonter concrètement les obstacles identifiés.

Amériques

51. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Port of Spain a organisé des ateliers de formation consacré aux normes internationales du travail et à la rédaction des rapports. Dans l'esprit de la coopération Sud-Sud et en vue de renforcer les capacités existantes, deux responsables des questions du travail d'**Antigua-et-Barbuda** ont été associés à l'organisation des ateliers qui ont eu lieu aux **îles Vierges britanniques** (en décembre 2011) et à **Saint-Martin** (en décembre 2012).

52. Dans le cadre du projet SPA, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Port of Spain a mené les activités suivantes:

- atelier avec des fonctionnaires du ministère du Travail et d'autres institutions publiques et les partenaires sociaux au **Guyana** (mai 2012) destiné à sensibiliser les institutions publiques et à renforcer la coopération entre elles, l'objectif étant que les informations requises pour la préparation des rapports soient communiquées en temps voulu. Suite à cet atelier, un appui technique supplémentaire a été apporté en juillet 2012;

- organisation de la participation d'un fonctionnaire du ministère du Travail du **Guyana** au cours du Centre de formation de Turin consacré aux «Lois, politiques et présentation de rapports: Appui à la lutte contre le travail des enfants» (juin 2012);
- fourniture d'une assistance à **Saint-Kitts-et-Nevis** pour l'élaboration du nouveau Code du travail (juillet-août 2012); et
- apport d'un soutien à **Sainte-Lucie** pour faire connaître le nouveau Code du travail et en faciliter la compréhension.

53. En février 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José a accompagné la directrice du Département des normes lors d'une mission à **Haïti** destinée à évaluer les besoins des mandants tripartites en matière de normes internationales du travail. Des réunions avec les mandants tripartites, d'autres institutions gouvernementales qui jouent un rôle clé dans le bon fonctionnement du système normatif de l'OIT et le système judiciaire du pays ont eu lieu. En outre, une formation tripartite sur les normes internationales du travail et le système de contrôle de l'OIT a été organisée à Port-au-Prince, en juillet 2012, par le programme «Better Work», en collaboration avec le Département des normes et la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José. Y ont participé les mandants tripartites du secteur de l'assemblage textile, des membres de la Commission HOPE et la médiatrice du travail. Les participants ont reçu une formation sur les huit conventions fondamentales et ont adopté un «document de principes» affirmant la nécessité de mettre en place une instance de dialogue bipartite dans ce secteur.

54. En mai, juin et juillet 2012 et à la demande des gouvernements du **Costa Rica**, du **Guatemala**, d'**Haïti** et d'**El Salvador**, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José a mené, en collaboration avec le Département des normes, le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc» et IPEC-El Salvador, cinq ateliers sur l'obligation de présenter les rapports dus en vertu de l'article 22. L'objectif des ateliers était d'assister ces pays à s'acquitter de leurs obligations constitutionnelles et de répondre aux commentaires des organes de contrôle sur les conventions ratifiées.

55. En août 2012, une délégation de l'OIT composée notamment de la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José, de la directrice régionale, du directeur de l'EAT/BP-San José, du directeur du Bureau de l'Argentine et du Programme pour la promotion de la convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (programme PRO 169) a mené, à la demande du gouvernement du **Guatemala**, une réunion technique sur la convention n° 169. Le vice-ministre interculturel du ministère de la Culture du gouvernement du Pérou a également participé à cette réunion. La présidence et les membres du cabinet du gouvernement du Guatemala ont assisté à la réunion dont l'objectif était d'expliquer le contenu de la convention n° 169, en particulier les dispositions concernant la consultation et la participation, et de faire connaître les bonnes pratiques en la matière. En outre, des réunions techniques ont eu lieu avec des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs du pays.

56. Une mission a eu lieu en **Colombie** en août 2012 dans le cadre du suivi de la mission tripartite de haut niveau effectuée en 2011 pour examiner l'application de l'Accord tripartite pour la liberté syndicale et la démocratie de 2006. Durant cette visite, la question des actes de violence a notamment été évoquée, et le bureau du Procureur général de la nation et l'OIT ont signé un mémorandum d'accord. Le ministère a également communiqué à cette occasion des informations relatives à plusieurs cas, dont est saisi le Comité de la liberté syndicale.

57. Avec l'appui de la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago, le gouvernement du **Chili** a organisé, entre janvier et août 2012, une série de séances de travail d'une journée à l'intention des fonctionnaires des différents ministères et municipalités sur le droit de consultation des peuples autochtones, dans l'optique d'élaborer un règlement sur cette question. Au **Paraguay**, entre février et avril 2012, avec l'assistance de la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago, la Commission tripartite consultative sur les droits fondamentaux au travail et la prévention du travail forcé s'est réunie à trois reprises. Ces réunions ont abouti aux résultats suivants: une sous-commission de travail a été constituée avec un nombre restreint de membres pour en faciliter le fonctionnement; il a été décidé d'inviter, lorsqu'il y a lieu, des représentants des peuples autochtones à participer à ses séances; et il a été décidé d'élaborer une feuille de route et un plan d'action systématique qui soit à la mesure de la gravité du problème, conformément aux commentaires de la commission d'experts.

58. Dans le cadre du projet commun des Nations Unies en **Uruguay** intitulé «Appui à la réforme des institutions pour les personnes privées de liberté», la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago, en collaboration avec le Département des normes, a fourni une assistance technique en ce qui concerne le projet de loi préparé par le gouvernement sur le travail effectué par des personnes privées de liberté, à la lumière des conventions relatives au travail forcé, à la sécurité et à la santé au travail et à l'inspection du travail, et des commentaires formulés par la commission d'experts au sujet des conventions pertinentes. Au **Chili**, la spécialiste des normes a participé à plusieurs séances de différentes commissions du Congrès pour fournir des orientations dans le contexte des projets de loi relatifs au travail et aux peuples autochtones, en se basant sur les conventions ratifiées par le Chili et les commentaires de la commission d'experts.

59. La spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago a également élaboré, à l'intention des fonctionnaires de différentes entités relevant du vice-ministère du Travail du **Paraguay** et des différents ministères concernés, un document d'orientation pratique sur les modalités d'établissement des rapports dus au titre de l'article 22, étant donné que des événements politiques n'ont pas permis de tenir des ateliers dans le pays.

60. Au **Pérou**, l'EAT/BP-Lima a fourni au ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi une assistance technique concernant l'impact de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, sur l'inspection du travail et la réglementation des agences d'emploi privées. Cette question avait déjà été évoquée dans le cadre des recommandations concernant l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, qu'avait formulées la commission d'experts à l'intention du Pérou. Ces recommandations avaient indirectement conduit le Pérou à adopter, à la fin de l'année 2012, une nouvelle réglementation sur le fonctionnement des agences d'emploi privées. De plus, le ministère du Travail a mené plusieurs activités en vue de finaliser le nouveau Plan national contre le travail forcé, qui a été approuvé à la réunion de la Commission nationale de lutte contre le travail forcé en janvier 2013. Le pays a en outre bénéficié d'une assistance technique pour encourager la participation des institutions de l'Etat au processus d'élaboration des rapports dus sur l'application des normes.

61. Dans l'**Etat plurinational de Bolivie** et en **Equateur**, l'EAT/BP a également pris part, au cours de 2012, à des activités de formation destinées à des fonctionnaires d'organismes publics et à des confédérations syndicales, dans le but de promouvoir leur participation à l'élaboration des rapports sur l'application des conventions. L'EAT/BP a aussi communiqué les informations voulues au ministère du Travail. En vue de la ratification de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, l'Etat plurinational de Bolivie a bénéficié d'une assistance technique visant à

former en conséquence les inspecteurs du travail et à les informer des différentes pratiques existant à l'échelle du continent et permettant de mieux reconnaître et protéger les droits des travailleurs domestiques.

Etats arabes

62. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a organisé à Beyrouth deux ateliers sur les mécanismes de protection des droits de l'homme à l'intention de journalistes et de militants syndicaux de la **région des Etats arabes**, avec le concours d'un membre de la commission d'experts et en coopération avec le bureau de Beyrouth du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Des protocoles d'accord relatifs aux travailleurs domestiques migrants ont été conclus entre les gouvernements des pays de départ et de destination de ces travailleurs dans la région arabe ainsi qu'avec les agences de recrutement de ces pays (avril 2012).

63. A l'occasion d'un grave conflit salarial survenu au **Liban** (décembre 2012), le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a présenté au gouvernement et aux partenaires sociaux des informations au sujet de l'application de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970. Conjointement avec le ministre du Travail, il a participé à l'élaboration d'un projet de loi sur les travailleurs domestiques migrants conforme aux dispositions de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 (décembre 2011 à mars 2012). Une assistance technique sera également apportée en ce qui concerne l'application des conventions (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999. Dans le cadre du projet SPA, le spécialiste des normes a également fourni une assistance au gouvernement en matière d'établissement de rapports (juillet 2012).

64. En octobre 2012, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a organisé et dirigé, en coopération avec le Département des normes et le Département des relations professionnelles et des relations d'emploi (DIALOGUE), un voyage d'étude au siège de l'OIT à Genève effectué par des membres du Parlement irakien et des représentants du gouvernement régional du Kurdistan. Après une analyse rigoureuse du projet de Code du travail de l'Iraq, les participants ont reçu des informations détaillées sur les principes et les dispositions applicables des normes internationales du travail et ont participé à des discussions approfondies sur les améliorations susceptibles d'être apportées au projet de Code. Les participants ont demandé à l'OIT d'accompagner le processus d'adoption du Code et, le cas échéant, de leur fournir une assistance supplémentaire.

65. En juillet 2012, le Département des normes a participé à un atelier du Comité directeur national sur l'égalité de rémunération (NSCPE) de **Jordanie**, s'inscrivant dans le cadre du projet de coopération technique sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale organisé par le Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, avec la collaboration de DECLARATION. Lors de cet atelier, le sous-comité du NSCPE pour les questions juridiques et politiques a présenté les conclusions d'un examen de la législation nationale en vigueur, lequel a révélé des lacunes importantes, telles que l'absence de dispositions explicites interdisant la discrimination dans l'emploi et la profession et exigeant une rémunération égale entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Une série de mesures ont été proposées, dont plusieurs amendements portant spécifiquement sur les dispositions du Code du travail, relatives à la non-discrimination, aux salaires et à la protection de la maternité. Dans le cadre du projet SPA, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a fourni une assistance au gouvernement en matière d'établissement de rapports (juin 2012). La Jordanie a également reçu une assistance en ce qui concerne l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003.

Asie

66. A l'invitation du Secrétaire d'Etat au travail et à l'emploi des **Philippines**, la directrice adjointe du Département des normes a pris part, en mai 2012, à la présentation des directives relatives à la conduite des fonctionnaires du ministère du Travail et de l'Emploi, du ministère de l'Intérieur et de l'Administration locale, du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Justice, des Forces armées et de la Police nationale des Philippines en ce qui concerne l'exercice des droits et des activités des travailleurs. Ces directives, qui répondent aux recommandations du Comité de la liberté syndicale, sont le fruit d'un dialogue approfondi avec les partenaires sociaux, qui a permis de faire ressortir les difficultés particulières rencontrées par les syndicats vis-à-vis des forces armées, et traitent l'ensemble des problèmes ainsi soulevés. Pour donner suite aux observations de la commission d'experts sur l'application de la convention n° 87, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Bangkok a organisé, en avril 2012, une activité de validation du plan d'action destiné à promouvoir la liberté syndicale dans les zones franches d'exportation (ZFE) aux Philippines.

67. Un séminaire de haut niveau de deux jours sur le travail des enfants a eu lieu à Nanchang, Province de Jiangxi (**Chine**), en septembre 2012. Ce séminaire comprenait des sessions au cours desquelles ont été examinés: le cadre juridique national interdisant le travail des enfants et le rôle de l'administration du travail et des services d'inspection du travail en tant que garants du respect de la loi; les tendances générales, expériences et bonnes pratiques pour une élimination effective du travail des enfants; le rôle des partenaires sociaux dans l'élimination du travail des enfants; la manière dont pourraient être surmontés les obstacles existant en droit et en pratique en Chine dans le domaine du travail des enfants; et le statut actuel de la liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans. Ont participé activement à ce séminaire de haut niveau des fonctionnaires des directions générales de 14 provinces. Pour la première fois, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale a officiellement reconnu que le travail des enfants constituait un défi dans le pays et s'est montré réceptif à la coopération technique internationale afin de traiter de la problématique du travail des enfants.

68. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-New Delhi a participé aux activités suivantes: i) missions visant à appuyer les gouvernements de l'**Afghanistan** et du **Népal** afin de leur permettre de se doter des moyens nécessaires à l'élaboration des rapports relatifs à l'application des normes internationales du travail (juillet et octobre 2012, respectivement); ii) réunion tripartite sur la révision de la législation du travail au **Bangladesh** (mai 2012); iii) missions en **Inde**, au **Népal** et au **Pakistan**, en lien avec les projets de lutte contre le travail en servitude menés dans ces différents pays, dans le cadre du suivi des commentaires de la commission d'experts concernant les conventions relatives au travail forcé, avec organisation de réunions tripartites, de visites sur le terrain et de formations à l'intention des syndicats; et iv) activités d'assistance technique faisant suite aux conclusions de 2007 et de 2010 de la Commission de l'application des normes concernant l'application des conventions (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, menées conjointement, en **Inde**, par le Département des normes et DECLARATION, activités visant à améliorer le cadre législatif et les politiques concernant la vidange manuelle des latrines et à renforcer les capacités des mandants à mettre en œuvre le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. On citera notamment l'atelier sur le renforcement de la mise en œuvre de la loi sur l'égalité de rémunération par une meilleure application de la convention n° 100 et par une meilleure méthode de collecte de données (New Delhi, février 2012), à l'issue duquel les participants se sont entendus

quant à la marche à suivre concernant la recherche et la collecte de données, l'adoption de mesures proactives et la législation, et la Conférence nationale de promotion de l'égalité au travail en Inde consacrée aux pratiques en matière de vidange manuelle des latrines (Ahmadabad, février 2012), dont l'objet était d'examiner la situation actuelle dans ce domaine et d'envisager des mesures et des solutions d'ordre pratique et politique.

Europe

69. A l'invitation du gouvernement, une mission consultative technique menée par la directrice régionale pour l'Europe et l'Asie centrale s'est rendue à Tachkent en mai 2012 pour analyser les difficultés liées à la mise en œuvre des 13 conventions ratifiées par l'**Ouzbékistan**. Des réunions bilatérales ont eu lieu avec différents ministères, avec les représentants des partenaires sociaux ainsi qu'avec des représentants locaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les discussions ont porté principalement sur la poursuite de la collaboration entre le gouvernement et l'OIT en vue de trouver les moyens d'aller de l'avant dans la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission de l'application des normes en juin 2010 et juin 2011 concernant l'application par l'Ouzbékistan de la convention n° 182.

70. Faisant suite à la mission de haut niveau de septembre 2011 chargée d'examiner l'impact des mesures prises dans le cadre du mécanisme de soutien de l'économie grecque sur l'application de 11 conventions ratifiées par la **Grèce**, une nouvelle mission de haut niveau s'est rendue dans le pays en avril 2012 pour présenter les commentaires formulés par la commission d'experts dans les domaines de la liberté syndicale et de la négociation collective, des salaires, des politiques de l'emploi, de la sécurité sociale ainsi que de l'inspection et de l'administration du travail et pour rechercher par quels moyens le BIT pourrait aider les mandants tripartites à surmonter les difficultés auxquelles ils sont actuellement confrontés. Deux missions de suivi se sont rendues sur place en septembre et en octobre 2012 afin de procéder, à la demande du gouvernement, à une évaluation de la structure et du fonctionnement du système grec d'inspection du travail.

71. En juillet 2012, une mission dirigée par la directrice du Département des normes s'est rendue aux Pays-Bas dans le cadre du suivi des commentaires formulés par la commission d'experts au sujet de l'application de la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980].

C. Activités de formation

a) Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT, Turin

72. En 2012, le Centre de formation de Turin a continué de soutenir les activités de l'OIT liées à l'adoption et au contrôle de l'application des normes internationales du travail moyennant la réalisation de 38 activités de formation aux niveaux interrégional, régional, sous-régional ou national, ainsi qu'à travers la conception et le développement d'outils pédagogiques et méthodologiques relatifs aux procédures d'adoption des normes et de contrôle de leur application.

73. Parmi ces derniers, il y a lieu de mentionner: i) la création d'un site Web, dont l'objet est de faciliter la gestion de l'obligation de faire rapport sur l'application des normes internationales du travail, qui recueille les bonnes pratiques et met à disposition des outils pédagogiques (par exemple check-lists), et d'assister les mandants en ligne;

ii) l'élaboration d'un enseignement à distance relatif à la méthodologie de préparation des rapports relatifs aux instruments portant sur le travail des enfants. Ces deux outils visent à renforcer les capacités nationales des mandants en améliorant leur connaissance des procédures liées aux normes, notamment de celles relatives à l'obligation de faire rapport, conformément à la Constitution de l'OIT. Comme tels, ces derniers s'intègrent, à l'instar de plusieurs autres cours mentionnés dans les paragraphes qui suivent, dans la stratégie normative de l'OIT et contribuent à renforcer les synergies entre le Centre de formation de Turin, le siège et les structures du terrain dans ce domaine.

74. Le cours tripartite sur les normes internationales du travail qui se tient dans les semaines qui précèdent immédiatement la Conférence (34 personnes provenant de toutes les régions du monde y ont participé en 2012) et le cours à distance concernant la préparation des rapports sur l'application des normes internationales du travail (auquel la participation en provenance de pays dont les ministères du travail rencontrent des difficultés dans la rédaction et l'envoi des rapports est favorisée) sont deux formations qui sont des outils précieux pour renforcer les capacités nationales dans le domaine des procédures liées aux normes internationales du travail, en particulier au respect des obligations de faire rapport, et constituent un très bon exemple d'intégration des activités du Centre de formation de Turin dans la stratégie normative de l'OIT.

75. En matière de liberté syndicale, deux nouvelles activités régionales conçues à l'intention des avocats défendant les intérêts des syndicats ont été conçues et réalisées en collaboration avec le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) et la Confédération syndicale internationale (CSI); l'une destinée à l'Amérique latine a eu lieu au Paraguay et l'autre à l'Afrique anglophone au Kenya.

76. En ce qui concerne le travail forcé, le Centre de formation de Turin a organisé un cours sur l'identification et l'investigation des cas de travail forcé et de traite des personnes et a débuté un projet national spécifique pour l'Inde. Une réunion tripartite concernant le travail forcé dans la pêche a également été organisée.

77. Le développement de l'Académie du travail maritime, lancé en 2011 pour offrir un programme de cinq formations hautement spécialisées sur la convention du travail maritime (MLC, 2006), s'est poursuivi. Trois formations de formateurs et d'inspecteurs maritimes ont été organisées en 2012 pour un total de 59 participants. Un atelier sur la transposition de la convention en droit national a été organisé au mois de juin pour 14 représentants des gouvernements, et les deux formations organisées conjointement avec la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont permis de former 47 inspecteurs de cet organisme. En 2012, l'Académie du travail maritime s'est enrichie de deux nouvelles formations, à la demande de l'ITF et de la Fédération internationale des armateurs (ISF) afin de sensibiliser leurs membres aux droits et obligations découlant de la MLC, 2006. Le nouvel atelier destiné aux armateurs et aux compagnies maritimes a réuni 21 représentants, et celui organisé pour les syndicats de gens de mer affiliés à l'ITF a permis à 20 participants d'approfondir leur connaissance des dispositions de la convention. Les huit activités de l'Académie du travail maritime ont été suivies par un total de 161 participants.

78. En 2013, 12 activités de formation sont programmées, et des ateliers seront également organisés au niveau national à la demande de membres de l'ISF. L'entrée en vigueur de la MLC, 2006, le 20 août 2013, entraîne une nette augmentation des candidatures pour les activités de formation, dont la pertinence et la méthodologie font l'objet d'une évaluation particulièrement positive des participants. Les 261 participants à la formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes de 2009 à 2012 ont à leur tour formé quelque 7 740 experts. L'évaluation de l'impact des activités de 2012 est en cours.

L'Académie du travail maritime reste donc un outil essentiel du plan d'action du BIT pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la MLC, 2006.

79. En outre, plusieurs activités de formation destinées aux juges, juristes et professeurs de droit ont été organisées en 2012. Outre le cours annuel interrégional à Turin, trois activités régionales ont été effectuées. Le cours régulier pour l'Amérique latine s'est tenu au Mexique en collaboration avec le Bureau de l'OIT au Mexique, la *Comisión Nacional de los Derechos Humanos de México* et l'*Universidad Nacional Autónoma de México*. De plus, un cours a été organisé à Trinité-et-Tobago pour les juges, les avocats et les professeurs de droit des Caraïbes en collaboration avec le bureau de l'OIT à Port of Spain. Enfin, pour la deuxième fois, une conférence régionale et un cours de formation pour les juges et les arbitres de l'Asie et du Pacifique ont été organisés en partenariat avec *Fair Work Australia* à Melbourne (Australie) auxquels 15 pays ont participé. Tous ces cours ont pu bénéficier de la participation de certains membres de la commission d'experts.

80. Il est également important de signaler la mise à jour (en anglais, français et espagnol) du recueil des décisions de justice ayant utilisé le droit international et notamment les normes internationales du travail. Un nombre considérable de nouvelles décisions de justice ayant pu être incluses dans le recueil sont le fait de professionnels du droit ayant eux-mêmes participé aux cours de formation organisés par le Centre de formation de Turin. En outre, une base de données a été spécialement développée par le Centre de formation de Turin pour permettre un accès généralisé à ce recueil. L'accès à cette base de données sera possible tant depuis le site du Centre de formation de Turin que de celui de l'OIT, à travers la page dédiée à la base NORMLEX.

81. Afin de favoriser l'impact des normes internationales du travail auprès des médias, une édition du cours sur les normes internationales du travail pour les journalistes et les professionnels de la communication pour l'Amérique centrale a été organisée avec le Bureau de San José (Costa Rica), en collaboration avec un projet local de coopération technique, en plus de l'édition interrégionale de ce cours qui s'est tenue à Turin, en juillet 2012.

82. Dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination, un cours a eu lieu en mai 2012 à Kinshasa (République démocratique du Congo), avec le concours du spécialiste des normes de l'EAT/BP-Yaoundé, à l'intention des représentants du gouvernement, des travailleurs et des employeurs, des juges, juristes et professeurs de droit du **Burundi**, de la **République démocratique du Congo** et du **Rwanda**. Un programme d'activités de formations régulières très complet (tant présentiels qu'en ligne) a également été offert à plus que 600 participants (mandants de l'OIT, fonctionnaires de l'Organisation et d'autres agences des Nations Unies) sur le thème de l'égalité entre hommes et femmes et la non-discrimination. Dans le cadre du suivi des conclusions de la Conférence (juin 2009), un cours destiné aux juges de cinq pays africains a été réalisé à Turin sur le thème de l'égalité de genre au travail.

83. Un outil de formation assistée par ordinateur («webinar») portant sur le thème de la non-discrimination au travail a été réalisé pour la multinationale ENI, qui envisage de le mettre à la disposition de la totalité de ses employés dans 77 pays. La discrimination entre hommes et femmes dans le monde scientifique est en outre l'objet d'un projet de renforcement des capacités institutionnelles, dont le Centre est partenaire depuis 2011, en fournissant des services d'adaptation méthodologique et la réalisation d'activités d'audit de genre dans six pays européens.

84. La collaboration avec les autres programmes techniques du Centre de formation de Turin s'est poursuivie et renforcée, dans la mesure où la présentation générale des

normes introduite dans plusieurs activités réalisées par ACTRAV/Turin a été complétée par une nouvelle activité portant sur les normes internationales du travail et les initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises organisée avec le Programme pour le développement des entreprises et le développement local.

b) Formation sur les questions liées aux peuples indigènes *

85. En juillet 2012, le Programme pour la promotion de la convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (programme PRO 169), qui dépend du Département des normes, a organisé une session de formation pour boursiers autochtones, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), dans le cadre du Programme de bourses annuelles en faveur des peuples autochtones de l'ONU.

86. Au niveau régional, les responsables du programme PRO 169 ont organisé quatre ateliers de formation sur la convention n° 169 à l'intention des mandants de l'OIT des pays suivants: **Argentine, Etat plurinational de Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay et Pérou**. Les ateliers destinés aux organisations d'employeurs et de travailleurs ont été préparés avec la collaboration du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) et d'ACTRAV et ont eu lieu, respectivement, à Bogotá (Colombie) et à Asunción (Paraguay) en septembre et en novembre 2011. En octobre 2011, un Atelier régional pour les médiateurs s'est tenu à Santa Cruz (Etats plurinational de Bolivie), organisé conjointement avec le Centre de formation de Turin, le HCDH et le PNUD. En janvier 2012, un atelier régional pour les fonctionnaires s'est réuni au Nicaragua, avec pour objet de promouvoir l'échange d'expériences entre les pays et de les rendre mieux à même d'appliquer la convention n° 169.

87. Dans le même ordre d'idée mais au niveau sous-régional, en juillet 2012, les responsables du programme PRO 169 ont organisé, avec la collaboration de l'Equipe de pays des Nations Unies en place dans l'**Etat plurinational de Bolivie**, un séminaire de partage d'expériences sur l'application de la convention n° 169, auquel ont pris part des représentants de la **Colombie** et du **Pérou** dans le cadre d'une coopération Sud-Sud. Ils ont également apporté leur concours, en avril 2012, au voyage d'étude que des représentants gouvernementaux du **Bangladesh** ont effectué au **Danemark**, en **Norvège** et en **Suède** pour voir comment ces pays intègrent et mettent en œuvre les droits des peuples indigènes et tribaux dans leurs politiques et dans leur législation. Les responsables du programme ont de plus organisé, en septembre 2011 et 2012, un cours sur les droits de l'homme consacré aux droits des peuples autochtones, en collaboration avec le Centre des droits de l'homme de Pretoria, et ont aidé des représentants gouvernementaux d'**Afrique du Sud**, du **Botswana** et de la **Namibie** à y participer.

88. A l'échelon national, le programme a suivi ou organisé, avec la collaboration de certains spécialistes des normes, des activités sur les droits des peuples indigènes, notamment sur la promotion et l'application des conventions n°s 111 et 169 dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dont les suivants: **Bangladesh, Etat plurinational de Bolivie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Guatemala, Honduras, Namibie, Nicaragua, Pérou et Philippines**. Il s'agissait notamment d'activités visant à renforcer les capacités de certains groupes cibles tels que

* La convention n° 169 utilise l'expression «peuples indigènes et tribaux» sans établir de distinction entre les droits de ces deux groupes. Dans le présent rapport, les expressions «peuples indigènes» ou «peuples autochtones», qui sont les plus communément utilisées et reprises dans les instruments internationaux, sont utilisées indifféremment.

les fonctionnaires, les institutions pour la défense des droits de l'homme, les parlementaires, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les organisations de peuples autochtones, les jeunes et les journalistes.

89. Les responsables du programme PRO 169 ont également mené diverses activités de renforcement de la capacité des gouvernements, des organisations de peuples autochtones et des partenaires sociaux à mettre en œuvre la convention n° 169, en réponse aux observations formulées par la commission d'experts. Au **Nicaragua**, un atelier national a été organisé en vue de la préparation du premier rapport sur l'application de cette convention. Au **Pérou**, les responsables du programme et la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago ont apporté leur soutien à la mise en place d'une formation sur les droits des peuples autochtones destinée aux fonctionnaires.

90. En mars 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José, en collaboration avec le Département des normes, et à la demande de la «Defensora de los habitantes», a participé au **Costa Rica** à deux ateliers sur le contenu et l'application de la convention n° 169. Des représentants de différentes entités gouvernementales ont assisté au premier atelier et des représentants des peuples indigènes du pays ont participé au deuxième.

91. Au **Chili**, à la demande de la Confédération de l'industrie et du commerce (CPC), une table ronde avec cette dernière et l'Association pour le développement industriel (SOFOFA) a été organisée en juillet, avec l'appui de la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago, sur le thème de la consultation en vertu de la convention n° 169 et l'importance de la sécurité juridique pour les investissements, à la lumière des commentaires des organes de contrôle. Dans le cadre du programme commun des Nations Unies intitulé «Renforcement des capacités nationales pour la prévention et la gestion des conflits interculturels au Chili» (2010-2012), cinq journées de formation ont été organisées, en mai et en juin, dans diverses villes destinées à des juges des tribunaux supérieurs, qui ont porté sur les droits des peuples autochtones tels qu'énoncés dans la convention n° 169. Avec l'appui de la spécialiste des normes et d'un membre de la commission d'experts, 166 juges ont participé à cette formation. En outre, une rencontre internationale sur les différentes expériences en ce qui concerne le droit à la consultation des peuples autochtones et tribaux en vertu de la convention n° 169 a eu lieu. Organisée à l'intention de représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs ainsi que des peuples autochtones du Chili, cette rencontre visait à mettre en commun les expériences acquises par le Canada, la Colombie et le Pérou quant à l'application de ce droit. Par ailleurs, dans le cadre d'une réunion nationale d'experts, les parties prenantes ont exposé leur position sur les perspectives et les enjeux de la mise en œuvre du droit à la consultation au Chili. En collaboration avec Acción RSE, organisation patronale ayant vocation à promouvoir le développement durable et la responsabilité sociale de l'entreprise, la spécialiste des normes a organisé en août un atelier avec des représentants du secteur minier sur l'application de la convention n° 169, à la lumière des commentaires formulés par les organes de contrôle. Enfin, en collaboration avec plusieurs organisations du système des Nations Unies, un atelier destiné aux dirigeants autochtones a eu lieu sur les mécanismes de contrôle du respect des droits des peuples autochtones dans le cadre du système des Nations Unies.

c) Autres activités de formation

Afrique

92. En mai 2012, la spécialiste des normes et le spécialiste d'ACTRAV de l'EAT/BP-Le Caire ont organisé un séminaire en **Egypte** pour expliquer à des travailleurs récemment syndiqués qui en avaient fait la demande la manière dont les normes

internationales du travail peuvent les aider dans la recherche d'une solution aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur secteur respectif et pour approfondir avec eux la notion de travail décent. Ces travailleurs ont ensuite demandé à bénéficier d'une assistance pour créer une coopérative afin de faire face aux difficultés qu'ils rencontrent dans l'industrie charbonnière.

93. Avec l'aide de la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Pretoria, un fonctionnaire du ministère du Travail du **Swaziland**, responsable de l'établissement de rapports, a obtenu une bourse pour suivre, en mai 2012, la formation annuelle de deux semaines sur les normes internationales du travail organisée au Centre de formation de Turin, tandis qu'un juriste du même ministère a reçu une aide financière pour participer au cours de deux semaines sur les normes internationales du travail organisé chaque année à l'intention des juges et des professeurs de droit (août-septembre 2012).

94. En octobre 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Pretoria a été invitée par le Centre régional africain d'administration du travail (ARLAC) à présenter les huit conventions fondamentales visées par la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998, ainsi que les modalités concrètes permettant de mettre en œuvre les normes internationales du travail en général. L'atelier organisé par l'ARLAC a réuni des délégations tripartites de neuf pays membres et s'est conclu par l'adoption d'un plan quinquennal concret de mise en œuvre des normes internationales du travail.

95. Des activités de sensibilisation sur les quatre conventions relatives à l'égalité entre hommes et femmes ont été également mises en place par la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Pretoria à l'intention de deux syndicats: la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FEDUSA) (**Afrique du Sud**, août 2012) et le Congrès des syndicats du Swaziland (TUCOSWA) (**Swaziland**, novembre 2012).

Amériques

96. En vertu du suivi du Protocole d'intention signé entre le ministère public du Travail (MPT), le Département des normes et le Centre de formation de Turin, le MPT et le tribunal supérieur du travail de Brasília ont organisé un séminaire sur la liberté syndicale qui s'est tenu au **Brésil** en avril 2012.

97. Un membre de la commission d'experts est intervenu à l'occasion d'un atelier consacré aux conventions n^{os} 87 et 98, qui a eu lieu en mai 2012 au **Panama**. Y ont participé des fonctionnaires spécialisés dans différents domaines, des représentants des principales organisations d'employeurs et de travailleurs.

98. En juin 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José, avec la participation du spécialiste d'ACTRAV et d'un membre de la commission d'experts, a mené au **Costa Rica**, en collaboration avec le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc», un séminaire destiné aux organisations syndicales de ce pays sur le système de contrôle de l'OIT et les normes internationales du travail, et en particulier la liberté syndicale et la négociation collective. Egalement en juin 2012, la spécialiste des normes, en collaboration avec le spécialiste en matière de législation, de dialogue social et d'administration du travail et d'un membre de la commission d'experts, a mené, à la demande du système judiciaire du Costa Rica, une formation à l'intention des juges et avocats concernant l'utilisation par les juridictions nationales du droit international du travail, en particulier dans le domaine de la liberté syndicale et de la négociation collective. Toujours en juin 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José, en collaboration avec le spécialiste d'ACTRAV, a participé au **Nicaragua** à un atelier sous-régional sur les normes internationales du travail et la liberté syndicale et la négociation collective destiné aux organisations syndicales.

99. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Port of Spain a organisé les activités de formation suivantes ou y a participé:

- ❑ Atelier de formation sur l'administration du travail organisé avec la collaboration du gouvernement du **Suriname**, au cours duquel des exposés ont été présentés au sujet des normes internationales du travail relatives à l'inspection du travail.
- ❑ Dans le cadre du Programme sur la santé et la sécurité au travail et l'environnement pour les Caraïbes: i) Atelier de formation sous-régional à l'intention des inspecteurs chargés de la sécurité au **Suriname** (mars 2012); ii) Conférences sur les normes internationales du travail relatives à la sécurité et la santé au travail à l'Université des Antilles en **Jamaïque** et à **Trinité-et-Tobago** dans le cadre du Programme de maîtrise sur la santé et la sécurité au travail et la salubrité et la sécurité de l'environnement; et iii) session de formation sur la sécurité et la santé au travail à **Trinité-et-Tobago** à l'intention des inspecteurs du travail des **Bahamas**, de la **Barbade**, du **Belize**, de la **Jamaïque**, du **Suriname** et de **Trinité-et-Tobago**.
- ❑ Séminaire sur le travail et les relations professionnelles organisé au **Belize** (juin 2012) avec le concours du spécialiste d'ACT/EMP. L'objet de ce séminaire était de renforcer les capacités des membres de la Chambre de commerce et d'industrie du Belize et du Congrès national des syndicats du Belize et de leur apporter des précisions concernant la législation sur le travail de 2011, récemment modifiée, et l'application des normes.
- ❑ Session de formation du Comité tripartite de **Trinité-et-Tobago** relatif à la convention n° 144 de l'OIT à l'occasion de sa session d'ouverture (septembre 2012).

100. En avril, à la demande du gouvernement du **Chili** et en collaboration avec la spécialiste des normes et la spécialiste de la sécurité et de la santé au travail de l'EAT/BP-Santiago, une journée de formation a été consacrée à la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. Cette activité visait à donner des orientations au gouvernement et à accompagner le processus législatif engagé pour donner effet à la convention. Par ailleurs, en collaboration avec le spécialiste d'ACTRAV, la spécialiste des normes a apporté son appui à un séminaire de mise à jour des connaissances concernant la liberté syndicale et la négociation collective organisé par le Groupement national des agents de la fonction publique (ANEF).

Etats arabes

101. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a organisé deux ateliers en **Jordanie** (décembre 2011 et juin 2012) afin de présenter aux inspecteurs du travail les normes internationales du travail, et en particulier les conventions fondamentales, la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.

Asie

102. En mai 2012, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Bangkok a dispensé, en **Indonésie**, une formation d'une semaine à l'intention des magistrats du tribunal du travail (qui recouvre l'ensemble des juridictions nationales spécialement compétentes pour connaître des différends du travail) en vue de promouvoir l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales. Ce projet expérimental de formation des formateurs judiciaires sur les normes internationales du travail comprenait, entre autres, un volet consacré à l'utilisation par les juges nationaux de certaines

conventions fondamentales et d'autres instruments techniques. La directrice adjointe du Département des normes a réalisé une présentation qui s'est centrée sur les éléments du programme relatifs à la liberté syndicale et à la négociation collective.

103. Enfin, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-New Delhi a participé à une formation tripartite sur les pratiques de travail inéquitables, organisée à **Sri Lanka** (septembre 2012).

Europe

104. En avril 2012, un séminaire sur les normes du travail, l'égalité et la non-discrimination s'est tenu en **France** à l'Université Lyon II, dans le cadre du Master *Inégalités et discriminations: Manager les enjeux contemporains de l'égalité*.

D. Activités promotionnelles

a) Plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

105. En mars 2007, le Conseil d'administration a adopté un plan d'action quinquennal dont l'objectif principal est d'obtenir le maximum de ratifications de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et d'assurer la mise en œuvre effective de ses dispositions. Ce plan d'action prévoit la tenue d'activités promotionnelles aux échelons international, régional et national et exige une coopération avec les spécialistes du secteur et les bureaux extérieurs.

106. L'entrée en vigueur de la MLC, 2006, était subordonnée à deux conditions: 1) la convention devait être ratifiée par 30 Etats Membres; et 2) ces Etats devaient représenter au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. En 2012, dix nouvelles ratifications de la convention ont été enregistrées (Chypre, le 20 juillet; Maroc, le 10 septembre; Palau, le 29 mai; Philippines, le 20 août; Pologne, le 3 mai; Fédération de Russie, le 20 août; Saint-Kitts-et-Nevis, le 21 février; Suède, le 12 juin; Togo, le 14 mars; et Tuvalu, le 16 février), si bien que 32 pays sont désormais parties à la convention. Ces pays représentent quasiment 60 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. Les deux conditions susmentionnées se trouvent ainsi largement remplies, et la MLC, 2006, pourra par conséquent entrer en vigueur le 20 août 2013.

107. Parmi les activités de promotion de la MLC, 2006, il convient de mentionner plusieurs activités organisées par le Bureau ou auxquelles il a participé:

- ❑ Séminaire tripartite national sur la MLC, 2006, en **Egypte** (juin 2012);
- ❑ Séminaire tripartite national sur la MLC, 2006, en **République islamique d'Iran** (avril 2012);
- ❑ Atelier de formation à l'intention des fonctionnaires chargés du contrôle par l'Etat du port en vertu de la MLC, 2006, organisé dans le Sultanat d'**Oman** (février 2012);
- ❑ Séminaire sur les agences de placement des marins en **Ukraine** (juillet 2012);
- ❑ Atelier de validation aux **Seychelles** (septembre 2012);
- ❑ Consultations de haut niveau en **Jamaïque** (novembre 2012).

108. Le Bureau a également pris part à de nombreux événements internationaux ou maritimes et a notamment donné des conférences à l'Université maritime mondiale de

Malmö (**Suède**) et à l'Académie d'été de la Fondation internationale du droit maritime à Hambourg en **Allemagne**. Il a par ailleurs réalisé deux nouvelles analyses des lacunes existant dans la législation du **Bangladesh** et des **Seychelles** afin d'identifier les obstacles à la ratification de la MLC, 2006, et de contribuer à l'élaboration de stratégies tripartites visant à combler ces lacunes. Il a en outre apporté une assistance technique à **Saint-Kitts-et-Nevis** pour l'élaboration d'une législation maritime conforme aux dispositions de la MLC, 2006.

109. Suite à la deuxième réunion, en décembre 2011, de la Commission préparatoire tripartite sur la convention du travail maritime, 2006, en vue d'examiner le projet proposé par le Bureau de règlement de la commission qui doit être établi en vertu de l'Article XIII de cette convention, le Conseil d'administration a adopté à sa 313^e session, mars 2012, le règlement de la commission tripartite spéciale qui est chargée de suivre en permanence l'application de la convention et d'examiner les propositions de modification du code de la convention.

110. Par ailleurs, pour faciliter la mise en œuvre effective de la MLC, 2006, le Bureau a continué de fournir des orientations aux Etats Membres concernant les difficultés rencontrées dans les préparatifs de cette mise en œuvre. A cette fin, le Bureau a continué d'apporter son aide en matière de rédaction de textes législatifs, au moyen de cours dispensés dans le cadre de son Académie du travail maritime et de cours du Centre de formation de Turin destinés spécialement aux inspecteurs maritimes, aux capitaines et aux agents chargés du recrutement. Depuis novembre 2011, 34 personnes au total ont participé à la formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes sur l'application de la MLC, 2006, 14 personnes ont suivi l'atelier sur la mise en œuvre de la MLC, 2006, dans la législation nationale et 47 inspecteurs de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont pris part à l'atelier sur la MLC, 2006, organisé à leur intention.

111. Pour faire suite au plan d'action, le Bureau envisage de tenir des réunions techniques tripartites en vue d'élaborer de nouveaux outils d'information. En 2012, il a rédigé et publié deux manuels intitulés *Eléments d'orientation pour la mise en œuvre de la convention du travail maritime, 2006, et de la Sécurité sociale pour les gens de mer* et *Eléments d'orientation pour la mise en œuvre de la convention du travail maritime de 2006 – Modèle de dispositions nationales*. Le Bureau a également publié une édition substantiellement révisée de *Convention du travail maritime, 2006: Questions fréquentes*. Le Bureau a achevé des projets de manuels sur la sécurité et la santé au travail dans le secteur maritime et sur le bien-être des gens de mer, actuellement soumis pour commentaires en vue de leur finalisation. Enfin, une réunion tripartite d'experts chargée d'adopter des directives sur la formation des cuisiniers de navires est prévue pour septembre 2013.

b) Plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

112. Le plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs, qui a été adopté par le Conseil d'administration en novembre 2010, définit les activités que le Bureau entend réaliser pour la période 2011-2016. Au 31 décembre 2010, deux Etats Membres avaient ratifié la convention: l'**Argentine**, le 15 septembre 2011, et la **Bosnie-Herzégovine**, le 4 février 2010.

113. Le Bureau mène actuellement une campagne promotionnelle axée sur la diffusion des documents et des outils existants concernant la convention, à savoir: le *Manuel pour*

l'amélioration des conditions de vie et de travail à bord des navires de pêche; les Directives pour les agents chargés du contrôle par l'Etat du port effectuant des inspections en application de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; le Manuel de formation sur l'application de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; la Directive pour une approche visant à mener une analyse comparative de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; et la brochure intitulée Conditions de travail décentes, sécurité et protection sociale – Travail dans la pêche, convention n° 188 et recommandation n° 199. Le document Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007: Questions fréquentes est le dernier outil préparé par le Bureau qui reprend les questions les plus souvent posées au sujet de la convention et les réponses correspondantes ⁶.

114. Parallèlement à cette campagne promotionnelle, des séminaires, des ateliers ou d'autres manifestations tripartites nationales (jusqu'à présent en **Equateur**, en **Guinée-Bissau**, en **Inde**, en **Mauritanie**, au **Pérou**, au **Sénégal** et en **Thaïlande**) ainsi que des cours de formation (jusqu'à présent en **Equateur**, au **Pérou** et au **Sénégal**) ont été organisés afin de renforcer la capacité des mandants dans le secteur de la pêche. En outre, la convention a été intégrée à certains programmes par pays de promotion du travail décent (en **Inde**), et des analyses des lacunes existant entre la législation et la convention ont été entreprises pour faciliter sa mise en œuvre (jusqu'à présent au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée-Bissau**, en **Inde**, au **Sénégal** et au **Togo**).

115. Le Bureau a continué de collaborer étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation maritime internationale (OMI), en ce qui concerne la sécurité des navires de pêche et des pêcheurs. Sa collaboration avec la FAO pour lutter contre le travail des enfants dans l'industrie de la pêche s'est traduite par l'élaboration, dans sa version préliminaire, d'un Guide FAO-OIT pour aborder les questions du travail des enfants dans les pêches et l'aquaculture: Politique et pratiques.

116. Le Bureau a également prévu d'organiser un Forum de dialogue mondial sur la promotion de la convention n° 188, qui se tiendra du 15 au 17 mai 2013 à Genève. L'objet de cette réunion est d'examiner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la convention, d'évaluer comment la convention peut être utilisée comme un outil permettant de traiter les grands problèmes du secteur, de partager expériences et bonnes pratiques, de rendre compte des activités promotionnelles et de les examiner, et de fournir des informations actualisées sur l'état d'avancement des initiatives nationales visant à mettre en œuvre et à ratifier la convention n° 188 ⁷.

117. Une Consultation tripartite sur le travail forcé et la traite des personnes dans le secteur de la pêche s'est tenue en septembre 2012. Organisée dans le cadre de la coopération entre le Département des activités sectorielles (SECTOR) et le Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé (SAP-FL), elle a eu lieu au Centre de formation de Turin. Des représentants de gouvernements, d'organisations d'employeurs et de travailleurs, d'organisations non gouvernementales et d'organisations intergouvernementales ainsi que d'autres experts ont participé à cette consultation. Elle visait à faciliter l'examen d'une stratégie de l'OIT destinée à prévenir et à combattre le travail forcé et la traite des personnes dans le secteur, et à recueillir des contributions pour un projet d'étude documentaire du BIT sur la question.

⁶ Tous les documents et outils mentionnés sont disponibles sur le site Internet de l'OIT à: www.ilo.org.fishing.

⁷ Voir document GB.316/POL/4(&Corr.), paragr. 9.

118. Avec le soutien de l'OIT, un accord entre les partenaires sociaux au sujet de la convention a été signé en mai 2012 par des représentants des employeurs et des syndicats du secteur de la pêche au niveau de l'Union européenne. Il s'agit d'une étape importante vers la transposition, dans la législation européenne, des dispositions de la convention. Cet accord devrait encourager sa ratification et sa mise en œuvre effective par les pays de l'Union européenne ainsi que par d'autres Etats Membres de l'OIT.

c) **Plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail (convention n° 155, son protocole de 2002, et convention n° 187)**

119. Le plan d'action sur les instruments de sécurité et santé au travail, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration en mars 2010⁸. Il est mis en œuvre par le Programme sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork) et par le Département des normes, en étroite collaboration avec ACT/EMP et ACTRAV.

120. En novembre 2011 et 2012, des rapports contenant des informations sur les progrès accomplis depuis l'adoption du plan d'action ont été présentés au Conseil d'administration⁹. Ces rapports contiennent des données détaillées fondées sur les indicateurs spécifiques du plan d'action. Depuis l'adoption du plan d'action, 17 ratifications¹⁰ ont pu être enregistrées concernant la convention n° 155, son protocole de 2002 ou la convention n° 187, et 18 ratifications¹¹ ont été enregistrées concernant d'autres conventions à jour sur la sécurité et la santé au travail (SST).

121. L'approche préconisée par l'OIT en ce qui concerne l'élaboration de politiques et programmes nationaux de SST ainsi que les principaux instruments qu'elle a adoptés dans le domaine ont été promus à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (28 avril 2012), de la 50^e Réunion annuelle du Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail (CIS) (Genève, novembre 2012), du 30^e Congrès international de la santé au travail (Cancún, mars 2012) et de plusieurs réunions régionales, dont la conférence «Examen de la stratégie communautaire 2007-2012 pour la santé et la sécurité au travail et priorités à retenir pour les années à venir» (Copenhague, juin 2012), et l'Atelier tripartite sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes nationaux pour la sécurité et la santé au travail dans certains pays anglophones d'Afrique (Johannesburg, décembre 2011). Le Sommet des ministres du travail pour une culture de la prévention, qui a eu lieu en septembre 2011 en marge du 19^e Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail (Istanbul, septembre 2011) a

⁸ Voir documents GB.307/10/2(Rev.), GB.307/PV, paragr. 219.

⁹ Voir documents GB.312/LILS/INF/1, GB.316/LILS/INF/1.

¹⁰ **Convention n° 155**: Belgique (28.11.11), Grenade (26.06.12) et Ukraine (04.01.12). **Protocole de la convention n° 155**: Australie (10.08.11), Portugal (12.11.10) et Slovénie (01.03.10). **Convention n° 187**: Allemagne (21.07.10), Autriche (20.05.10), Bosnie-Herzégovine (09.03.10), Canada (13.06.11), Chili (27.04.11), ex-République yougoslave de Macédoine (03.10.12), Malaisie (07.06.12), Maurice (19.11.12), Fédération de Russie (24.02.11), Singapour (11.06.12) et Togo (30.03.12).

¹¹ **Convention n° 115**: République de Corée (07.11.11). **Convention n° 127**: Honduras (13.04.12) et Inde (26.03.10). **Convention n° 139**: République de Corée (07.11.11) et Ukraine (17.06.10). **Convention n° 161**: Belgique (28.02.11), Bulgarie (01.03.12) et Ukraine (17.06.10). **Convention n° 162**: Australie (10.08.11), Kazakhstan (05.04.11) et Maroc (13.04.11). **Convention n° 174**: Fédération de Russie (10.02.12), Slovénie (01.03.10) et Ukraine (15.06.11). **Convention n° 176**: Belgique (02.10.12) et Ukraine (15.06.11). **Convention n° 184**: Ghana (06.06.11) et Portugal (08.11.12).

adopté la Déclaration d'Istanbul sur la sécurité et la santé au travail et souligné l'importance de la convention n° 187.

122. En Afrique, dans le cadre de deux projets financés par la Suède et l'Union européenne (UE), du matériel pédagogique et des documents d'orientation ont été élaborés sur la mise en place de programmes nationaux de SST et la réalisation d'évaluations de l'application des Principes directeurs concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail (ILO-OSH 2001). Un Atelier sur l'amélioration de la sécurité et la santé dans le secteur minier a été organisé en **République-Unie de Tanzanie** à l'intention de certains pays d'Afrique (mai 2012). Cet atelier a réuni des représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des pays suivants: **Afrique du Sud, Botswana, Ethiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe**. Des ateliers destinés à la formation de formateurs, qui ont utilisé la méthodologie développée dans le cadre du Programme sur les améliorations du travail dans les petites entreprises (programme WISE) ont eu lieu au **Sénégal** et en **République-Unie de Tanzanie**.

123. Dans les Amériques, le Centre de formation de Turin a dispensé une formation sur l'évaluation des risques en **El Salvador**. La Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) a décidé d'inscrire la SST parmi ses priorités stratégiques à son deuxième congrès (Brésil, avril 2012).

124. En Asie, l'OIT a promu la convention n° 187 dans le cadre du Programme multi-bilatéral OIT/Japon, de l'accord de partenariat OIT/Corée et du réseau pour la SST de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) (ASEAN-OSHNET), initiatives qui appellent à la ratification et à l'application de cette convention.

125. Le **Bahreïn** a organisé la première Conférence nationale sur la sécurité et la santé au travail (mai 2012). L'OIT a présenté un exposé sur la culture de la prévention en matière de sécurité et de santé ainsi qu'une analyse des observations formulées par la commission d'experts en 2012 au sujet de l'application de la convention n° 155 à Bahreïn.

126. Par le biais d'ACT/EMP, le Bureau a poursuivi ses activités visant à sensibiliser les organisations d'employeurs à l'importance de la SST et à les aider à fournir des services à leurs membres dans ce domaine. Des activités de renforcement des capacités ont été entreprises dans les pays suivants: **Argentine, Arménie, Bangladesh, Etat plurinational de Bolivie, Croatie, Equateur, Géorgie, Hongrie, Inde, Kenya, Monténégro, Paraguay, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie et Tadjikistan**.

127. Par l'intermédiaire d'ACTRAV, le Bureau a organisé ou contribué à organiser plusieurs activités de formation dans le domaine de la SST dans les pays suivants: **Afrique du Sud, Albanie, Argentine, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Guatemala, Kenya, Malawi, Maurice, Mexique, République de Moldova, Namibie, Paraguay, Pérou, Seychelles, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Zambie et Zimbabwe**.

128. En outre, une assistance législative a été fournie aux pays suivants: **Bangladesh, Belize, Chili, îles Cook, Ghana, Grèce, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Uruguay**. Dans certains cas, l'assistance a consisté à analyser des projets législatifs et à formuler des recommandations à la lumière des conventions essentielles relatives à la SST; dans d'autres, elle a contribué à la définition de politiques nationales de SST. Des profils nationaux de sécurité et santé ont été adoptés au **Honduras**, au **Kenya**, en **République de Moldova**, aux **Seychelles**, en **République-**

Unie de Tanzanie (Zanzibar) et en **Zambie**, et des politiques nationales ont été adoptées au **Brésil** et au **Kenya**.

d) **Plan d'action pour une large ratification et une application effective des conventions de gouvernance**

129. Le Conseil d'administration a approuvé, à sa session de novembre 2009, un plan d'action pour la promotion d'une large ratification et d'une application effective des normes relatives à la gouvernance, qui est actuellement mis en œuvre grâce à l'action conjuguée du Département des normes, des bureaux extérieurs de l'OIT et des unités techniques concernées, en particulier le Programme d'administration et d'inspection du travail (LAB/ADMIN), DIALOGUE, le Département des politiques de l'emploi (EMP/POLICY) ainsi qu'ACTRAV et ACT/EMP et le Centre de formation de Turin. En novembre 2011 et 2012, des rapports contenant des informations sur les progrès accomplis depuis l'adoption du plan d'action ont été présentés au Conseil d'administration¹².

130. Depuis l'adoption du plan d'action, deux ratifications ont été enregistrées pour la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947¹³, et quatre autres pour la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969¹⁴; la ratification est à l'examen dans quatre pays¹⁵. Le BIT a fourni une assistance technique à 49 pays¹⁶ sur la base d'évaluations des besoins et de plans d'action nationaux négociés avec les partenaires sociaux et soutenus par la coopération technique. Neuf pays¹⁷ ont reçu des conseils sur la conception des stratégies nationales de formation pour l'inspection du travail. Enfin, à ce jour, des sessions de formation ont été organisées dans 20 pays¹⁸ sur la base d'un programme pédagogique complet sur l'inspection du travail établi en collaboration avec le Centre de formation de Turin. Plus de 1 800 inspecteurs du travail ont été formés dans ce cadre. Deux guides distincts, visant les employeurs pour l'un et les travailleurs pour l'autre, ont été établis, et six ateliers à l'intention des travailleurs et des employeurs ont été organisés sur cette base¹⁹. Par ailleurs, un instrument d'autoévaluation des systèmes d'inspection du travail a été mis au point, en collaboration avec le Centre de formation de Turin, et expérimenté en **Indonésie**. A l'heure actuelle, un projet pilote mené dans cinq pays doit permettre de définir une méthode normalisée applicable aux statistiques concernant l'inspection du travail²⁰. Une évaluation des besoins de la structure et du

¹² Voir documents GB.312/LILS/INF/1, GB.316/LILS/INF/2.

¹³ République tchèque (16.03.11) et Togo (30.03.12).

¹⁴ Fidji (18.01.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), République tchèque (16.03.11) et Togo (30.03.12).

¹⁵ Afrique du Sud, Canada, Chine et Etats-Unis.

¹⁶ Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Arménie, Bosnie Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liban, Mali, République de Moldova, Namibie, Népal, Oman, Paraguay, Pérou, Philippines, Samoa, Sénégal, Serbie, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande, Togo, Ukraine, Uruguay, Viet Nam et Yémen.

¹⁷ Cambodge, Inde, Indonésie, Liban, Oman, République arabe syrienne, Thaïlande, Ukraine et Yémen.

¹⁸ Afrique du Sud, Albanie, Angola, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Chine, ex-République yougoslave de Macédoine, Inde, Indonésie, Liban, Malaisie, Mexique (les participants provenant de 14 pays d'Amérique latine), République de Moldova, Monténégro, Oman, Serbie, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Ukraine et Yémen.

¹⁹ Liban, République de Moldova, Oman, République arabe syrienne, Ukraine et Yémen.

²⁰ Afrique du Sud, Costa Rica, Oman, Sri Lanka et Ukraine.

fonctionnement du système grec d'inspection du travail a été menée et transmise au gouvernement de la **Grèce** en décembre 2012 ²¹. Les recommandations qu'elle contient sont actuellement étudiées par le gouvernement qui sollicitera, s'il y a lieu, l'assistance technique du BIT pour leur mise en œuvre.

131. Depuis l'adoption du plan d'action, cinq ratifications de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, ont été enregistrées ²² et cinq gouvernements ²³ ont adopté des mesures concrètes en vue de sa ratification et de sa mise en œuvre. Le Bureau a fourni une assistance technique à de nombreux pays afin de les aider à formuler et mettre en œuvre des politiques nationales de l'emploi, élément qui constitue l'un des résultats prioritaires du programme par pays de promotion du travail décent. Un guide sur l'élaboration des politiques nationales de l'emploi a été publié en 2012 pour servir au renforcement des capacités des mandants tripartites de l'OIT, du personnel technique du BIT et de divers acteurs nationaux qui prennent part à la définition et à la mise en œuvre de ces politiques. Un module de formation sur les politiques de l'emploi et les normes internationales du travail est en cours d'élaboration, qui doit permettre de promouvoir les politiques de l'emploi sur la base d'une approche axée sur les droits et sensibiliser les mandants de l'OIT à la nécessité d'appliquer les instruments connexes, tout en renforçant leurs capacités à cet égard. Enfin, dix ratifications de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, ont été enregistrées ²⁴. Le Bureau a publié une version actualisée d'un fascicule pour la promotion des consultations tripartites qui servira aussi à des fins de formation

e) Politique de l'OIT pour les peuples indigènes

132. Les responsables du programme PRO 169 ont continué de mener un large éventail d'activités à différents niveaux pour promouvoir l'application des principes de la convention n° 169 et d'autres conventions pertinentes de l'OIT.

133. A l'échelon international, le programme PRO 169 a apporté une contribution technique à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones. L'OIT accueille actuellement dans ses locaux le secrétariat technique du Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones (UNIPP), initiative fondée sur les droits récemment mise en place par l'OIT, le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en vue d'assurer la mise en œuvre dans les pays des normes internationales concernant les populations autochtones. En mars 2012, l'UNIPP a lancé un projet dans six pays (**Etat plurinational de Bolivie, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Népal et Nicaragua**) et, en Asie du Sud-Est, un programme régional couvrant l'**Indonésie**, les **Philippines** et le **Viet Nam**. La finalité de ces initiatives est de soutenir les activités de renforcement des capacités ainsi que la mise en place d'instances de dialogue et de mécanismes de participation et de consultation en

²¹ Voir également chapitre: «Autres activités de formation».

²² Fidji (18.01.10), Rwanda (05.08.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Togo (30.03.12) et Viet Nam (11.06.12).

²³ Indonésie, Luxembourg, Maurice, Sri Lanka et Suisse.

²⁴ Afghanistan (27.04.10), Canada (13.06.11), Ethiopie (06.06.11), Ghana (06.06.11), Honduras (12.06.12), Israël (21.01.10), République démocratique populaire lao (29.10.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Singapour (04.10.10) et Slovaquie (29.06.11).

vue de promouvoir et de garantir le respect des droits des peuples indigènes consacrés par la convention n° 169 et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes.

134. Parallèlement aux activités de formation décrites antérieurement dans ce document, des activités de promotion – notamment la réalisation d'études juridiques – concernant la convention n° 169 et d'autres conventions pertinentes de l'OIT sont en cours dans les pays suivants: **Bangladesh, Etat plurinational de Bolivie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Guatemala, Indonésie, Namibie, Pérou et Philippines**. Aux **Philippines**, notamment, une étude juridique comparative de la loi sur les droits des peuples autochtones et de la convention n° 169 a été réalisée et sera publiée prochainement. En **Namibie**, un guide sur les droits des peuples indigènes a été élaboré et publié en collaboration avec le Bureau du médiateur: spécialement adapté aux besoins des fonctionnaires du gouvernement, ce guide met l'accent sur les principes de la consultation et de la participation. Toujours en Namibie, une étude sur le travail des enfants dans les communautés San a été réalisée en collaboration avec l'IPEC.

135. En janvier 2012, le programme PRO 169, en collaboration avec le Bureau de l'égalité entre hommes et femmes (GENDER), a publié, en s'inspirant de recherches provenant du Bangladesh, du Népal et d'Amérique latine, une étude sur les travailleuses indigènes qui recense les discriminations en matière d'emploi et de profession dont elles sont victimes.

136. Enfin, l'EAT/BP-Yaoundé, dans le cadre du programme PRO 169 au **Cameroun**, continue ses activités de sensibilisation sur les droits des peuples indigènes et tribaux, notamment sous la forme de bandes dessinées. Une nouvelle bande dessinée pour la sensibilisation du public à la lutte contre la discrimination visant les peuples indigènes et tribaux dans l'emploi et la profession est en cours de publication.

f) Autres activités de promotion

137. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux extérieurs en 2012.

Afrique

138. Dans le cadre du Programme *Understanding Children's Work* (programme conjoint de la Banque mondiale, l'OIT et l'UNICEF), des activités de recherche et d'analyse sur le travail et la vulnérabilité des enfants et l'emploi des jeunes ont été menées au **Cameroun** dès la fin de 2010, avec la collaboration du spécialiste des normes de l'EAT/BP-Yaoundé et sous la supervision d'un comité national de pilotage. Le rapport du pays, publié conjointement par le gouvernement et les organisations partenaires et officiellement adopté en octobre 2012, débouchera sur un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants. En outre, une conférence radiodiffusée sur le travail des enfants a été organisée, avec l'appui du spécialiste des normes de l'EAT/BP-Yaoundé, à l'occasion de la Journée internationale du 12 juin, dans le cadre d'un mini-programme de l'OIT/IPEC. Des extraits de l'enregistrement sont disponibles sur le site Internet de l'EAT/BP-Yaoundé.

139. En juin 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Le Caire, en réponse à la demande des mandants, a mené en **Egypte** une vaste campagne de sensibilisation et de dialogue sur le travail domestique et les instruments adoptés récemment concernant les travailleurs domestiques. Cette initiative a débouché sur le lancement d'une série de consultations entre les autorités publiques et les parties prenantes sur la possibilité de mettre en place une législation pour les travailleurs domestiques conforme aux

dispositions de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, adoptée récemment. Ces consultations ont permis de mettre en évidence le fait que la législation nationale sur les travailleurs domestiques (actuellement exclus du champ d'application du droit du travail égyptien) comporte des lacunes importantes. Par la suite, le ministère du Travail et de l'Immigration et le Conseil national de la maternité et de l'enfance, avec le soutien de l'EAT/BP-Le Caire, ont fait part de leur intention de mettre en place une législation expressément consacrée à la protection des travailleurs en situation régulière et de constituer un groupe de travail, composé de travailleurs et d'employeurs, qui sera chargé d'assurer une supervision globale. En juillet 2012, une conférence sur les gens de mer égyptiens a été organisée à Alexandrie (**Egypte**) par une organisation non gouvernementale, la Société des services sociaux pour les officiers de la marine marchande, dans le but de promouvoir la MLC, 2006. Le Bureau a réalisé en vue de cet événement une série d'analyses des lacunes de la législation par rapport à la MLC, 2006, et à la convention n° 188. Cette démarche a permis d'effectuer un travail de renforcement des capacités d'un large cercle d'acteurs concernés et de soutenir ainsi les démarches entreprises au niveau national pour mieux faire comprendre la MLC, 2006, l'objectif étant de lever les obstacles susceptibles d'empêcher la ratification de la convention. C'est dans cette perspective que l'EAT/BP-Le Caire a assuré la traduction en arabe de deux manuels, à savoir: *Eléments d'orientation pour la mise en œuvre de la convention du travail maritime, 2006, et de la Sécurité sociale pour les gens de mer* et *Eléments d'orientation pour la mise en œuvre de la convention du travail maritime de 2006 – Modèle de dispositions nationales*.

140. En novembre 2012, l'EAT/BP-Le Caire a participé à une mission conjointe au Soudan du Sud avec DECLARATION et IPEC. L'atelier portait, entre autres, sur la promotion de la ratification de la dernière convention fondamentale non ratifiée, la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, le gouvernement ayant exprimé l'intention de la ratifier. Cet atelier a également été l'occasion d'assurer le suivi de la ratification par le Soudan du Sud des instruments d'amendement de 1986 et de 1997 à la Constitution de l'OIT.

141. A la demande du ministère du Travail, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Pretoria a organisé un atelier tripartite interministériel pour présenter aux participants les quatre conventions de l'OIT que l'**Afrique du Sud** envisage actuellement de ratifier: la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, et la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. Il convient de noter que les représentants du gouvernement ont présenté des exposés très détaillés sur la situation de leur pays au regard de ces conventions ainsi que sur les travaux entrepris en la matière à l'échelle nationale.

142. Dans le domaine du travail des enfants, il convient de relever qu'en 2012, à la suite de l'assistance fournie par l'EAT/BP-Dakar (dans le cadre de ses projets de coopération technique et des travaux du spécialiste de cette question), trois pays couverts par le bureau de l'OIT à Dakar (**Bénin, Burkina Faso et Sénégal**) ont adopté un Plan national de lutte contre le travail des enfants, en application de la convention n° 182 et du Plan d'action mondial du BIT pour l'élimination du travail des enfants adopté en 2006. De plus, avec le concours de l'EAT/BP-Dakar, le Conseil des ministres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté un Plan régional de lutte contre le travail des enfants, qui sera soumis aux chefs d'Etat de la CEDEAO en 2013.

143. Le **Cap-Vert** et le **Bénin** ont bénéficié en 2012 de services consultatifs techniques en ce qui concerne la convention n° 87 (respectivement dans les domaines de la

réquisition civile et du droit de grève), et l'EAT/BP-Dakar attend actuellement la réponse du gouvernement concernant les recommandations des partenaires sociaux.

144. Une étude concernant la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, complétée par un atelier de validation a eu lieu au **Bénin** pour donner suite à une demande du gouvernement. Les mandants tripartites ayant tous reconnu la nécessité de légiférer sur cette question, un projet de législation va être soumis au gouvernement en vue de son examen par l'Assemblée nationale.

145. Une assistance technique à la mise en œuvre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, a également été fournie à la **Guinée** et à la **Mauritanie** pour garantir une meilleure application des dispositions de la convention, notamment dans le domaine de l'*inspection* (les inspecteurs du travail de la sous-région tendant à se concentrer sur les activités de conciliation et de médiation plutôt que sur les tâches d'inspection proprement dites). Des activités de suivi doivent être entreprises en 2013 pour veiller à ce que les participants respectent leurs engagements et permettre à ces derniers d'échanger leurs expériences sur les difficultés rencontrées.

146. A l'issue d'une activité de promotion des conventions n°s 100 et 111 organisée au **Togo**, les participants ont proposé que soit menée une étude sur la discrimination dans le pays (laquelle intégrerait une étude de faisabilité sur la mise en place d'un organisme spécial de lutte contre la discrimination). Un consultant a été engagé et il devait remettre son rapport pour la fin janvier 2013. L'étude sera soumise à un atelier national de validation tripartite qui adoptera une série de recommandations. Enfin, les syndicats du **Niger** ont pris part à une activité de sensibilisation sur la manière de mieux organiser les travailleuses pour garantir le respect des principes consacrés par la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951.

Amériques

147. En mars 2012, une mission s'est rendue au **Canada** pour présenter la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, aux mandants tripartites, dans le cadre de l'atelier annuel fédéral-provincial-territorial sur les questions d'intérêt commun pour le Canada et l'OIT, et pour engager, à la demande du gouvernement, un premier débat d'ordre technique sur la capacité du Canada à ratifier cette convention. Au cours de cette réunion, les mandants tripartites ont déclaré qu'ils envisageaient d'examiner plus en détail la possibilité de ratifier la convention n° 81 et son protocole de 1995.

148. En mars 2012, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-San José a participé, à la demande de l'Assemblée législative du **Costa Rica**, à une activité concernant le contenu et la portée de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.

149. Des missions ont été effectuées à **Saint-Kitts-et-Nevis** (février 2012), à la **Dominique**, à **Sainte-Lucie** et à **Trinité-et-Tobago** (juillet 2012) par la directrice du Département des normes, en collaboration avec le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Port of Spain, en vue de promouvoir la ratification de diverses normes internationales du travail, notamment la convention n° 138 et la MLC, 2006, et d'examiner des questions touchant la législation du travail.

150. Au **Chili**, la spécialiste des normes de l'EAT/BP-Santiago a participé à un séminaire visant à promouvoir la ratification de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, organisé par la Fédération nationale des travailleurs des industries électrométallurgiques, minières et automotrices du Chili (CONSFETEMA), à la suite de l'accident survenu dans la mine de San José en 2010. La spécialiste de

l'égalité entre hommes et femmes et la spécialiste des normes ont mené, dans les **pays d'Amérique du Sud**, des activités d'information et de sensibilisation à l'intention des acteurs tripartites au sujet de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. L'**Uruguay** a ratifié la convention en juin 2012, devenant ainsi le premier pays à ratifier cet instrument.

151. Au **Pérou**, le Bureau régional de l'OIT a participé, en octobre 2012, à l'audience publique du Congrès national sur la promotion de la convention n° 189 et de la recommandation n° 201, ainsi qu'à plusieurs activités de formation et d'assistance technique sur ces normes à l'intention d'organisations syndicales. Des séances de formation sur les conventions n°s 81, 87 et 98 concernant l'inspection du travail, la liberté syndicale et la négociation collective ont également été organisées. En 2012, une assistance a été apportée pour former de nouveaux inspecteurs du travail en **Colombie**.

Etats arabes

152. Les mandants tripartites nationaux ayant manifesté un vif intérêt pour la ratification des conventions n°s 87 et 98, un Atelier tripartite sur le dialogue social a été organisé à Mascate (**Oman**) en mai 2012, conjointement par le Bureau régional de Beyrouth, le Département des normes et DIALOGUE, pour expliciter le contenu de ces conventions et examiner la législation nationale afin de s'assurer qu'elle est compatible avec les dispositions de ces instruments.

153. En coopération avec le projet de l'OIT relatif aux travailleurs domestiques migrants, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a organisé dans la **région des Etats arabes**, en mai-juin 2012, une série d'ateliers à l'intention des partenaires sociaux, des ONG et des médias sur le thème des conditions de travail décent pour les travailleurs domestiques, en se référant aux dispositions de la convention n° 189 et de la recommandation n° 201, récemment adoptées. A l'occasion d'un important conflit salarial survenu en **Jordanie** (février 2012), le spécialiste des normes a présenté au gouvernement et aux partenaires sociaux la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, favorisant ainsi une meilleure compréhension des principes qui la sous-tendent.

154. Dans le cadre du Forum sur le travail décent et la réduction de la pauvreté organisé à Doha (octobre 2012) par l'Institut international des études sur la famille et le développement du **Qatar**, avec le soutien de l'OIT, le Bureau a présenté un document sur la promotion du dialogue social et le respect et l'application des principes et droits fondamentaux au travail. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Beyrouth a animé les débats.

Asie

155. En mai et juillet 2012, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Bangkok s'est rendu en mission aux **Philippines** pour conseiller le ministère du Travail et de l'Emploi sur les dispositions de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, dans le cadre des interventions menées par ce dernier auprès du Sénat en vue d'assurer la ratification de cet instrument. La convention a été ratifiée par le Sénat le 6 août 2012.

156. En mai 2012, le spécialiste des normes de l'EAT/BP-Bangkok s'est rendu en mission au **Timor-Leste** pour présenter le système des normes internationales du travail et renouveler l'invitation à ratifier les conventions fondamentales n°s 100, 105, 111 et 138, que le Timor-Leste n'a pas encore ratifiées.

157. Par l'intermédiaire de son spécialiste des normes, l'EAT/BP-New Delhi a mené plusieurs activités promotionnelles dans les pays suivants:

- ❑ **Inde:** promotion des conventions fondamentales dans la chaîne mondiale d'approvisionnement du secteur des textiles (quatre fois en 2012); promotion en septembre 2012 de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; promotion en novembre 2012 de la ratification des conventions sur le travail des enfants.
- ❑ **Afghanistan:** activités de promotion de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970.

Europe

158. En juin 2012, le Département des normes a participé à l'Université d'Oxford (**Royaume-Uni**) à un séminaire de recherche sur les travailleurs migrants et présenté un document établi conjointement par le Département des normes et le Programme des migrations internationales (MIGRANT) sur les travailleurs migrants et leur droit à la non-discrimination et à l'égalité. Le but de ce séminaire était d'examiner les corrélations entre le droit du travail, le droit des migrations et le statut migratoire.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

159. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

160. Dans ce contexte, il est également important de rappeler que, à la lumière des enseignements tirés de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une réflexion s'est engagée à l'échelle mondiale sur la forme que devrait prendre un programme pour l'après-2015 afin d'incarner les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, l'égalité et la durabilité. Pour participer activement à ce processus et veiller à ce que le travail décent soit accepté comme une composante essentielle de ce programme, le Conseil d'administration a décidé à sa 316^e session (novembre 2012) que l'OIT devrait élaborer et mettre en œuvre une stratégie pour faire en sorte que le Programme mondial de développement pour l'après-2015 mentionne expressément le plein emploi productif et le travail décent parmi ses objectifs et fasse référence à la nécessité de mettre en place des socles de protection sociale. A cette fin, l'OIT préparera à l'intention des mandants des notes d'information pour les aider à participer à l'échelon national au débat sur le programme de développement de l'après-2015 et leur apportera un soutien accru pour assister les pays qui ont pris du retard dans la réalisation de certains objectifs du Millénaire pour le développement²⁵.

Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

161. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- ❑ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- ❑ Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- ❑ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- ❑ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- ❑ Convention relative aux droits de l'enfant;
- ❑ Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- ❑ Convention relative aux droits des personnes handicapées.

²⁵ Voir document GB.316/INS/6, paragr. 28, tel que modifié par le Conseil d'administration.

162. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes de surveillance de l'application de ces traités des rapports contenant des informations concernant les normes de l'OIT pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi aux activités de certains groupes de travail ou aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités (Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), etc.) et formule des commentaires d'ordre général concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT (par exemple, Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, projet d'observation générale n° 2 sur les travailleurs migrants en situation irrégulière).

Coopération avec le Conseil des droits de l'homme

163. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat de l'ONU sur le fait que les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT sont à sa disposition. La documentation préparée par le Secrétariat de l'ONU et sur laquelle s'appuie l'examen périodique universel, inclut des informations relatives à la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par le pays concerné ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau contribue également aux travaux d'autres mécanismes et missions de conseils, notamment à ceux du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ainsi qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux. Le Bureau a notamment continué de collaborer étroitement avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et il a entamé des discussions avec le nouveau Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques. Le Bureau a été représenté en outre à une réunion d'experts organisée par l'Expert indépendant des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités sur le thème: «La discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance: Prochaines étapes pour l'action du système des droits de l'homme des Nations Unies et des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales».

164. Au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), le Bureau a continué de participer activement aux travaux du Mécanisme d'intégration des droits de l'homme, notamment en contribuant à la révision du programme d'apprentissage commun des Nations Unies destiné aux équipes par pays des Nations Unies impliquées dans le processus des PNUAD, en veillant à ce que les normes de l'OIT soient intégrées dans ces modules et en soulignant leur caractère complémentaire par rapport aux normes relatives aux droits de l'homme. Le 17 février 2012, le Département des normes a participé à un Séminaire de réflexion de haut niveau sur le mécanisme d'intégration des droits de l'homme du GNUD en vue de définir une vision et une stratégie communes visant à faire des droits de l'homme une composante à part entière des programmes de développement en cours d'exécution ou d'élaboration (en particulier l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) et le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-

2015). Sans orientation clairement définie de la part du BIT, aucun des projets de déclaration n'aurait mentionné expressément le travail décent, les droits du travail et les droits fondamentaux au travail. Il a en outre été jugé important que le travail décent soit considéré comme un droit de l'homme à part entière et les conventions fondamentales de l'OIT et ses organes de contrôle comme autant d'instruments et de mécanismes de promotion des droits de l'homme.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

165. L'OIT continue de développer des relations avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Les mandats des deux organisations sont complémentaires dans le domaine de la marine marchande: l'OIT est responsable des questions sociales et relatives au travail, tandis que l'OMI se charge des autres aspects. L'OMI a reconnu officiellement la MLC, 2006, comme le quatrième pilier de la réglementation maritime internationale, aux côtés de trois conventions de l'OMI portant respectivement sur la sécurité des navires; les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille; et la prévention de la pollution de la mer (conventions SOLAS, STCW et MARPOL). L'OMI encourage également la ratification de la MLC, 2006, par ses Etats membres. Par ailleurs, l'OIT collabore avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le cadre de l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003. Cette convention prévoit en effet que les documents d'identité des gens de mer doivent être conformes à certaines spécifications établies par l'OACI.

B. Conseil de l'Europe

166. le Département des normes poursuit sa collaboration avec les services compétents du Conseil de l'Europe dans le domaine du contrôle de l'application du Code européen de sécurité sociale et de la Charte sociale européenne. En vertu de la procédure de contrôle établie par le Code européen de sécurité sociale et des arrangements conclus entre le Conseil de l'Europe et l'OIT, la commission d'experts examine tous les ans les rapports soumis sur l'application du Code par les Etats parties²⁶. En outre, conformément à la procédure établie en vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, un représentant du Département des normes participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée. Ainsi, un échange de vues avec le Comité européen a eu lieu à l'occasion de sa 259^e session en septembre 2012, à Strasbourg (France).

C. Union européenne

167. A l'invitation de la Commission du commerce international du Parlement européen (INTA), le Bureau a présenté à celle-ci, le 12 juillet 2012, l'évaluation faite par les organes de contrôle de l'Organisation de la situation de la liberté syndicale et du travail des enfants dans un certain nombre de pays non membres de l'UE, notamment la Colombie, la Géorgie, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Philippines, ainsi que de certains pays d'Afrique occidentale producteurs de cacao. Cette collaboration avec les diverses instances européennes sur les questions relatives au travail qui se posent dans plusieurs pays présentant un intérêt pour l'UE s'est faite à la lumière des récents accords de libre-échange, dont les chapitres relatifs au commerce et au développement durable

²⁶ A ce sujet, voir les paragraphes 131 et 132 du rapport général du rapport de la commission d'experts.

comportent des engagements sur la promotion et l'application effective des conventions fondamentales de l'OIT.

168. La collaboration étroite du Bureau avec l'UE dans le domaine des normes internationales du travail est illustrée par les activités suivantes:

- ❑ réunion avec la Commission européenne à Bruxelles, Belgique (février 2012);
- ❑ présentation devant la Commission du commerce international de l'Union européenne à Bruxelles, Belgique (février 2012);
- ❑ présentation sur la relation entre la coordination au niveau de l'Union européenne et le respect du droit européen, Bruxelles, Belgique (mars 2012);
- ❑ participation aux journées thématiques de la solidarité mondiale, Bruxelles, Belgique (juin 2012);
- ❑ participation à la 30^e réunion du Comité consultatif mixte UE-Turquie, Berlin, Allemagne (juin 2012).

Annexe I. Informations générales

I. Information sur les adhésions à l'OIT

Les Palaos et le Soudan du Sud sont devenus Membres de l'OIT respectivement le 29 mai et le 29 avril 2012, portant ainsi le nombre de Membres de l'Organisation à 185.

II. Informations sur l'entrée en vigueur de conventions internationales du travail

Le 20 août 2012, le Directeur général du Bureau international du Travail a enregistré les ratifications par les Philippines et par la Fédération de Russie de la convention du travail maritime, 2006. Les critères pour l'entrée en vigueur de la convention ont été remplis, et la convention entrera par conséquent en vigueur le 20 août 2013.

Le 5 septembre 2012, le Directeur général du Bureau international du Travail a enregistré la ratification par les Philippines de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. Les critères pour l'entrée en vigueur de la convention ont été remplis, et la convention entrera par conséquent en vigueur le 5 septembre 2013.

III. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Au cours de l'année 2012, **64** ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre des ratifications de conventions internationales du travail à **7 847** au 31 décembre 2012.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, par l'**ex-République yougoslave de Macédoine**, la convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952, a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, par le **Monténégro**, la convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952, a été automatiquement dénoncée.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 11 septembre 2012, la dénonciation par le **Monténégro** de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

Le Directeur général a enregistré, le 27 février 2012, la dénonciation par les **Philippines** de la convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948.

Déclarations d'application

Le Directeur général a enregistré, le 17 avril 2012, la notification par le gouvernement de la Chine de l'application *sans modification* de la convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946, à la Région administrative spéciale de Macao.

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

122 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cap-Vert	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 124 sur 185), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Iles Salomon	Ratification	13 avril 2012
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Slovénie	Ratification	29 juin 2011
Soudan du Sud	Acceptation	30 novembre 2012
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 122/185		

Partie II. Liste des ratifications par convention ^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.09.1926	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	01.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	04.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	09.06.1988	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	02.06.1927	Italie	06.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>	

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

57 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Corée, République de	07.11.2011
Danemark	13.10.1921	Djibouti	03.08.1978	Egypte	03.07.1954
Equateur	05.02.1962	Espagne	04.07.1923	Estonie	20.12.1922
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921
France	25.08.1925	Grèce	19.11.1920	Guyana	08.06.1966
Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Islande	17.02.1958

Italie	10.04.1923	Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964
Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965	Maroc	14.10.1960
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	06.02.1932	Pologne	21.06.1924
Nouvelle-Guinée					
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957
Suisse	09.10.1922	Suède	27.09.1921	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénunciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 16.04.1938</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1982</i>

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Espagne	04.07.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950	Gabon	13.06.1961
Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966	Italie	22.10.1952
Lettonie	03.06.1926	Libye	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928
Mauritanie	08.11.1963	Nicaragua	12.04.1934	Panama	03.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Dénunciation

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 14.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 02.12.2011</i>

Dénunciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 26.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1997</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 183

Hongrie	19.04.1928	Monténégro	03.06.2006	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 11.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960
Cambodge	24.02.1969	Centrafricaine, République	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	01.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 20.10.1935</i>		<i>Dénoncée le 11.08.1964</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1992</i>
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 13.08.1937</i>		<i>Dénoncée le 12.05.1937</i>
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	07.06.1960	Chili	08.10.1931
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 11.04.1975</i>		<i>Dénoncée le 27.08.1976</i>
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
	<i>Dénoncée le 04.06.1971</i>		<i>Dénoncée le 08.11.1955</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1936</i>
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	04.09.1925
	<i>Dénoncée le 28.05.1968</i>		<i>Dénoncée le 18.12.1936</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
	<i>Dénoncée le 06.08.2001</i>		<i>Dénoncée le 11.11.2003</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>
Malte	09.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
	<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1965</i>		<i>Dénoncée le 09.11.1961</i>
Pays-Bas	04.09.1922	Portugal	10.05.1932	Pérou	08.11.1945
	<i>Dénoncée le 12.06.1937</i>		<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>		<i>Dénoncée le 05.02.1997</i>
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	08.10.1951
	<i>Dénoncée le 28.05.1957</i>		<i>Dénoncée le 25.01.1937</i>		<i>Dénoncée le 16.02.1954</i>
Suisse	09.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 04.06.1936</i>		<i>Dénoncée le 24.05.1974</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Venezuela, République 07.03.1933
bolivarienne du
Dénoncée le 20.11.1944

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Inde	09.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)			
Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
	<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational	19.07.1954
		de	
	<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1997</i>
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960
	<i>Dénoncée le 11.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2001</i>
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925
	<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
	<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 26.11.1999</i>
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923
	<i>Dénoncée le 07.02.2003</i>		<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>
Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	29.09.1932
	<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939
	<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Grenade	09.07.1979	Grèce	19.11.1920
	<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>
Guyana	08.06.1966	Haïti	12.04.1957
	<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.06.2009</i>
Israël	23.12.1953	Japon	07.08.1926
	<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	03.06.1926
	<i>Dénoncée le 14.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2007</i>
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
	<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.03.2002</i>
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
	<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 03.12.2001</i>
		Autriche	26.02.1936
			<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>
		Belgique	12.07.1924
			<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
		Brésil	26.04.1934
			<i>Dénoncée le 28.06.2001</i>
		Cameroun	07.06.1960
			<i>Dénoncée le 13.08.2001</i>
		Colombie	20.06.1933
			<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>
		Cuba	06.08.1928
			<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
		Djibouti	03.08.1978
			<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>
		Estonie	20.12.1922
			<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>
		Gabon	14.10.1960
			<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>
		Guinée	21.01.1959
			<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>
		Irlande	04.09.1925
			<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>
		Kenya	13.01.1964
			<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
		Luxembourg	16.04.1928
			<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>
		Malte	04.01.1965
			<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
		Nicaragua	12.04.1934
			<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>

Niger	27.02.1961	Norvège	07.07.1937	Ouganda	04.06.1963
	<i>Dénoncée le 04.12.1978</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 25.03.2003</i>
Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978
	<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	09.10.1922	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Sénégal	04.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
	<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>		<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	02.12.1964		
	<i>Dénoncée le 24.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59					
Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934	Bulgarie	14.02.1922
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	06.08.1928
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923	Espagne	29.09.1932
Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925	Gabon	14.10.1960
Grèce	19.11.1920	Guinée - Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	14.07.1921	Irlande	04.09.1925	Italie	10.04.1923
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	03.06.1926	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921	Pologne	21.06.1924
Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921	Suisse	09.10.1922
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933	Viet Nam	03.10.1994		

				Dénonciation
Djibouti	03.08.1978	Royaume-Uni	14.07.1921	
	Dénoncée le 29.05.2008		Dénoncée le 04.10.1947	
Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90				
Cameroun	07.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique 20.05.1937
	Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 28.05.1968	Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie 12.01.1959
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 16.02.1954	Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	06.06.1933			
	Dénoncée le 17.10.1955			

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Allemagne	11.06.1929	Angola	04.06.1976	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 08.04.1976		Dénoncée le 13.06.2001		Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	04.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 04.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 06.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 01.02.1999
Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 02.02.2001		Dénoncée le 07.03.1975
Danemark	12.05.1924	Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Estonie	03.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grenade	09.07.1979
	Dénoncée le 15.03.2008		Dénoncée le 13.01.1976		Dénoncée le 14.05.2003
Grèce	16.12.1925	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
	Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 05.03.2009		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Italie	14.07.1932
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	08.07.1963	Japon	07.06.1924	Lettonie	03.06.1926
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 05.06.2000		Dénoncée le 02.06.2007
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 09.09.1997		Dénoncée le 09.06.1988
Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	07.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 02.11.1981		Dénoncée le 08.07.1980
Papouasie	01.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
Nouvelle-Guinée					
	Dénoncée le 02.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998

Roumanie	08.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>
Sri Lanka	02.09.1950	Suède	27.09.1921	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				
	<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	08.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	<i>Dénoncée le 09.01.1974</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1952</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1947</i>
Uruguay	06.06.1933				
	<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	04.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	04.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	03.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grenade	09.07.1979	Grèce	16.12.1925
Iles Salomon	06.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	05.07.1930
Italie	08.09.1924	Jamaïque	08.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	06.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pologne	21.06.1924
Nouvelle-Guinée					
Portugal	19.05.1981	Pérou	04.04.1962	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suisse	21.04.1960
Suède	01.01.1935	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	06.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	04.02.1925
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	03.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	08.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	03.06.1926	Liban	06.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	01.09.1939	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	09.01.1948
Pologne	21.06.1924	Pérou	04.04.1962	Roumanie	10.11.1930
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation

Australie	03.08.1925
	<i>Dénoncée le 31.08.1998</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	08.10.1991	Finlande	07.10.1922
	<i>Dénoncée le 12.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 18.11.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.05.1999</i>
France	25.01.1928	Nigéria	04.03.2004	Norvège	23.11.1921
	<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 22.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1999</i>

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénonciation

Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 05.07.2001</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>

Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>
Barbade	02.10.1978	Belgique	13.06.1928	Belize	15.12.1983
	<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>
Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956	Centrafricaine, République	09.06.1964
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>
Cuba	22.08.1935	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	04.02.1933
	<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>
Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922	France	07.06.1951
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	14.06.1988
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 27.04.1990</i>
Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966	Hongrie	02.02.1927
	<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>
Irlande	26.05.1925	Israël	23.12.1953	Italie	08.09.1924
	<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Japon	19.12.1923	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
	<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2000</i>
Pays-Bas	28.11.1956	Pologne	21.06.1924	Pérou	01.02.1960
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 13.11.2002</i>
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	11.07.1963	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	29.11.1991	Suède	27.11.1923	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	06.06.1925
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	19.07.1926
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	20.06.1930
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	03.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	01.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	08.09.1924
Jamaïque	08.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	09.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Malaisie - Péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	Moldova, République de	04.04.2003
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pologne	21.06.1924
Portugal	27.09.1977	Pérou	08.11.1945	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	06.08.1923	Russie, Fédération de	10.08.1956	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.08.1952
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Suède	27.11.1923
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	06.06.1925	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	07.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	01.10.1931
Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	09.07.1979	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	01.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	05.06.1961	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	04.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mexique	01.11.1937	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Panama	03.06.1958	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960	Pérou	04.04.1962
Royaume-Uni	06.08.1923	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	02.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.07.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	05.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	05.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	08.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	09.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	04.12.1925	Russie, Fédération de	10.10.1991
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suriname	15.06.1976	Suède	27.11.1923	Sénégal	04.11.1960
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.07.1926
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	06.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	26.02.1968
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	21.03.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Croatie	08.10.1991	Cuba	20.07.1953

Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	30.08.1935	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	03.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grenade	09.07.1979	Grèce	11.05.1929
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	11.05.1923
Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	08.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	09.09.1924
Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Malaisie - Sarawak	03.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	07.07.1937
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Népal	10.12.1986	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pologne	21.06.1924
Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945	Roumanie	18.08.1923
Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976
Suède	22.12.1931	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968	Togo	07.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Viet Nam	03.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	06.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	03.09.1962	Canada	31.03.1926
Inde	20.11.1922	Mauritanie	08.11.1963	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980		

Australie 28.06.1935
Dénoncée le 02.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Belgique	19.07.1926
	Dénoncée le 08.04.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956
	Dénoncée le 06.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 03.05.1979
Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936	Chypre	23.09.1960
	Dénoncée le 01.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 02.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	07.07.1928	Danemark	12.05.1924
	Dénoncée le 02.02.2001		Dénoncée le 07.03.1975		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	03.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922
	Dénoncée le 14.06.2006		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2008
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Ghana	20.05.1957
	Dénoncée le 13.01.1976		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 06.06.2011
Grenade	09.07.1979	Grèce	14.06.1930	Guatemala	13.06.1989
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 27.04.1990
Guyana	08.06.1966	Hongrie	01.03.1928	Iraq	19.04.1966
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985
Irlande	05.07.1930	Islande	21.08.1956	Italie	08.09.1924
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 06.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	04.12.1930	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 05.06.2000		Dénoncée le 09.04.1979
Lettonie	09.09.1924	Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 02.06.2007		Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	Dénoncée le 09.09.1997		Dénoncée le 09.09.1997		Dénoncée le 09.06.1988
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 06.01.2000		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 02.11.1981
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.10.1927	Pakistan	20.11.1922
	Dénoncée le 02.10.2002		Dénoncée le 08.07.1980		Dénoncée le 06.07.2007
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924
	Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	08.03.1926	Russie, Fédération de	10.08.1956
	Dénoncée le 19.11.1975		Dénoncée le 07.06.2000		Dénoncée le 03.05.1979
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 07.03.2000		Dénoncée le 11.06.2011		Dénoncée le 07.11.2006
Sri Lanka	25.04.1951	Suisse	21.04.1960	Suède	14.07.1925
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 23.04.1990
Tanzanie,	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Turquie	29.09.1959
République-Unie de					
	Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 03.09.2004		Dénoncée le 30.10.1998
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933	Yémen	14.04.1969
	Dénoncée le 03.05.1979		Dénoncée le 02.06.1977		Dénoncée le 15.06.2000

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	03.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	08.06.1936	Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956
Cameroun	03.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	02.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	08.10.1991	Cuba	07.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	28.06.1930	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	01.03.1928	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	05.07.1930
Italie	08.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	07.06.1924
Kenya	09.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	09.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Mexique	09.03.1938
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	05.12.1980	Nouvelle-Zélande	05.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	09.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	08.03.1926
Russie, Fédération de	10.08.1956	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suisse	21.04.1960	Suède	14.07.1925
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	03.10.1927	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991	Cuba	06.08.1928
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	05.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	06.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963	Panama	03.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	03.11.1937
Portugal	27.03.1929	Royaume-Uni	28.06.1949	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	02.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	08.10.1931	Suède	08.09.1926	Uruguay	06.06.1933
<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1978</i>	

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	04.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	03.10.1927
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	18.06.1934
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	08.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie	01.05.1976	Pologne	03.11.1937	Portugal	27.03.1929
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Hongrie	19.04.1928	Royaume-Uni	06.10.1926
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1936</i>

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	01.11.1928
	<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>		<i>Dénoncée le 01.09.1939</i>
Suède	15.10.1929	Sénégal	04.11.1960	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 24.02.1937</i>		<i>Dénoncée le 10.05.1971</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	03.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	05.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	08.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	31.03.1928
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	30.05.1936	Guatemala	02.08.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	05.07.1930	Israël	05.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	01.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	04.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	26.04.1994	Pologne	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	06.10.1926
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Suisse	01.02.1929	Suriname	15.06.1976	Suède	08.09.1926
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968

Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964
Zimbabwe	06.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	05.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 11.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 31.03.1983</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1980</i>
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	04.04.1962
	<i>Dénoncée le 02.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.09.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.06.1996</i>
Suède	05.01.1940	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 12.06.1970</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	07.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	05.04.1929
Inde	14.01.1928	Irlande	05.07.1930	Japon	08.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	Malte	09.06.1988	Mexique	09.03.1938
Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	13.09.1927
Slovaquie	01.01.1993	Suède	28.01.1957	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

					Dénonciation
Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	<i>Dénoncée le 30.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.04.2002</i>		<i>Dénoncée le 14.08.1998</i>
Hongrie	03.02.1931	Nouvelle-Zélande	29.03.1938		
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1982</i>		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	01.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967
Belgique	03.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	08.10.1991	Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	04.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	08.04.1947
France	04.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	04.10.1966	Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	04.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	03.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pologne	08.08.1931	Portugal	23.05.1983
Pérou	04.04.1962	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	03.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	02.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991	Cuba	07.07.1928
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	09.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	04.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	06.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	05.05.1948	Philippines	17.11.1960
Pologne	08.08.1931	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Royaume-Uni	03.06.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique 12.05.1934
Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991	Djibouti	03.08.1978
Equateur	05.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	08.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	02.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	09.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belgique	11.08.1937	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	04.06.1935
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	15.09.1993
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	25.04.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	05.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Cuba	24.02.1936
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	06.07.1954
Espagne	08.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	03.06.1930
Italie	09.09.1930	Jamaïque	08.07.1963	Japon	29.04.1971

Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	01.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	07.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Nouvelle-Guinée					
Portugal	10.11.1959	Pérou	04.04.1962	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	09.06.1971	Suisse	07.05.1947
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Sénégal	04.11.1960
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Zambie	02.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.03.1932

66 ratifications

Allemagne	05.07.1933	Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	09.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.06.1934	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	04.06.1935	Burundi	11.03.1963	Bélarus	11.03.1970
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1954	Danemark	01.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	08.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée - Bissau	21.02.1977	Honduras	09.06.1980	Hongrie	06.12.1937
Inde	07.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	05.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	09.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	01.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	07.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	01.07.1932	Pakistan	07.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	04.01.1933	Pologne	18.06.1932
Nouvelle-Guinée					

Portugal	01.03.1932	Pérou	04.04.1962	Roumanie	07.12.1932
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	20.09.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	08.11.1934
Suriname	15.06.1976	Suède	11.04.1932	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	17.12.1932	Viet Nam	03.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 01.04.1931
Dénoncée le 09.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932 Irlande 05.07.1930
Dénoncée le 28.07.1934 Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.05.1932

176 ratifications

Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	02.01.1932	Autriche	07.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	Belgique	20.01.1944	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	31.05.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bélarus	21.08.1956	Bénin	12.12.1960
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960	Canada	13.06.2011
Cap-Vert	03.04.1979	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	11.02.1932
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983

Egypte	29.11.1955	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	06.07.1954	Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932
Estonie	07.02.1996	Ethiopie	02.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	Gambie	04.09.2000	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	08.06.1966	Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958
Honduras	21.02.1957	Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	30.11.1954	Indonésie	12.06.1950	Iran, République islamique d'	10.06.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	02.03.1931	Islande	17.02.1958
Israël	07.06.1955	Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962
Japon	21.11.1932	Jordanie	06.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000
Koweït	23.09.1968	Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	02.06.2006	Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961
Libéria	01.05.1931	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964
Madagascar	01.11.1960	Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999
Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934
Moldova, République de	23.03.2000	Mongolie	15.03.2005	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	16.06.2003	Myanmar	04.03.1955	Namibie	15.11.2000
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	01.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Népal	03.01.2002
Oman	30.10.1998	Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	23.12.1957	Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	31.03.1933	Philippines	15.07.2005
Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Pérou	01.02.1960
Qatar	12.03.1998	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	03.06.1931
Russie, Fédération de	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	République démocratique du Congo	20.09.1960
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	05.04.1950	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Suède	22.12.1931	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	07.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	06.09.1995	Vanuatu	28.08.2006
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Viet Nam	05.03.2007	Yémen	14.04.1969

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	04.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	04.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	06.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Uruguay	06.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénonciation

Finlande 13.01.1936 Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 23.06.1999 *Dénoncée le 09.06.1989*

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	02.07.1952	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	11.03.1970	Canada	06.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	08.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	04.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	07.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	<i>Dénoncée le 15.10.1982</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1989</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1982</i>
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1985</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	<i>Dénoncée le 10.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 13.05.1998</i>
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suède	03.08.1938
	<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 14.07.2004</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>
Tanzanie. Tanganyika	19.11.1962				
	<i>Dénoncée le 30.05.1983</i>				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.06.1935

25 ratifications

Cameroun	07.06.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	06.06.1934
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960
	<i>Dénoncée le 11.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	24.02.1936
	<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 26.11.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	France	29.04.1939
	<i>Dénoncée le 07.02.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Gabon	14.10.1960	Guinée	21.01.1959	Madagascar	01.11.1960
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>
Mali	22.09.1960	Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935
	<i>Dénoncée le 11.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.12.1978</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>
Uruguay	06.06.1933				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili 18.10.1935

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	<i>Dénoncée le 19.09.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1951</i>
Mexique	21.02.1938	Norvège	04.07.1949	Suède	01.01.1936
	<i>Dénoncée le 01.03.1991</i>		<i>Dénoncée le 29.06.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1950</i>
Turquie	27.12.1946				
	<i>Dénoncée le 23.01.1952</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 24.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 09.10.2000</i>

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 05.02.1962

Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 05.02.1962

Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993

Dénonciation

Tchèque, République	01.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000	

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	08.11.1945
<i>Dénoncée le 15.11.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.03.1967</i>		<i>Dénoncée le 13.01.1997</i>	
Royaume-Uni	25.01.1937				
<i>Dénoncée le 04.10.1947</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	04.08.1937	Brésil	08.06.1936
Dénoncée le 02.03.1950		Dénoncée le 01.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957	
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
Dénoncée le 04.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953	
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950	
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	01.11.1960
Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 10.11.2008	
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
Dénoncée le 08.11.1963		Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951	
Pays-Bas	09.12.1935	Sri Lanka	02.09.1950	Suisse	04.06.1936
Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 31.03.1966		Dénoncée le 06.05.1950	

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	08.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie	01.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	01.01.1993	Suriname	15.06.1976
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	03.08.1949	Bolivie, Etat plurinational	19.07.1954
				de	
	<i>Dénoncée le 01.03.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.04.1970</i>		<i>Dénoncée le 31.01.1977</i>
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 30.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1968</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1969</i>
Japon	06.06.1936	Luxembourg	03.03.1958	Pays-Bas	01.09.1939
	<i>Dénoncée le 07.06.1974</i>		<i>Dénoncée le 24.07.1972</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1966</i>
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 05.09.1967</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.06.1973</i>

Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	04.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978
France	05.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	09.06.1988
Mexique	09.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni 13.01.1937

Dénoncée le 04.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	08.10.1965
Djibouti	03.08.1978	Espagne	05.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège 20.05.1957 Suisse 14.06.1939

Dénoncée le 19.06.1990

Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	22.09.1938	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	04.08.1961	Cameroun	03.09.1962	Chine	02.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	14.04.1936	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Dominicaine, République	12.08.1957
Egypte	11.07.1947	Equateur	06.07.1954	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Guatemala	07.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	05.04.1960
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	25.03.1938

Indonésie	12.06.1950	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	20.09.1956
Mexique	21.02.1938	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	04.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie	01.05.1976	Portugal	18.10.1937
		Nouvelle-Guinée			
Russie, Fédération de	04.05.1961	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962	Tunisie	15.05.1957
Turquie	21.04.1938	Ukraine	04.08.1961	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Viet Nam	03.10.1994				

Dénonciation

Allemagne	15.11.1954	Australie	07.10.1953	Autriche	03.07.1937
	<i>Dénoncée le 25.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 20.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.04.2008</i>
Belgique	04.08.1937	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 19.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 30.05.1997</i>
Djibouti	03.08.1978	Espagne	24.06.1958	Estonie	04.06.1937
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 14.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 06.12.2007</i>
Finlande	03.03.1938	France	25.01.1938	Hongrie	19.12.1938
	<i>Dénoncée le 19.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 02.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>
Irlande	20.08.1936	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
	<i>Dénoncée le 27.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1988</i>
Malte	09.06.1988	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 23.06.1987</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1998</i>
Pologne	15.06.1957	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936
	<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1997</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1988</i>
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.07.1936
	<i>Dénoncée le 20.02.2008</i>		<i>Dénoncée le 18.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1967</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	02.12.1964
	<i>Dénoncée le 24.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1998</i>
Zimbabwe	06.06.1980				
	<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

15 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Corée, République de	07.11.2011	Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
Lituanie	26.09.1994	Moldova, République de	09.12.1997	Norvège	13.03.1979
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouzbékistan	13.07.1992	Russie, Fédération de	23.06.1956
Suède	11.08.1982	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	03.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	06.10.1938	Pologne	21.03.1938
	<i>Dénoncée le 27.10.1983</i>		<i>Dénoncée le 27.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1973</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	08.07.1937
	<i>Dénoncée le 11.09.1986</i>

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	09.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	07.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.07.1937	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Royaume-Uni	22.05.1939	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	02.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
<i>Dénoncée le 13.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 15.09.1981</i>	

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	03.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1939
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Egypte	03.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Grèce	13.06.1952
Géorgie	22.06.1993	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	09.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	03.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	01.02.1960	Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>
Espagne	05.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	<i>Dénoncée le 30.06.1972</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>
Hongrie	08.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1974</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Madagascar	10.08.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tchad	08.06.1961
	<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 06.09.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.12.2000</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 23.08.1996</i>		<i>Dénoncée le 25.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
Corée, République de	11.04.2003	Croatie	08.10.1991	Cuba	05.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	03.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	05.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	08.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libye	15.11.1974	Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	01.09.1939
Monténégro	03.06.2006	Norvège	07.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Philippines	17.11.1960	Pérou	04.04.1962
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	04.06.1971
Pérou	04.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	03.08.1949
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	08.10.1991
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	09.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	01.02.1984
Monténégro	03.06.2006	Norvège	06.06.1966	Panama	04.06.1971
Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne	30.11.1971
	<i>Dénoncée le 02.07.1991</i>

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Guatemala	30.10.1961
Liban	06.12.1993	Libéria	09.05.1960	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	07.06.1946	Pérou	04.04.1962
Sri Lanka	18.05.1959	Tanzanie, Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Belgique	11.04.1938
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956
	<i>Dénoncée le 28.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	04.06.1955
	<i>Dénoncée le 02.10.1997</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>
Djibouti	03.08.1978	Espagne	05.05.1971	Fidji	19.04.1974
	<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>
France	09.12.1948	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
	<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>
Grèce	09.10.1963	Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956
	<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 06.12.1999</i>
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>

Kenya	13.01.1964	Maurice	02.12.1969	Nigéria	16.06.1961
	<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>
Norvège	07.07.1937	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	08.07.1947
	<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>
Suisse	21.04.1960	Suède	06.01.1939	Tunisie	14.04.1970
	<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Guatemala	13.06.1989	Liban	01.06.1977
Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966	Pérou	04.04.1962
Tanzanie,	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		
République-Unie de					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Bulgarie	22.07.1960	Burundi	30.07.1971
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 19.07.2000</i>
Bélarus	06.11.1956	Chine	21.02.1940	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Espagne	05.05.1971	Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>
Iraq	05.07.1960	Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964
	<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958	Maurice	02.12.1969
	<i>Dénoncée le 19.06.1975</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>
Mongolie	03.06.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938
	<i>Dénoncée le 16.12.2002</i>		<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>
Pakistan	26.05.1955	Philippines	17.11.1960	Roumanie	06.06.1973
	<i>Dénoncée le 06.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Sierra Leone	15.06.1961	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Uruguay	18.03.1954				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966
<i>Dénoncée le 11.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 12.12.2001</i>	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>	
Espagne	05.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>	
Russie, Fédération de	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>	

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1942

30 ratifications

Belgique	03.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
Centrafricaine, République	09.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	09.06.1988
Mauritanie	08.11.1963	Pays-Bas	02.05.1950	Pologne	17.04.1950
Pérou	04.04.1962	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	04.03.1969
<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 18.11.1993</i>		<i>Dénoncée le 06.09.1994</i>	
Danemark	30.11.1972	Finlande	08.04.1947	Guatemala	09.01.1973
<i>Dénoncée le 10.07.1995</i>		<i>Dénoncée le 23.01.1997</i>		<i>Dénoncée le 07.10.1991</i>	
Hongrie	08.06.1956	Mexique	04.07.1941	Uruguay	18.03.1954
<i>Dénoncée le 22.05.1989</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1990</i>		<i>Dénoncée le 25.05.2005</i>	

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	08.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	08.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	
Chili	10.05.1957	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					
Egypte	05.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	01.10.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	05.09.1939	Autriche	26.11.1958
<i>Dénoncée le 25.04.1991</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>	
Canada	06.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	05.05.1971
<i>Dénoncée le 22.11.1995</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1989</i>	
Finlande	08.04.1947	Guatemala	04.08.1961	Irlande	09.10.1946
<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 07.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.10.1995</i>	
Maurice	02.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
<i>Dénoncée le 14.06.1994</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>	
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	09.03.1940
<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 03.04.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1991</i>	
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.05.1987</i>		<i>Dénoncée le 01.04.1993</i>	
Suisse	23.05.1940	Suède	21.06.1939		
<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>			

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	07.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Yémen	14.04.1969

Zambie	02.12.1964				
					Dénonciation
Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
	<i>Dénoncée le 18.11.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.09.1978</i>

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.08.1961	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie,	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
République-Unie de					
Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964		

Dénonciation

Maurice	02.12.1969
	<i>Dénoncée le 08.07.1999</i>

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

Centrafricaine,	09.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	04.04.1962
République					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 19.06.1989</i>

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équippage des navires), 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	05.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	09.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	04.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Pérou	04.04.1962	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	06.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	08.10.1991
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Espagne	05.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	09.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	09.10.1963	Guinée - Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	03.06.2006
Norvège	06.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	04.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	29.07.1949	Russie, Fédération de	04.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	France	09.12.1948
Grèce	02.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	06.12.1993
Norvège	04.07.1949	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	04.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	08.10.1976	Angola	04.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	Corée, République de	09.12.1992	Croatie	08.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	09.12.1948	Grèce	06.05.1981	Guinée - Bissau	21.02.1977
Irlande	06.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	03.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Pérou	04.04.1962
Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	09.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	08.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	05.05.1971
Etats-Unis	09.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	09.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée - Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	06.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006
Nouvelle-Zélande	05.12.1961	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	10.04.1979	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	08.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	01.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Philippines	17.11.1960	Pologne	11.12.1947
Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956
Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	02.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956	Iraq	05.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Russie, Fédération de	10.08.1956	Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954	Dominicaine, République	22.09.1953
Espagne	05.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	03.08.1949	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	07.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	03.11.1949
Chine	04.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	Dominicaine, République	29.08.1947	Egypte	07.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	01.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	09.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	03.06.2006
Norvège	05.01.1949	Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suisse	22.04.1947	Suède	29.05.1947	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	13.09.1948	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.04.1950

143 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	09.08.2000	Bahamas	25.05.1976
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Belgique	05.04.1957	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949
Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	30.07.1971	Bélarus	25.09.1995

Bénin	11.06.2001	Cameroun	03.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Corée, République de	09.12.1992
Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1954
Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.08.1958	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	01.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Gabon	17.07.1972	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	31.03.1952
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Honduras	06.05.1983	Hongrie	04.01.1994	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	07.04.1949	Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009	Israël	07.06.1955
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	06.07.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971
Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	21.12.1971	Malaisie	01.07.1963	Malawi	22.03.1965
Mali	02.03.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	14.03.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Moldova, République de	12.08.1996
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Niger	09.01.1979
Nigéria	17.10.1960	Norvège	05.01.1949	Nouvelle-Zélande	30.11.1959
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Ouganda	04.06.1963	Pakistan	10.10.1953	Panama	03.06.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951	Pologne	02.06.1995
Portugal	12.02.1962	Pérou	01.02.1960	Qatar	18.08.1976
Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949	Russie, Fédération de	02.07.1998
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Rwanda	02.12.1980	République démocratique du Congo	19.04.1968	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005

Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	17.09.2009
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	03.04.1956
Suisse	13.07.1949	Suriname	15.06.1976	Suède	25.11.1949
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962	Tchad	30.11.1965
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Tchèque, République	16.03.2011	Togo	30.03.2012	Trinité-et-Tobago	17.08.2007
Tunisie	15.05.1957	Turquie	05.03.1951	Ukraine	10.11.2004
Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	21.07.1967	Viet Nam	03.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	16.09.1993		

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	09.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	09.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	09.06.1998	Luxembourg	08.04.2008
Moldova, République de	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Russie, Fédération de	02.07.1998
Suède	09.06.1997	Tanzanie. Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni 27.03.1950

Dénonciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 03.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.07.1953

9 ratifications

Belgique	27.01.1955	Fidji	19.04.1974	France	26.07.1954
Iles Salomon	28.05.1984	Maurice	25.11.1969	Mauritanie	09.02.1987
Nouvelle-Zélande	01.07.1952	Royaume-Uni	27.03.1950	Somalie	29.05.1984

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

11 ratifications

Belgique	27.01.1955	Bénin	12.12.1960	Fidji	19.04.1974
France	26.07.1954	Papouasie	01.05.1976	Royaume-Uni	27.03.1950
		Nouvelle-Guinée			
Somalie	18.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Togo	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963				

Dénonciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Equateur	03.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	02.12.1969	Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie,	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
		République-Unie de			
Zambie	02.12.1964				

Dénunciation

Australie 15.06.1973

Dénoncée le 06.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1950

151 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	02.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.10.1951
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	04.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Bulgarie	08.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	25.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	07.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	01.02.1999	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	25.06.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	13.06.1951
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	06.11.1957	El Salvador	06.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.06.1965	Grenade	25.10.1994
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967	Géorgie	03.08.1999
Haïti	05.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	06.06.1957

Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	09.06.1998	Irlande	04.06.1955
Islande	19.08.1950	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Libye	04.10.2000
Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	01.11.1960	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	04.01.1965	Maurice	01.04.2005	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	01.04.1950	Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Myanmar	04.03.1955
Namibie	03.01.1995	Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	04.07.1949	Ouganda	02.06.2005
Pakistan	14.02.1951	Panama	03.06.1958	Papouasie	02.06.2000
				Nouvelle-Guinée	
Paraguay	28.06.1962	Pays-Bas	07.03.1950	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	Pérou	02.03.1960
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Russie, Fédération de	10.08.1956
Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suisse	25.03.1975
Suriname	15.06.1976	Suède	25.11.1949	Swaziland	26.04.1978
Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	18.04.2000	Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	07.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
Venezuela, République bolivarienne du	20.09.1982	Yémen	29.07.1976	Zambie	02.09.1996
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

89 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	04.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bélarus	25.09.1995
Canada	24.08.1950	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Egypte	03.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	04.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Ghana	04.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée - Bissau	21.02.1977	Géorgie	11.09.2002	Hongrie	04.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	08.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	03.06.1998	Malaisie	06.06.1974	Malte	04.01.1965
Maurice	03.09.2004	Moldova, République de	12.08.1996	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Nicaragua	01.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	04.07.1949	Nouvelle-Zélande	03.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	07.03.1950	Philippines	29.12.1953	Portugal	23.06.1972
Pérou	06.04.1962	Roumanie	06.06.1973	République démocratique du Congo	16.06.1969
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	19.01.1952	Suriname	15.06.1976
Suède	25.11.1949	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968
Turquie	14.07.1950	Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964		

Dénonciation

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	<i>Dénoncée le 13.03.1961</i>		<i>Dénoncée le 09.08.1971</i>		<i>Dénoncée le 06.08.1971</i>

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	02.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	04.06.1971	Costa Rica	02.06.1960
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	02.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Serbie	24.11.2000	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	01.12.1949
Sénégal	22.10.1962	Tunisie	15.05.1957		
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	

Dénonciation

Autriche	05.10.1950	Belgique	01.04.1952	Chypre	08.10.1965
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 09.07.2001</i>
Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	<i>Dénoncée le 30.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	<i>Dénoncée le 26.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 25.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1982</i>
Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953
	<i>Dénoncée le 23.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 27.02.2012</i>
Portugal	02.06.1964	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 11.02.2002</i>		<i>Dénoncée le 16.11.2011</i>
Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	06.05.1950	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.01.1982</i>		<i>Dénoncée le 24.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 27.06.2001</i>
Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965		
	<i>Dénoncée le 25.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2001</i>		

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.06.1990

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
------	------------	------------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	04.01.1994	Tchèque, République	15.03.1993
	<i>Dénoncée le 09.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.06.2001</i>

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Cameroun	25.05.1970	Chypre	08.10.1965	Costa Rica	02.06.1960
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	12.08.1957
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	04.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	03.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953	Pologne	26.06.1968
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	05.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	03.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	08.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	05.05.1971	Finlande	22.12.1951
	<i>Dénoncée le 24.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.03.1979</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>
France	26.10.1951	Italie	05.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	<i>Dénoncée le 15.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 12.11.1980</i>
Portugal	29.07.1952				
	<i>Dénoncée le 25.06.1984</i>				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	04.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	08.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	04.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	02.12.1986
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	01.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
Moldova, République de	12.12.2005	Monténégro	03.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000
Royaume-Uni	06.08.1953	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

62 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	07.11.1955	Burundi	11.03.1963
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	06.09.2010	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	04.04.1961	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	04.06.1963	Panama	04.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960
Suriname	15.06.1976	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	07.06.1957
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Turquie	29.03.1961	Uruguay	18.03.1954
Yémen	14.04.1969				

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

97 ratifications

Afghanistan	07.01.1957	Albanie	02.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Botswana	05.06.1997	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Burkina Faso	21.11.1960	Bélarus	04.08.1961	Bénin	12.12.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	07.06.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	06.07.1954	Espagne	24.06.1958
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956
Iles Salomon	06.08.1985	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962	Madagascar	01.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965

Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	04.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
Roumanie	06.06.1973	Russie, Fédération de	04.05.1961	République démocratique du Congo	16.06.1969
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	17.09.2009	Somalie	18.11.1960
A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)			
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Tunisie	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	Ukraine	04.08.1961	Uruguay	18.03.1954
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Dénonciation					
Royaume-Uni	24.09.1951				
Dénoncée le 16.09.1983					

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	03.02.1953	Côte d'Ivoire	28.07.1992
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	France	10.03.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Gabon	13.06.1961	Ghana	21.08.1973	Guatemala	03.01.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Irlande	13.06.1972	Libye	20.06.1962	Luxembourg	15.12.1958
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Malte	09.06.1988	Mauritanie	31.03.1964	Mexique	01.03.1991
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Pakistan	26.05.1952	Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	05.06.1981
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	22.10.1962	Turquie	23.01.1952
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	

Dénonciation

Allemagne	08.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
<i>Dénoncée le 10.07.1992</i>		<i>Dénoncée le 14.01.1972</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1992</i>	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
<i>Dénoncée le 05.07.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1992</i>			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	04.07.1958	Espagne	05.05.1971
<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 28.09.2004</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>	
Ethiopie	30.04.1991	Israël	19.06.1961	Italie	09.01.1953
<i>Dénoncée le 10.05.1999</i>		<i>Dénoncée le 04.10.2012</i>		<i>Dénoncée le 01.02.2000</i>	
Japon	11.06.1956	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992
<i>Dénoncée le 28.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 15.09.1999</i>	

Pologne	25.10.1954	Portugal	07.06.1985	Suriname	15.06.1976
	<i>Dénoncée le 15.09.2008</i>		<i>Dénoncée le 25.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2006</i>
Uruguay	07.07.1976				
	<i>Dénoncée le 14.06.2004</i>				

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	02.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	09.06.1961	Cameroun	03.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	05.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
France	29.03.1954	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	08.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	02.12.1969	Moldova, République de	12.12.2005	Monténégro	03.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	

Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			
Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	09.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	02.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

162 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	10.12.1953
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Brésil	18.11.1952	Bulgarie	08.06.1959
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	10.10.1997	Bélarus	06.11.1956
Bénin	16.05.1968	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	03.09.1962
Cap-Vert	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	03.07.1954	El Salvador	06.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	22.06.1993	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	06.06.1957	Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	15.07.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	04.06.1955	Islande	15.07.1952
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962

Japon	20.10.1953	Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000
Koweït	09.08.2007	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	03.06.1998
Malaisie	05.06.1961	Malawi	22.03.1965	Mali	02.03.1964
Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	03.12.2001	Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	03.01.1995
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	09.06.2003	Népal	11.11.1996
Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952
Panama	16.05.1966	Papouasie	01.05.1976	Paraguay	21.03.1966
		Nouvelle-Guinée			
Pays-Bas	22.12.1993	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	01.07.1964	Pérou	13.03.1964	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Russie, Fédération de	10.08.1956	Rwanda	08.11.1988
République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Kitts-et-Nevis	04.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000	Seychelles	04.10.1999
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	13.12.1972	Suisse	17.08.1999	Suriname	05.06.1996
Suède	18.07.1950	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	07.06.1957
Sénégal	28.07.1961	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962
Tchad	08.06.1961	Tchèque, République	01.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	19.12.1968
Yémen	14.04.1969	Zambie	02.09.1996	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	13.01.1954	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Djibouti	03.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	04.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	04.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	05.05.1971	Kenya	09.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	02.12.1969
Mexique	23.08.1952	Moldova, République de	04.04.2003	Nouvelle-Zélande	01.07.1952
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Nouvelle-Guinée					
Philippines	29.12.1953	Pologne	05.07.1977	Pérou	01.02.1960
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Sri Lanka	05.04.1954	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	10.08.1965
Sénégal	22.10.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 09.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

170 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	03.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Belgique	23.05.1952	Belize	22.06.1999
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969
Burundi	25.06.1993	Bélarus	21.08.1956	Bénin	16.05.1968
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	20.09.1971

Chine	02.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991	Cuba	13.01.1954
Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	14.03.1968	Grenade	25.10.1994
Grèce	06.06.1975	Guatemala	02.08.1961	Guinée	11.08.1967
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985	Guyana	13.06.1975
Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958	Honduras	09.08.1956
Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	13.04.2012	Inde	25.09.1958
Indonésie	11.08.1958	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	28.08.1963
Irlande	18.12.1974	Islande	17.02.1958	Israël	09.06.1965
Italie	08.06.1956	Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967
Jordanie	22.09.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Lao, République démocratique populaire	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	09.09.1997	Malawi	22.03.1965
Mali	12.07.1968	Malte	09.06.1988	Maroc	11.05.1979
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	03.12.2001	Mexique	23.08.1952
Moldova, République de	23.03.2000	Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Namibie	06.04.2010	Nicaragua	31.10.1967
Niger	09.08.1966	Nigéria	08.05.1974	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	03.06.1983	Népal	10.06.1976	Ouganda	02.06.2005
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001	Panama	03.06.1958
Papouasie	02.06.2000	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971
Nouvelle-Guinée					
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967
Pérou	01.02.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971
Russie, Fédération de	30.04.1956	Rwanda	02.12.1980	République démocratique du Congo	16.06.1969
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001
Sainte-Lucie	18.08.1983	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968
Singapour	30.05.2002	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	01.04.1993
Suisse	25.10.1972	Suède	20.06.1962	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	Tchèque, République	01.01.1993
Thaïlande	08.02.1999	Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	29.05.1997
Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006

Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Viet Nam	07.10.1997	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
Egypte	09.04.1956	Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	04.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	08.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pologne	08.10.1956	Pérou	01.02.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961	Suriname	15.06.1976
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	<i>Dénoncée le 16.08.1994</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	05.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	<i>Dénoncée le 01.10.1975</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	08.06.1956
	<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>		<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>
Italie	08.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1973</i>
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	<i>Dénoncée le 07.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

48 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	04.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	15.06.2009	Bulgarie	14.07.2008
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>	
Chypre	03.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	

Danemark	15.08.1955	Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>		<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>		<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>	
Honduras	01.11.2012	Irlande	17.06.1968	Islande	20.02.1961
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII, IX and X</i>		<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>	
Israël	16.12.1955	Italie	08.06.1956	Japon	02.02.1976
<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Libye	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>	
Mexique	12.10.1961	Monténégro	03.06.2006	Niger	09.08.1966
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V à VIII.</i>	
Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962	Pologne	03.12.2003
<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>	

Portugal	17.03.1994	Pérou	23.08.1961	Roumanie	15.10.2009
<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VII et VIII.</i>	
Royaume-Uni	27.04.1954	République démocratique du Congo	03.04.1987	Serbie	24.11.2000
<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	18.10.1977
<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Suède	12.08.1953	Sénégal	22.10.1962	Tchèque, République	01.01.1993
<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Turquie	29.01.1975	Uruguay	14.10.2010	Venezuela, République bolivarienne du	05.11.1982
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, IV, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.09.1955

41 ratifications

Bahamas	14.06.2001	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Brésil	18.06.1965
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
Chili	14.10.1994	Croatie	08.10.1991	Equateur	05.02.1962
Espagne	17.08.1965	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>					
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Libye	19.06.1975	Mongolie	03.06.1969	Ouzbékistan	13.07.1992
Papouasie	02.06.2000	Pologne	10.03.1976	Portugal	02.05.1985
Nouvelle-Guinée					
Russie, Fédération de	10.08.1956	Saint-Marin	23.09.1998	Sri Lanka	01.04.1993
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Zambie	23.10.1979				

Dénonciation

Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982
<i>Dénoncée le 28.10.1985</i>	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	04.12.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	06.03.2000
<i>Dénoncée le 30.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 29.10.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.11.2005</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2004</i>		<i>Dénoncée le 01.06.2004</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Hongrie	08.06.1956	Italie	05.05.1971
<i>Dénoncée le 03.10.2012</i>		<i>Dénoncée le 04.11.2003</i>		<i>Dénoncée le 07.02.2001</i>	
Luxembourg	10.12.1969	Moldova, République de	14.02.1997	Monténégro	03.06.2006
<i>Dénoncée le 08.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>		<i>Dénoncée le 19.04.2012</i>	
Pays-Bas	18.09.1981	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
<i>Dénoncée le 15.01.2009</i>		<i>Dénoncée le 31.08.2010</i>		<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>	

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.06.1958

26 ratifications

Angola	04.06.1976	Brésil	18.06.1965	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Cuba	15.08.1957	Dominicaine, République	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	03.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Iran, République islamique d'	13.04.1959
Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Thaïlande	29.07.1964	Tunisie	17.12.1962
Yémen	22.08.1969				

Dénonciation

Portugal 12.04.1960

Dénoncée le 07.10.2009

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

173 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	07.06.1960	Autriche	05.03.1958
Azerbaïdjan	09.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.01.1961
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000
Botswana	05.06.1997	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999
Burkina Faso	25.08.1997	Burundi	11.03.1963	Bélarus	25.09.1995
Bénin	22.05.1961	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	03.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	01.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	04.05.1959
Croatie	05.03.1997	Cuba	02.06.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961
Danemark	17.01.1958	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	05.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	06.11.1967	Estonie	07.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974

Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	15.12.1958	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	09.12.1959	Guinée	11.07.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	23.09.1996	Haïti	04.03.1958	Honduras	04.08.1958
Hongrie	04.01.1994	Iles Salomon	13.04.2012	Inde	18.05.2000
Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	13.04.1959	Iraq	15.06.1959
Irlande	11.06.1958	Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958
Italie	15.03.1968	Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999
Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961
Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964
Madagascar	06.06.2007	Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962
Malte	04.01.1965	Maroc	01.12.1966	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	03.04.1997	Mexique	01.06.1959	Moldova, République de	10.03.1993
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Népal	30.08.2007	Oman	21.07.2005	Ouganda	04.06.1963
Ouzbékistan	15.12.1997	Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959
Nouvelle-Guinée					
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Pérou	06.12.1960	Qatar	02.02.2007	Roumanie	03.08.1998
Royaume-Uni	30.12.1957	Russie, Fédération de	02.07.1998	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	01.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	10.07.2003	Seychelles	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	08.12.1961	Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	07.01.2003	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Suède	02.06.1958	Swaziland	28.02.1979	Syrienne, République arabe	23.10.1958
Sénégal	28.07.1961	Tadjikistan	23.09.1999	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962
Tchad	08.06.1961	Tchèque, République	06.08.1996	Thaïlande	02.12.1969
Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.01.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.12.2000
Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964
Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965	Zimbabwe	27.08.1998

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	22.07.1960
	<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>		
Bélarus	26.02.1968	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	04.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	08.10.1991	Cuba	02.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
	<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>				
Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	05.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			

Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	09.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée - Bissau	21.02.1977	Haïti	04.03.1958	Honduras	20.06.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Indonésie	23.08.1972	Iran, République islamique d'	22.01.1968	Iraq	05.07.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Israël	19.06.1961	Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>					
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	21.09.1961	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974
Mexique	01.06.1959	Monténégro	03.06.2006	Pakistan	15.02.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	02.05.2001	Portugal	24.10.1960
Pérou	11.07.1988	Russie, Fédération de	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Suriname	15.06.1976	Syrienne, République arabe	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.06.1959

27 ratifications

Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	02.06.1958	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	04.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	04.06.1971
Syrienne, République arabe	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962		

Dénonciation

Portugal	22.11.1960
	<i>Dénoncée le 07.10.2009</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
	<i>Dénoncée le 03.07.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2002</i>
Colombie	04.03.1969	Costa Rica	04.05.1959	Equateur	03.10.1969
	<i>Dénoncée le 07.08.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 15.05.1998</i>
Mexique	01.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	06.12.1960
	<i>Dénoncée le 05.09.1990</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1993</i>		<i>Dénoncée le 02.02.1994</i>

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Bulgarie	26.01.1977
Bélarus	28.02.1994	Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	Ghana	19.02.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	09.10.1963	Guatemala	28.11.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	17.01.2005	Iran, République islamique d'	13.03.1967	Iraq	23.09.1986
Irlande	17.06.1961	Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Libéria	08.07.1981
Lituanie	19.11.1997	Malte	04.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	02.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	03.08.1967

Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Slovénie	30.01.2003
Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie. Tanganyika	26.11.1962	Tchèque, République	06.08.1996	Tunisie	26.10.1959
Turquie	07.02.2005	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	05.11.1963	Espagne	05.05.1971
<i>Dénoncée le 17.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 21.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 26.05.2011</i>	
France	08.06.1967	Luxembourg	15.02.1991	Moldova, République de	23.03.2000
<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>	
Russie, Fédération de	04.11.1969				
<i>Dénoncée le 26.02.2010</i>					

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Cuba	30.12.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Equateur	03.10.1969
<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>					
Guatemala	04.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	01.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>					
Uruguay	28.06.1973				
<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>					

Dénonciation

Brésil	01.03.1965	Libéria	22.07.1959
<i>Dénoncée le 28.08.1970</i>		<i>Dénoncée le 22.01.1971</i>	

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.06.1982

2 ratifications

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

171 ratifications

Afghanistan	01.10.1969	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Belgique	22.03.1977
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	05.06.1997	Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	25.06.1993	Bélarus	04.08.1961
Bénin	22.05.1961	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	02.02.1968
Colombie	04.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
Corée, République de	04.12.1998	Costa Rica	01.03.1962	Croatie	08.10.1991
Cuba	26.08.1965	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	04.09.2000	Ghana	04.04.1961
Grenade	14.05.2003	Grèce	07.05.1984	Guatemala	11.10.1960
Guinée	01.09.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	Géorgie	22.06.1993	Haïti	09.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Iles Salomon	13.04.2012
Inde	03.06.1960	Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	30.06.1964
Iraq	15.06.1959	Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963
Israël	12.01.1959	Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975
Jordanie	04.07.1963	Kazakhstan	06.12.1999	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Koweït	01.12.1966
Lao, République démocratique populaire	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961	Libéria	22.07.1959
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	02.03.1964	Malte	01.07.1968
Maroc	27.03.1963	Maurice	18.12.2002	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	11.09.1961	Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Namibie	13.11.2001
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	02.10.2002

Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	03.06.1983	Népal	19.09.1974
Ouganda	02.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961
Panama	16.05.1966	Papouasie	02.06.2000	Paraguay	10.07.1967
		Nouvelle-Guinée			
Pays-Bas	15.03.1973	Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961
Portugal	19.11.1959	Pérou	10.08.1970	Qatar	18.08.1976
Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	08.06.1999	Russie, Fédération de	04.05.1961
Rwanda	02.02.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001	Sainte-Lucie	18.08.1983
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	08.12.1961	Soudan	22.10.1970
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	27.11.1998	Suisse	13.07.1961
Suède	20.06.1962	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002
Tchad	29.03.1966	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	08.11.1983
Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	04.08.1961	Uruguay	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971	Viet Nam	07.10.1997
Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979	Zimbabwe	23.06.1999

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	02.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	09.08.1961
Pérou	04.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	08.05.1963
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	05.02.1971
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1976</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Danemark	27.02.1962	Espagne	07.08.1961	France	08.06.1967
	<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Guinée	07.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>

Kenya	09.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Russie, Fédération de	04.05.1961
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	04.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

30 ratifications

Allemagne	08.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	08.05.1963
Brésil	01.03.1965	Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
Croatie	08.10.1991	Cuba	05.02.1971	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967
Guatemala	02.08.1961	Guinée	07.11.1960	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	Monténégro	03.06.2006	Norvège	05.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pologne	11.01.1980
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

23 ratifications

Allemagne	01.07.1964	Belgique	08.05.1963	Chypre	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	Equateur	05.04.1978	Espagne	07.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967	Guatemala	02.08.1961
Guinée	07.11.1960	Italie	10.04.1962	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	08.08.1980	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

49 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	08.05.1967	Belgique	02.07.1965	Belize	15.12.1983
Brésil	05.09.1966	Bélarus	26.02.1968	Chili	14.10.1994
Corée, République de	07.11.2011	Danemark	07.02.1974	Djibouti	03.08.1978
Egypte	18.03.1964	Equateur	09.03.1970	Espagne	17.07.1962
Finlande	16.10.1978	France	18.11.1971	Ghana	07.11.1961
Grèce	04.06.1982	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Hongrie	08.06.1968	Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962
Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Liban	06.12.1977	Luxembourg	08.04.2008
Mexique	19.10.1983	Nicaragua	01.10.1981	Norvège	17.06.1961
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966	Pologne	23.12.1964
Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	09.03.1962	Russie, Fédération de	22.09.1967
Slovaquie	01.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986	Suisse	29.05.1963
Suède	12.04.1961	Syrienne, République arabe	15.01.1964	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	15.11.1968	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	22.09.1992				

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	09.08.1963	Allemagne	07.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	05.09.1966
Bulgarie	03.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962	Bélarus	11.03.1970
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	Centrafricaine, République	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	04.03.1969	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Côte d'Ivoire	02.01.1963	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	01.06.1964
France	08.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962

Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	04.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	04.03.1964	Madagascar	01.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	03.11.1966
Monténégro	03.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	01.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	Roumanie	09.04.1965	Royaume-Uni	09.03.1962
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	05.09.1967	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	26.04.1974
Suisse	05.11.1962	Suède	03.04.1962	Syrienne, République arabe	10.08.1965
Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	05.02.1962
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	02.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	Viet Nam	03.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Centrafricaine, République	09.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	03.10.1969
Espagne	08.05.1973	Ghana	18.06.1964	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Géorgie	21.10.1997	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	04.01.1966	Jordanie	07.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	01.06.1964	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	04.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	09.01.1981
Roumanie	06.06.1973	République démocratique du Congo	05.09.1967	Soudan	22.10.1970
Syrienne, République arabe	11.12.1964	Sénégal	13.11.1967	Tunisie	14.04.1970
Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	Zambie	02.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie, Etat plurinational	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	08.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
Centrafricaine, République	08.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	09.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	04.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	09.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	05.05.1967	Jordanie	07.03.1963	Kenya	09.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Libye	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	06.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	Rwanda	21.09.1989	République démocratique du Congo	01.11.1967
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	
Suriname	15.06.1976	Suède	25.04.1963	Syrienne, République arabe	18.11.1963
<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	

Venezuela, République 05.11.1982
bolivarienne du
A accepté les branches a) à g)

Dénonciation

Pays-Bas 03.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Bélarus	11.03.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	08.10.1991
Danemark	22.12.1989	Dominicaine, République	09.03.1965	Equateur	03.10.1969

Conformément aux dispositions de
l'article 17, paragraphe 1, de la
convention, le gouvernement a exclu
du champ d'application les machines
soumises à l'inspection navale
nationale.

Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	04.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	08.03.1993	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	01.06.1964
Malaisie	06.06.1974	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974
Moldova, République de	04.04.2003	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971

Conformément aux dispositions de
l'article 17, paragraphe 1, de la
convention, le gouvernement a
spécifié à quelles entreprises et à
quels navires, embarcations et
chalands les dispositions de la
convention s'appliquent.

Paraguay	10.07.1967	Pologne	03.02.1977	Russie, Fédération de	04.11.1969
République démocratique du Congo	05.09.1967	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992

En application de l'article 13, le
gouvernement n'entend pas faire
usage de la possibilité d'étendre aux
travailleurs indépendants l'application
de ladite convention.

Suède	29.12.1964	Syrienne, République arabe	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	02.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	05.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	17.05.1978	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Bulgarie	29.03.1965	Bélarus	26.02.1968	Centrafricaine, République	05.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	06.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	06.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
Royaume-Uni	21.04.1967	Russie, Fédération de	22.09.1967	République démocratique du Congo	05.09.1967
Slovaquie	01.01.1993	Suisse	18.02.1966	Suède	11.06.1965
Syrienne, République arabe	10.06.1965	Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	06.09.1995	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I n

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	01.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966

Croatie	08.10.1991	Equateur	05.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	09.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	07.06.1974	Libye	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	03.06.2006	Pays-Bas	02.08.1966	République démocratique du Congo	05.09.1967
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Sénégal	25.04.1966	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

106 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Belgique	08.07.1969	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	09.06.2008	Burkina Faso	28.10.2009
Bélarus	26.02.1968	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978

Corée, République de	09.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971
Gabon	01.10.2009	Grèce	07.05.1984	Guatemala	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	Géorgie	22.06.1993	Honduras	09.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	Iran, République islamique d'	10.06.1972
Iraq	02.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	05.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	06.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	03.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Nicaragua	01.10.1981	Norvège	06.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	09.01.1967
Nouvelle-Guinée					
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	09.01.1981
Pérou	27.07.1967	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966
Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	05.08.2010	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Suriname	15.06.1976	Suède	11.06.1965
Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Togo	30.03.2012	Tunisie	17.02.1966
Turquie	13.12.1977	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	02.06.1977
Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Viet Nam	11.06.2012	Yémen	30.01.1989
Zambie	23.10.1979				

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Age minimum spécifié: 18 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans	
Cameroun	06.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 18 ans	

Espagne	06.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans		Age minimum spécifié: 18 ans		Age minimum spécifié: 18 ans	
Malaisie	06.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	03.12.1981
Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 18 ans	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 18 ans	
Rwanda	01.06.1970	Slovaquie	01.01.1993	Swaziland	05.06.1981
Age minimum spécifié: 18 ans		Age minimum spécifié: 18 ans		Age minimum spécifié: 16 ans	
Syrienne, République arabe	26.06.1972	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	08.12.1992
Age minimum spécifié: 17 ans		Age minimum spécifié: 18 ans		Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes	
Viet Nam	20.02.1995				
Age minimum spécifié: 18 ans					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Belgique	17.05.1978	Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970
	<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Djibouti	03.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	08.06.1968
	<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>
Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966	Kenya	20.06.1968
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 23.03.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	08.04.1969
	<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Pologne	30.09.1969	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suisse	10.11.1966
	<i>Dénoncée le 21.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>
Thaïlande	05.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
	<i>Dénoncée le 11.05.2004</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Zambie	03.04.1967				
	<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	08.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	06.05.1977	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	21.08.1970
Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970	Chypre	18.01.1967
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	08.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	09.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	08.04.1969	Pologne	26.06.1968

Portugal	02.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Russie, Fédération de	04.11.1969
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	03.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	03.08.1978	France	02.04.1970	Panama	19.06.1970
Sierra Leone	06.11.1967	Syrienne, République arabe	06.05.1969	Sénégal	15.07.1968
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	Danemark	06.06.1978	Djibouti	03.08.1978
Espagne	08.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	03.06.2006
Norvège	06.07.1967	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	06.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993

Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

29 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	03.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Honduras	13.04.2012	Hongrie	04.01.1994	Inde	26.03.2010
Italie	05.05.1971	Liban	01.06.1977	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	04.01.1971	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	09.12.1997	Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	02.05.1973	Portugal	02.10.1985	Pérou	19.06.2008
Roumanie	28.10.1975	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970
Turquie	13.11.1975	Venezuela, République bolivarienne du	01.02.1984		

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.11.1969

16 ratifications

Allemagne	15.01.1971	Autriche	04.11.1969	Barbade	15.09.1972
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>		<i>A accepté les parties II et III.</i>	
Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Chypre	07.01.1969	Equateur	05.04.1978
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>		<i>A accepté la partie IV.</i>		<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	
Finlande	13.01.1976	Libye	19.06.1975	Norvège	01.11.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	

Pays-Bas	27.10.1969	Slovaquie	01.01.1993	Suisse	13.09.1977
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Suède	26.07.1968	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	28.06.1973
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Venezuela, République bolivarienne du	01.12.1983				
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>					

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

52 ratifications

Albanie	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>					
Azerbaïdjan	09.08.2000	Belgique	08.09.1997	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991	Côte d'Ivoire	05.06.1987
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	05.05.1971	Estonie	01.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	03.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	04.01.1994
Islande	24.03.2009	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	06.07.2001
Kenya	09.04.1979	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	08.04.2008
		<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>			
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	Moldova, République de	09.12.1997	Monténégro	03.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	02.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010

Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992
		<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>			
Suède	14.05.1970	Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tchèque, République	16.03.2011
				<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>	
Togo	30.03.2012	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
Zimbabwe	16.09.1993				

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	08.08.1974	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Danemark	06.06.1978	Equateur	05.04.1978	Finlande	03.09.1974
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Libye	19.06.1975	Luxembourg	03.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	01.01.1993	Suède	14.05.1970
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	04.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	06.07.1973	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	13.09.1999
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	08.06.1979	Cuba	05.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	02.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	08.03.1993	Liban	01.06.1977	Libye	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	09.06.1988	Mexique	18.04.1973
Moldova, République de	23.03.2000	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.03.1976
Niger	24.04.1980	Népal	19.09.1974	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Ukraine	01.03.2006
Uruguay	02.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

36 ratifications

Allemagne	01.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	02.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours . A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	07.08.1973	Croatie	08.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	02.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	09.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	01.10.1979	Madagascar	08.02.1972	Malte	09.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Moldova, République de	27.01.1998	Monténégro	03.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suisse	09.07.1992
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suède	07.06.1978	Tchad	15.12.2000	Tchèque, République	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	02.06.1977	Yémen	01.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	06.12.1993	Libéria	08.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
Moldova, République de	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	08.01.1985	Pologne	09.10.1975
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Russie, Fédération de	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	02.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	08.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	04.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	08.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	03.07.1978
Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	02.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	09.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Russie, Fédération de	05.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983
				République-Unie de	
Turquie	17.03.2005	Uruguay	02.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

84 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	06.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	06.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	10.10.1997
Bénin	11.06.2001	Cameroun	05.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	03.01.1996	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	07.12.1977
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Danemark	06.06.1978	Dominique	06.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	06.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	07.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	09.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	09.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	09.06.1988	Maroc	05.04.2002	Mexique	02.05.1974
Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	08.10.1996	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	01.10.1981	Niger	05.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	09.06.1977
Portugal	31.05.1976	Roumanie	28.10.1975	Royaume-Uni	15.03.1973
Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976	Suriname	15.06.1976
Suède	11.08.1972	Syrienne, République arabe	06.03.1975	Sénégal	24.08.1976
Tanzanie, République-Unie de	19.08.1983	Tchad	07.01.1998	Tchèque, République	09.10.2000
Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993	Ukraine	03.09.2003
Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Equateur	27.03.1975	Espagne	08.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	08.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Roumanie	06.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	Syrienne, République arabe	07.02.1977	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	02.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	03.07.1975	Cuba	07.01.1975	Egypte	04.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	09.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	09.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	01.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	09.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Russie, Fédération de	14.07.2004
Suède	24.07.1974	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénonciation

Pays-Bas	14.09.1976
Dénoncée le 17.02.2006	

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

164 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Algérie	30.04.1984	Allemagne	08.04.1976	Angola	13.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Antigua-et-Barbuda	17.03.1983	Argentine	11.11.1996	Arménie	27.01.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Autriche	18.09.2000	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	31.10.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Bahreïn	07.03.2012	Barbade	04.01.2000	Belgique	19.04.1988
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
		de			
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Botswana	05.06.1997	Brunéi Darussalam	17.06.2011	Brésil	28.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bulgarie	23.04.1980	Burkina Faso	11.02.1999	Burundi	19.07.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bélarus	03.05.1979	Bénin	11.06.2001	Cambodge	23.08.1999
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Cameroun	13.08.2001	Cap-Vert	07.02.2011	Centrafricaine, République	28.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Chili	01.02.1999	Chine	28.04.1999	Chypre	02.10.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Colombie	02.02.2001	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Corée, République de	28.01.1999	Costa Rica	11.06.1976	Croatie	08.10.1991
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Cuba	07.03.1975	Côte d'Ivoire	07.02.2003	Danemark	13.11.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Djibouti	14.06.2005	Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	27.09.1983
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans. The scope of the Convention is limited to industry or to the economic activities set forth in article 5, paragraph 3. Le champ d'application de la convention est limité à l'industrie ou activités économiques énumérées dans l'article 5, paragraphe 3. L'emploi de personnes de douze à quatorze ans à des travaux légers est autorisé dans les conditions prévues par l'article 7 paragraphe 3.</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	

Egypte	09.06.1999	El Salvador	23.01.1996	Emirats arabes unis	02.10.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Equateur	19.09.2000	Erythrée	22.02.2000	Espagne	16.05.1977
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Estonie	15.03.2007	Ethiopie	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Fidji	03.01.2003	Finlande	13.01.1976	France	13.07.1990
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Gabon	25.10.2010	Gambie	04.09.2000	Ghana	06.06.2011
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Grenade	14.05.2003	Grèce	14.03.1986	Guatemala	27.04.1990
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	05.03.2009	Guinée équatoriale	12.06.1985
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guyana	15.04.1998	Géorgie	23.09.1996	Haïti	03.06.2009
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Honduras	09.06.1980	Hongrie	28.05.1998	Indonésie	07.06.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Iraq	13.02.1985	Irlande	22.06.1978	Islande	06.12.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Israël	21.06.1979	Italie	28.07.1981	Jamaïque	13.10.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Japon	05.06.2000	Jordanie	23.03.1998	Kazakhstan	18.05.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Koweït	15.11.1999	Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Lettonie	02.06.2006	Liban	10.06.2003	Libye	19.06.1975
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Lituanie	22.06.1998	Luxembourg	24.03.1977	Madagascar	31.05.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Malaisie	09.09.1997	Malawi	19.11.1999	Mali	11.03.2002
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Malte	09.06.1988	Maroc	06.01.2000	Maurice	30.07.1990
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Mauritanie	03.12.2001	Moldova, République de	21.09.1999	Mongolie	16.12.2002
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Nicaragua	02.11.1981	Niger	04.12.1978	Nigéria	02.10.2002
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Norvège	08.07.1980	Népal	30.05.1997	Oman	21.07.2005
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	

Ouganda	25.03.2003	Ouzbékistan	06.03.2009	Pakistan	06.07.2006
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Panama	31.10.2000	Papouasie	02.06.2000	Paraguay	03.03.2004
		Nouvelle-Guinée			
<i>Age minimum spécifié: 14 ans. Age minimum pour le travail maritime et la pêche maritime et pour les mineurs n'ayant pas fin la scolarité obligatoire: 15 ans. Age minimum spécifié pour les travaux souterrains dans les mines: 18 ans. Le champ d'application de la convention no. 138 est limité aux branches d'activité économique ou le types d'entreprises énumérés à l'Article 5, paragraphe 3.</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Pays-Bas	14.09.1976	Philippines	04.06.1998	Pologne	22.03.1978
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Portugal	20.05.1998	Pérou	13.11.2002	Qatar	03.01.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Roumanie	19.11.1975	Royaume-Uni	07.06.2000	Russie, Fédération de	03.05.1979
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Rwanda	15.04.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	03.06.2005
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	25.07.2006	Samoa	29.10.2008
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	07.03.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Sierra Leone	10.06.2011	Singapour	07.11.2005	Slovaquie	29.09.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Slovénie	29.05.1992	Soudan	07.03.2003	Soudan du Sud	29.04.2012
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Sri Lanka	11.02.2000	Suisse	17.08.1999	Suède	23.04.1990
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans. L'âge minimum déclaré applicable en vertu de l'article 3 de la convention aux travaux souterrains est 19 ans révolus, et 20 ans révolus pour les apprentis.</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Swaziland	23.10.2002	Syrienne, République arabe	18.09.2001	Sénégal	15.12.1999

Age minimum spécifié: 15 ans

Age minimum spécifié: 15 ans

Age minimum spécifié: 15 ans. En conformité avec l'article 5, paragraphe 2, de la convention, le Gouvernement a déclaré que cet âge minimum ne s'applique pas aux travaux traditionnels champêtres ou ruraux non rémunérés effectués dans le cadre familial, par des enfants de moins de quinze ans et qui sont destinés à mieux les intégrer dans leur milieu social et dans leur environnement.

Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	16.12.1998	Tchad	21.03.2005
Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 14 ans		Age minimum spécifié: 14 ans	
Tchèque, République	26.04.2007	Thaïlande	11.05.2004	Togo	16.03.1984
Age minimum spécifié: 15 ans		Age minimum spécifié: 15 ans. Conformément à l'article 5, les dispositions de la Convention doivent s'appliquer aux branches suivantes de l'activité économique: les mines et carrières; la fabrication; la construction; l'électricité ; le gaz et l'eau ; les services sanitaires ; le transport ; le service d'entreposage et communication ; les plantations et toutes autres entreprises agricoles produisant principalement dans un but commercial à l'exception des entreprises familiales et des exploitations agricoles artisanales produisant pour la consommation locale et n'employant pas régulièrement de travailleurs salariés.		Age minimum spécifié: 14 ans	
Trinité-et-Tobago	03.09.2004	Tunisie	19.10.1995	Turkménistan	27.03.2012
Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans	
Turquie	30.10.1998	Ukraine	03.05.1979	Uruguay	02.06.1977
Age minimum spécifié: 15 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 15 ans	
Venezuela, République bolivarienne du	15.07.1987	Viet Nam	24.06.2003	Yémen	15.06.2000
Age minimum spécifié: 14 ans		Age minimum spécifié: 15 ans		Age minimum spécifié: 14 ans	
Zambie	09.02.1976	Zimbabwe	06.06.2000		
Age minimum spécifié: 15 ans		Age minimum spécifié: 14 ans			

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	27.06.1990
Corée, République de	07.11.2011	Croatie	08.10.1991	Danemark	06.06.1978
Egypte	25.03.1982	Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	04.05.1977	France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976
Guyana	10.01.1983	Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978
Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981
Japon	26.07.1977	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Norvège	14.06.1977
Portugal	03.05.1999	Pérou	16.11.1976	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	28.10.1976
Suède	23.09.1975	Syrienne, République arabe	01.02.1979	Tchèque, République	01.01.1993
Ukraine	17.06.2010	Uruguay	31.07.1980	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	09.05.1978	Kenya	09.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	04.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	07.03.2003	Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	05.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	06.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	04.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	09.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	09.06.1988
Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	04.04.2003	Nicaragua	01.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suisse	23.05.1977
Suède	19.07.1976	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983
Zambie	04.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

67 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009	Bélarus	03.05.1979
Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	28.06.1977	Corée, République de	21.01.1994
Cuba	05.01.1978	Danemark	05.06.1981	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984
Grèce	17.10.1989	Guinée	05.06.1978	Guyana	10.01.1983
Géorgie	22.06.1993	Hongrie	17.06.1976	Inde	25.03.2009
Iran, République islamique d'	19.03.2007	Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979
Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986
Jordanie	23.07.1979	Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	19.12.2001
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	04.11.1977	Niger	28.01.1993
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977	Russie, Fédération de	03.05.1979
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	23.05.1977	Suède	19.07.1976

Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993	Ukraine	03.05.1979
Venezuela, République bolivarienne du	08.10.1984				

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Burkina Faso	09.12.1977	Bénin	11.06.1980	Cameroun	04.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	05.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	09.04.1979	Monténégro	03.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	08.11.1983	Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

133 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	Barbade	06.04.1983	Belgique	29.10.1982
Belize	06.03.2000	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006	Botswana	05.06.1997
Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	10.10.1997	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Canada	13.06.2011	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	29.07.1992
Chine	02.11.1990	Chypre	28.06.1977	Colombie	09.11.1999
Congo	26.11.1999	Corée, République de	15.11.1999	Costa Rica	29.07.1981
Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.06.1978	Djibouti	28.02.2005
Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984
Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988	Ethiopie	06.06.2011
Ex-République yougoslave de Macédoine	08.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	02.10.1978
France	08.06.1982	Gabon	06.12.1988	Ghana	06.06.2011
Grenade	25.10.1994	Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989

Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Honduras	12.06.2012
Hongrie	04.01.1994	Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990
Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981
Israël	21.01.2010	Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996
Japon	14.06.2002	Jordanie	05.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000
Lao, République démocratique populaire	29.10.2010	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994
Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997
Malaisie	14.06.2002	Malawi	01.10.1986	Mali	23.01.2008
Maurice	14.06.1994	Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	10.08.1998	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Namibie	03.01.1995	Nicaragua	01.10.1981	Nigéria	03.05.1994
Norvège	09.08.1977	Nouvelle-Zélande	05.06.1987	Népal	21.03.1995
Ouganda	13.01.1994	Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	09.01.1981
Pérou	08.11.2004	Roumanie	09.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	13.05.2005
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985	Singapour	04.10.2010
Slovaquie	10.02.1997	Slovénie	29.06.2011	Sri Lanka	17.03.1994
Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979	Suède	16.05.1977
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	28.05.1985	Sénégal	19.11.2004
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Tchad	07.01.1998	Tchèque, République	09.10.2000
Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	07.06.1995	Turquie	12.07.1993
Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987	Venezuela, République bolivarienne du	17.06.1983
Viet Nam	09.06.2008	Yémen	15.06.2000	Zambie	04.12.1978
Zimbabwe	14.12.1989				

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	09.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	02.10.1978
France	03.05.1978	Hongrie	08.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	07.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	06.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Cameroun	13.06.1978	Espagne	09.03.1979	Finlande	15.01.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	01.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	07.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	03.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Brésil	17.01.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			

Bulgarie	24.02.2003	Bénin	04.02.2010	Canada	25.05.1993
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Danemark	28.07.1980	Dominique	06.01.2004	Egypte	17.03.1983
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Espagne	28.04.1978	Estonie	01.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Finlande	02.10.1978	France	02.05.1978	Ghana	10.05.2005
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Grèce	18.09.1979	Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Iraq	15.02.1985	Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Israël	06.12.1996	Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983
Jordanie	01.04.2004	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Liban	06.12.1993	Libéria	08.07.1981	Lituanie	14.07.2006
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Luxembourg	15.02.1991	Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	25.01.1979	Pologne	02.06.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Portugal	02.05.1985	Pérou	06.07.2004	Roumanie	15.05.2001
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Royaume-Uni	28.11.1980	Russie, Fédération de	07.05.1991	Seychelles	28.10.2005
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Slovénie	21.06.1999	Suède	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Trinité-et-Tobago	03.06.1999	Ukraine	17.03.1994		

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize	15.07.2005	Bulgarie	09.06.2005	Chypre	09.10.2006
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Croatie	06.07.2010	Danemark	10.07.2003	Estonie	01.12.2004
<i>A accepté la convention n°135 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Finlande	04.07.2002	France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002

Hongrie	30.03.2005	Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	10.01.2002
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Norvège	27.04.2006	Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	15.05.2001
<i>A accepté la convention n° 164 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Royaume-Uni	29.06.2001	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	01.06.1994
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	08.01.1988
Egypte	04.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	08.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	08.06.1982
Hongrie	04.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008	Malte	09.06.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Monténégro	03.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	02.12.2004	Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	08.03.1979
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983
République-Unie de					
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	05.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

40 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Belgique	29.03.1988
Bélarus	03.05.1979	Congo	24.06.1986	Danemark	05.06.1981
Egypte	03.11.1982	Equateur	11.07.1978	Fidji	28.05.2008
Finlande	08.06.1979	France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986
Grèce	17.03.1987	Guatemala	09.05.1995	Guinée	08.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	04.06.1980	Italie	28.02.1985
Jamaïque	04.06.1984	Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Lituanie	12.06.2007	Luxembourg	08.04.2008
Malawi	01.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	05.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	04.11.1980	Portugal	28.05.1985
Russie, Fédération de	03.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983
				République-Unie de	
Ukraine	03.05.1979	Uruguay	31.07.1980	Venezuela, République	17.08.1983
				bolivarienne du	
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

72 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Belgique	21.10.2011	Belize	06.03.2000
Burkina Faso	03.04.1980	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Cambodge	23.08.1999	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chine	07.03.2002
Chypre	06.07.1981	Congo	24.06.1986	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	29.12.1980	Danemark	05.06.1981
Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	26.07.2004	Egypte	05.12.1991
El Salvador	02.02.2001	Espagne	03.03.1982	Etats-Unis	03.03.1995
Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986
Grèce	31.07.1985	Guinée	08.06.1982	Guyana	10.01.1983
Iraq	10.07.1980	Israël	07.12.1979	Italie	28.02.1985
Jamaïque	04.06.1984	Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	08.03.1993	Liban	04.04.2005
Libéria	02.06.2003	Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999
Mali	23.01.2008	Maroc	03.04.2009	Maurice	05.04.2004
Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	10.11.2006	Namibie	28.06.1996
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	08.08.1980	Portugal	09.01.1981
Roumanie	04.11.2008	Royaume-Uni	19.03.1980	Russie, Fédération de	02.07.1998
République démocratique du Congo	03.04.1987	Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999

Suisse	03.03.1981	Suriname	29.09.1981	Suède	11.06.1979
Tchèque, République	09.10.2000	Togo	30.03.2012	Trinité-et-Tobago	17.08.2007
Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	19.06.1989
Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983	Zambie	19.08.1980	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

48 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Belgique	21.05.1991
Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997	Brésil	15.06.2010
Bélarus	08.09.1997	Chili	17.07.2000	Chypre	06.07.1981
Colombie	08.12.2000	Cuba	29.12.1980	Danemark	05.06.1981
El Salvador	06.09.2006	Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980
Gabon	01.10.2009	Ghana	27.05.1986	Grèce	29.07.1996
Guinée	08.06.1982	Guyana	10.01.1983	Géorgie	10.10.2003
Hongrie	04.01.1994	Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992
Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995	Moldova, République de	04.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pologne	26.07.1982
Portugal	09.01.1981	Pérou	27.10.1980	Royaume-Uni	19.03.1980
Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Seychelles	23.11.1999
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	20.09.2010	Suisse	03.03.1981
Suriname	29.09.1981	Suède	11.06.1979	Tchad	07.01.1998
Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	03.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	03.03.1982
Finlande	03.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	08.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	07.06.2000	Jamaïque	04.11.2005
Liban	06.09.2004	Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	22.01.2007
Norvège	05.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Russie, Fédération de	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
Tanzanie,	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		
République-Unie de					

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	07.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	04.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	09.06.2008	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

43 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Belgique	29.03.1988
Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992	Bélarus	08.09.1997
Bénin	10.01.2012	Chypre	16.01.1989	Colombie	08.12.2000
Espagne	11.09.1985	Finlande	09.02.1983	Gabon	06.12.1988
Grèce	17.09.1996	Guatemala	29.10.1996	Hongrie	04.01.1994
Kirghizistan	22.12.2003	Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994
Maroc	03.04.2009	Maurice	23.11.2011	Moldova, République de	14.02.1997
Niger	05.06.1985	Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992
Russie, Fédération de	06.09.2010	Saint-Marin	01.02.1995	Sainte-Lucie	06.12.2000
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	02.02.2006
Suisse	16.11.1983	Suriname	05.06.1996	Suède	11.08.1982
Tanzanie, République-Unie de	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	19.06.1989
Zambie	04.02.1986				

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

60 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	09.02.2004	Algérie	06.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bahreïn	09.09.2009
Belgique	28.02.2011	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1992	Bélarus	30.05.2000	Cap-Vert	09.08.2000
Centrafricaine, République	05.06.2006	Chine	25.01.2007	Chypre	16.01.1989
Corée, République de	20.02.2008	Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1982

Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008
Finlande	24.04.1985	Grenade	26.06.2012	Guyana	17.09.2012
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Hongrie	04.01.1994	Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	01.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	01.02.1984	Moldova, République de	28.04.2000
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Mongolie	03.02.1998	Monténégro	03.06.2006	Niger	19.02.2009
Nigéria	03.05.1994	Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Russie, Fédération de	02.07.1998
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>		
Syrienne, République arabe	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009	Tchèque, République	01.01.1993
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Turquie	22.04.2005	Ukraine	04.01.2012	Uruguay	05.09.1988
Venezuela, République bolivarienne du	25.06.1984	Viet Nam	03.10.1994	Zimbabwe	09.04.2003

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 90ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

9 ratifications

Albanie	09.02.2004	Australie	10.08.2011	El Salvador	22.07.2004
Finlande	09.12.2003	Luxembourg	08.04.2008	Portugal	12.11.2010
Slovénie	01.03.2010	Suède	15.06.2007	Syrienne, République arabe	19.05.2009

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

41 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	01.09.1998
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	03.04.2006	Chili	14.10.1994
Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	09.02.1983	France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988
Guatemala	06.01.1994	Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000
Japon	09.06.1995	Lituanie	06.05.2004	Maurice	05.04.2004
Monténégro	03.06.2006	Niger	05.06.1985	Norvège	22.06.1982
Paraguay	21.12.2007	Pays-Bas	24.03.1988	Portugal	02.05.1985
Pérou	16.06.1986	Russie, Fédération de	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992
Suède	11.08.1982	Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989
Venezuela, République bolivarienne du	27.11.1984	Yémen	13.03.1989		

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Cameroun	13.05.1988	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	05.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	06.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	01.10.1986	Maroc	07.10.1993	Moldova, République de	14.02.1997
Monténégro	03.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	05.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Portugal	27.11.1995

République démocratique du Congo	03.04.1987	Sainte-Lucie	06.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	04.01.1995	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	06.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	09.02.1990		

Dénonciation

Brésil	05.01.1995
	<i>Dénoncée le 20.11.1996</i>

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

82 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987
Australie	07.08.1990	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	02.02.1999
Bolivie, Etat plurinational de	19.12.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	26.05.1989	Chili	14.10.1994	Chine	02.02.1988
Chypre	13.04.1987	Colombie	07.12.1989	Corée, République de	15.11.1999
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	08.10.1991	Cuba	03.10.1996
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Danemark	01.04.1985	Dominicaine, République	20.06.1994
Egypte	03.08.1988	El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988
Espagne	02.08.1990	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	01.12.2004	Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989
Grèce	31.07.1985	Guatemala	05.04.1994	Guinée	16.10.1995
Hongrie	20.06.1984	Irlande	06.06.1986	Islande	22.06.1990
Italie	07.06.2000	Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	03.06.1998
Malawi	01.10.1986	Mali	12.06.1995	Malte	09.06.1988
Maurice	09.06.2004	Mexique	05.04.2001	Mongolie	03.02.1998
Monténégro	03.06.2006	Nigéria	26.08.2010	Norvège	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994	Panama	28.01.1994
Paraguay	02.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988	Philippines	23.08.1991
Pologne	02.12.2004	Portugal	03.05.1999	Pérou	16.06.1986
Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	20.06.1985	Suède	12.06.1984	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	11.10.2007	Trinité-et-Tobago	03.06.1999
Tunisie	05.09.1989	Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003
Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991	Zambie	05.01.1989
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

49 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	03.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	14.11.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Brésil	02.07.1990	Bélarus	12.10.1990	Bénin	06.04.2000
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	01.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Corée, République de	08.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	03.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	07.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Hongrie	09.04.2010	Inde	01.04.1992	Irlande	27.10.1995
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Israël	21.01.2010	Italie	08.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999	Maurice	14.06.1994
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	

Mexique	18.04.1988	Moldova, République de	10.02.2012	Norvège	06.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 13 et 14, paragraphe 1, ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	06.11.2001	Panama	03.04.1996	Pays-Bas	05.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	08.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Russie, Fédération de	27.08.1990	Saint-Marin	01.07.1988	Slovaquie	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Sri Lanka	01.04.1993	Suisse	07.05.1987	Suède	22.09.1986
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Ukraine	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

31 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Belgique	28.02.2011
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990	Bulgarie	01.03.2012
Burkina Faso	25.08.1997	Bénin	10.11.1998	Chili	30.09.1999
Colombie	25.01.2001	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989	Hongrie	24.02.1988
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.02.1987	Monténégro	03.06.2006
Niger	19.02.2009	Pologne	15.09.2004	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	01.07.1986	Tchèque, République	01.01.1993
Turquie	22.04.2005	Ukraine	17.06.2010	Uruguay	05.09.1988
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

35 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Australie	10.08.2011	Belgique	11.10.1996
Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990
Cameroun	20.02.1989	Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994
Chypre	07.08.1992	Colombie	25.01.2001	Corée, République de	04.04.2007
Croatie	08.10.1991	Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990
Espagne	02.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Japon	11.08.2005	Kazakhstan	05.04.2011
Luxembourg	08.04.2008	Maroc	13.04.2011	Monténégro	03.06.2006
Norvège	04.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	03.05.1999	Russie, Fédération de	04.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992	Suède	02.09.1987
Uruguay	06.09.1995	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.10.1990

18 ratifications

Brésil	04.03.1997	Bulgarie	01.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	03.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Guatemala	03.11.2008	Géorgie	22.06.2004	Hongrie	14.03.1989
Maroc	10.09.2012	Mexique	05.10.1990	Norvège	26.11.1993
Roumanie	11.03.2002	Russie, Fédération de	18.10.2006	Slovaquie	01.01.1993
Suisse	15.11.1989	Suède	21.02.1990	Tchèque, République	01.01.1993

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

15 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	04.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	03.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	07.11.2002	Maroc	10.09.2012
Mexique	05.10.1990	Norvège	11.06.1999	Slovaquie	01.01.1993
Suède	21.02.1990	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.07.1992

3 ratifications

Espagne	02.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	09.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>	

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.07.1991

14 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	04.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	03.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Maroc	10.09.2012	Mexique	05.10.1990
Roumanie	11.10.2000	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

24 ratifications

Algérie	06.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Brésil	19.05.2006
Bélarus	21.11.2001	Chine	07.03.2002	Colombie	06.09.1994
Danemark	10.07.1995	Dominicaine, République	04.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	07.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	05.10.1990	Norvège	24.06.1991
Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	01.01.1993
Suède	07.10.1991	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

8 ratifications

Albanie	04.08.2006	Belgique	21.10.2011	Brésil	24.03.1993
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992
Suisse	17.10.1990	Suède	18.12.1990		

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.1991

22 ratifications

Argentine	03.07.2000	Bolivie, Etat plurinational de	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Centrafricaine, République	30.08.2010	Chili	15.09.2008	Colombie	07.08.1991
Costa Rica	02.04.1993	Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007	Fidji	03.03.1998
Guatemala	05.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	05.09.1990
Nicaragua	25.08.2010	Norvège	19.06.1990	Népal	14.09.2007
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	02.02.1998	Pérou	02.02.1994
Venezuela, République bolivarienne du	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	06.09.1994	Corée, République de	11.04.2003
Dominicaine, République	03.01.2006	Italie	03.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	04.11.1992	Syrienne, République arabe	14.06.2006
Tanzanie, République-Unie de	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	04.01.1994	Dominicaine, République	03.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	Tchèque, République	06.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	02.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	Dominicaine, République	04.06.1998	Espagne	07.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	09.07.2001
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	06.03.2003
Mexique	07.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	06.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.06.1995

20 ratifications

Albanie	03.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	08.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	05.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	

Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	03.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Russie, Fédération de	20.08.2012	Slovaquie	24.09.1998
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Slovénie	08.05.2001	Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Ukraine	01.03.2006	Zambie	25.05.1998		
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>			

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.01.1997

17 ratifications

Albanie	03.03.2003	Arabie saoudite	08.10.2001	Arménie	03.01.1996
Belgique	09.06.2004	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	02.08.2001
Colombie	09.12.1997	Estonie	13.09.2000	Inde	06.06.2008
Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008	Pays-Bas	25.03.1997
Russie, Fédération de	10.02.2012	Slovénie	01.03.2010	Suède	21.12.1994
Ukraine	15.06.2011	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

14 ratifications

Albanie	03.03.2003	Australie	10.08.2011	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999	Guyana	03.09.1997
Hongrie	09.04.2010	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	05.02.2001	Portugal	02.06.2006
Slovénie	08.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.06.1998

26 ratifications

Afrique du Sud	09.06.2000	Albanie	03.03.2003	Allemagne	06.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	04.02.2010	Botswana	05.06.1997	Brésil	18.05.2006
Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	09.02.2001	Finlande	09.06.1997
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Norvège	11.06.1999	Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001
Portugal	25.03.2002	Pérou	19.06.2008	Slovaquie	03.06.1998
Suède	09.06.1997	Tchèque, République	09.10.2000	Ukraine	15.06.2011
Zambie	04.01.1999	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	17.07.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012
Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002
Tadjikistan	29.05.2012				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	09.06.2005
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004
Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	01.12.2000
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pologne	09.08.2002
Pérou	04.10.2006	Royaume-Uni	02.07.2003	Suède	15.12.2000

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	01.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Russie, Fédération de	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
Danemark	10.07.2003	Espagne	07.01.2004	Finlande	04.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
Maroc	01.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	08.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

25 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	06.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Finlande	25.05.1999
Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003	Israël	04.10.2012
Italie	01.02.2000	Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004
Maroc	10.05.1999	Moldova, République de	19.12.2001	Panama	10.08.1999
Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008	Portugal	25.03.2002
Slovaquie	22.02.2010	Suriname	12.04.2006	Tchèque, République	09.10.2000
Uruguay	14.06.2004				

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

176 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	07.06.2000	Albanie	02.08.2001
Algérie	09.02.2001	Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arabie saoudite	08.10.2001	Argentine	05.02.2001
Arménie	02.01.2006	Australie	19.12.2006	Autriche	04.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Belgique	08.05.2002
Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational de	06.06.2003	Bosnie-Herzégovine	05.10.2001
Botswana	03.01.2000	Brunéi Darussalam	09.06.2008	Brésil	02.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002
Bélarus	31.10.2000	Bénin	06.11.2001	Cambodge	14.03.2006
Cameroun	05.06.2002	Canada	06.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001
Centrafricaine, République	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	08.08.2002
Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004
Congo	23.08.2002	Corée, République de	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001
Croatie	17.07.2001	Côte d'Ivoire	07.02.2003	Danemark	14.08.2000
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	15.11.2000	Dominique	04.01.2001
Egypte	06.05.2002	El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	Espagne	02.04.2001	Estonie	24.09.2001
Etats-Unis	02.12.1999	Ethiopie	02.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	Gambie	03.07.2001	Ghana	13.06.2000
Grenade	14.05.2003	Grèce	06.11.2001	Guatemala	11.10.2001
Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	26.08.2008	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	Géorgie	24.07.2002	Haïti	19.07.2007
Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000	Iles Salomon	13.04.2012
Indonésie	28.03.2000	Iran, République islamique d'	08.05.2002	Iraq	09.07.2001
Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000	Israël	15.03.2005
Italie	07.06.2000	Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001
Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	10.05.2004	Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.08.2000
Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	02.06.2006
Liban	11.09.2001	Libye	04.10.2000	Libéria	02.06.2003
Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	04.10.2001
Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999	Mali	14.07.2000
Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001	Maurice	08.06.2000
Mauritanie	03.12.2001	Mexique	30.06.2000	Moldova, République de	14.06.2002
Mongolie	26.02.2001	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	06.11.2000	Niger	23.10.2000
Nigéria	02.10.2002	Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001
Népal	03.01.2002	Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001
Ouzbékistan	24.06.2008	Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000

Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Paraguay	07.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002
Philippines	28.11.2000	Pologne	09.08.2002	Portugal	15.06.2000
Pérou	10.01.2002	Qatar	30.05.2000	Roumanie	13.12.2000
Royaume-Uni	22.03.2000	Russie, Fédération de	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000
République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001	Sainte-Lucie	06.12.2000	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999
Sierra Leone	10.06.2011	Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999
Slovénie	08.05.2001	Soudan	07.03.2003	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	01.03.2001	Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006
Suède	13.06.2001	Swaziland	23.10.2002	Syrienne, République arabe	22.05.2003
Sénégal	01.06.2000	Tadjikistan	08.06.2005	Tanzanie, République-Unie de	12.09.2001
Tchad	06.11.2000	Tchèque, République	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003
Tunisie	28.02.2000	Turkménistan	15.11.2010	Turquie	02.08.2001
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	03.08.2001	Vanuatu	28.08.2006
Venezuela, République bolivarienne du	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000	Yémen	15.06.2000
Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000		

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.02.2002

26 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Azerbaïdjan	29.10.2010
----------------	------------	-----------------	------------	--------------------	------------

*Durée du congé de maternité: 365
jours calendaires*

*Durée du congé de maternité: 16
semaines*

*Les femmes ont droit à un congé de
grossesse et de maternité payé d'une
durée de 126 jours calendaires (70
jours avant l'accouchement et 56 jours
après). En cas de « naissance
anormale » ou de naissances
multiples, les femmes ont droit à un
congé d'une durée de 140 jours
calendaires (70 jours avant
l'accouchement et 70 jours après). Les
femmes travaillant dans l'agriculture
ont droit à un congé de grossesse et
de maternité d'une durée de 140 jours
calendaires (70 jours avant
l'accouchement et 70 jours après), de
156 jours calendaires en cas de «
naissance anormale » (70 jours avant
l'accouchement et 86 jours après) et
de 180 jours calendaires lors de
naissances multiples (70 jours avant
l'accouchement et 110 jours après).*

Belize	09.11.2005	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	06.12.2001
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>	
Bélarus	10.02.2004	Bénin	10.01.2012	Chypre	12.01.2005
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Cuba	01.06.2004	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Hongrie	04.11.2003
<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Le congé de maternité est de 9 mois dans le cas d'un enfant et de 12 mois dans le cas de deux ou plusieurs enfants</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>	
Italie	07.02.2001	Kazakhstan	13.06.2012	Lettonie	09.02.2009
<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>		<i>Le congé de maternité est de 18 semaines (20 semaines en cas d'accouchement obstrué ou en cas de naissance de deux enfants ou plus)</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	08.04.2008	Mali	05.06.2008
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>	

Maroc	13.04.2011	Moldova, République de	28.08.2006	Monténégro	19.04.2012
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>La période de congé de maternité est de 365 jours dès la naissance de l'enfant</i>	
Pays-Bas	15.01.2009	Roumanie	23.10.2002	Serbie	31.08.2010
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Slovaquie	12.12.2000	Slovénie	01.03.2010		
<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 105 jours</i>			

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

15 ratifications

Argentine	26.06.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Burkina Faso	28.10.2009
Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003	Ghana	06.06.2011
Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	08.04.2008	Moldova, République de	20.09.2002
Portugal	08.11.2012	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Slovaquie	14.06.2002
Suède	09.06.2004	Ukraine	01.12.2009	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

23 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	21.01.2010	Corée, République de	04.04.2007
Croatie	06.09.2011	Espagne	26.05.2011	France	27.04.2004
Hongrie	30.03.2005	Iles Marshall	24.08.2011	Indonésie	16.07.2008
Jordanie	09.08.2004	Kazakhstan	17.05.2010	Luxembourg	20.09.2011
Madagascar	06.06.2007	Moldova, République de	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004
Pakistan	21.12.2006	Philippines	19.01.2012	Russie, Fédération de	26.02.2010
Vanuatu	28.07.2006	Yémen	06.10.2008		

Application provisoire (article 9)

Lituanie	14.08.2006
-----------------	------------

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.08.2013

31 ratifications

Antigua-et-Barbuda	11.08.2011	Australie	21.12.2011	Bahamas	11.02.2008
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	12.04.2010	Bénin	13.06.2011
Canada	15.06.2010	Chypre	20.07.2012	Croatie	12.02.2010
Danemark	23.06.2011	Espagne	04.02.2010	Iles Marshall	25.09.2007
Kiribati	24.10.2011	Lettonie	12.08.2011	Libéria	07.06.2006
Luxembourg	20.09.2011	Maroc	10.09.2012	Norvège	10.02.2009
Palaos	29.05.2012	Panama	06.02.2009	Pays-Bas	13.12.2011
Philippines	20.08.2012	Pologne	03.05.2012	Russie, Fédération de	20.08.2012
Saint-Kitts-et-Nevis	21.02.2012	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	Singapour	15.06.2011
Suisse	21.02.2011	Suède	12.06.2012	Togo	14.03.2012
Tuvalu	16.02.2012				

Instrument de ratification reçu - enregistrement en attente d'information concernant la Norme A4.5 §10

Gabon 12.05.2011

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

25 ratifications

Allemagne	21.07.2010	Autriche	20.05.2011	Bosnie-Herzégovine	09.03.2010
Canada	13.06.2011	Chili	27.04.2011	Chypre	14.05.2009
Corée, République de	20.02.2008	Cuba	05.08.2008	Danemark	28.01.2009
Espagne	05.05.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Finlande	26.06.2008
Japon	24.07.2007	Malaisie	07.06.2012	Maurice	19.11.2012
Moldova, République de	12.02.2010	Niger	19.02.2009	Royaume-Uni	29.05.2008
Russie, Fédération de	24.02.2011	Serbie	16.09.2009	Singapour	11.06.2012
Slovaquie	22.02.2010	Suède	10.07.2008	Tchèque, République	13.10.2008
Togo	30.03.2012				

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96ème session de la CIT

Pas en vigueur

2 ratifications

Argentine 15.09.2011 **Bosnie-Herzégovine** 04.02.2010

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Adoptée à la 100ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.2013

3 ratifications

Maurice 13.09.2012 **Philippines** 05.09.2012 **Uruguay** 14.06.2012

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux *.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, de gouvernance ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2012. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2012 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalles réguliers, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

En 2009, une section a été ajoutée concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la commission d'experts serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La commission d'experts a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence au cours de sa 31^e session. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre «C», «R» ou «P» lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NORMLEX sont disponibles à l'adresse suivante: www.ilo.org/global/Standards.

Afghanistan

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C013 **C014** C041 C045 **C095** **C106** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C159**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 137

4 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95	96,99,100

Afrique du Sud

21 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C019 C026 C027 C041 C042 C045 C063 C080 C089 C116 **C155** **C176**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81,82(C176,R183),83-92,94-96	99,100

Albanie

44 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C016 C021 C026 C052 C058 C059 **C077** **C078** C088
C095 **C097** **C102** C112 **C131** **C135** **C141** **C143** **C147** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156**
C168 **C171** **C173** **C174** **C175** **C176** **C177** **C178** **C181** **C183** **C185**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 11, 81, 88, 97, 100, 102, 111, 122, 129, 143, 156, 168, 174, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-81,82(C176,R183),83,84(C178,P147,R186),85,87,88,90(P155),91	78,82(P081),84(C179,C180,R185,R187),86,89,90(R193,R194),92,94-96,99,100

Algérie

54 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C024 C032 C042 C044 C056
C058 C062 C063 C068 C069 C070 C071 C072 C073 C074 **C077** **C078** C080 C088
C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 C108 C119 **C120** C127 **C135**
C142 **C147** **C150** **C155** **C167** **C181**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 42, 77, 78, 87

14 rapports non reçus: Conventions nos. 17, 19, 24, 29, 32, 44, 81, 97, 100, 111, 119, 120, 127, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987
C127 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2944

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94-96,100	99

Allemagne

73 conventions en vigueur (sur 83 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C017 C018 C019 C022
C023 C024 C025 C026 C027 C042 C045 C053 C056 C062 C063 C073 C088 C092
C096 **C097** C099 C101 **C102** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** **C120** **C121** C125
C126 **C128** **C130** C132 C133 C134 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142** **C146** **C147**
C148 **C150** **C152** **C159** **C160** **C161** **C162** **C164** **C166** **C167** **C170** **C172** **C176** **C180**
C187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 29, 97, 105, 118, 138, 144, 152, 182, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002
C087 1985, 1994
C111 1988
C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56,58-72,74-76,77(C170,R177),78-92,94-96,99,100	77(C171,P089,R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

2 rapports reçus: Conventions nos. 81, 88

9 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 17, 18, 19, 27, 29, 100, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-78,79(C173),80,81,82(R183,C176),83-85,87-90	79(R180),82(P081),86,91,92,94-96,99,100

Antigua-et-Barbuda

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C012** **C014** **C017** **C019** **C094** **C101** **C108** **C131** **C135** **C142** **C150** **C151** **C154**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 81, 100, 111, 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-82,84,87,94,100	83,85,86,88-92,95,96,99

Arabie saoudite

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** **C030** **C045** **C089** **C090** **C106** **C123** **C174**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 90, 105, 111, 123

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2011

C100 1994

C111 1993, 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-92,94-96,99	100

Argentine

67 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C030 C031 C032
C033 C034 C035 C036 C041 C042 C045 C050 C052 C053 C058 C068 C071 C073
C077 C078 C079 C080 C088 C090 C095 C096 C107 C115 C124 C135 C139 C142
C150 C151 C154 C156 C159 C169 C177 C184 C188

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 27, 32, 42, 81, 87, 100, 111, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995
C087 1998, 2005, 2007
C095 1996
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2702, 2726, 2743, 2817, 2942, 2979, 2987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-90,92,94,96	91,95,99,100

Arménie

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C017 C018 C026 C094 C095 C097 C131 C132 C135 C143 C150 C151 C154

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 18, 81, 97, 98, 100, 111, 122, 143, 144, 174, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99,100	

Australie

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime**Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C002	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C015	C016	C018	C019	C021	C022	C026
C027	C042	C045	C047	C058	C063	C069	C073	C080	C083	C085	C086	C088	C092
C099	C112	C116	C123	C131	C133	C135	C137	C142	C150	C155	C156	C158	C159

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 27, 42, 81, 100, 111, 137, 155

Ile Norfolk 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 27, 42, 100

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004
C087 2006
C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Autriche

46 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C017 C018 C019 C021 C024
C025 C026 C027 C030 C033 C042 C045 C063 C080 C088 C089 **C094** **C095** C099
C101 **C102** C103 C116 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142** **C160** **C172** **C173** **C176** **C183**
C187

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 24, 25, 27, 42, 81, 100, 102, 111, 128

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Azerbaïdjan

55 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C013 **C014** C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
C079 C088 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
C126 **C131** C133 C134 **C135** **C140** **C142** **C147** **C148** **C149** **C151** **C154** **C156** **C159**
C160 **C183** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 81, 100, 111, 120, 129, 156, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C138 2011

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173),80-82,85-88,91,92	79(R180),83,84,89,90,94-96,99,100

Bahamas

32 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 **C014** C017 C019 C022 C026 C042 C045 C050 C064

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 17, 81, 88, 95, 111, 138, 144, 182

10 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 42, 87, 97, 98, 100, 105, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988

C081 1988

C105 1988

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-84,87,91,94	85,86,88-90,92,95,96,99,100

Bahreïn

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C089 **C155** **C159**

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 111

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2882

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-87	88-92,94-96,99,100

Bangladesh

33 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C045
C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C149**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 18, 19, 27, 32, 81, 87, 100, 111, 118

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998
C087 1995, 1997, 1999, 2008
C098 1987, 1994, 2004, 2006
C107 1985, 1986, 1987, 1989
C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008
C098 2006
C107 1986, 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2765

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-76,77(C171,R178),78,80,84(C178,C180,P147),85(C181),87	77(C170,P089,R177),79,81-83,84(C179,R185,R186,R187),85(R188), 86,88-92,94-96,99,100

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C017 C019 C022 C026 C042 C050 C063 C065 C074
C086 C090 **C094** **C095** **C097** C101 **C102** C108 **C115** **C118** **C128** **C135** **C147** **C172**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 26, 42, 81, 87, 90, 94, 95, 97, 98, 100, 102, 105, 108, 111, 115, 118, 128, 144, 147

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 **C014** C015 C016 C026 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059 C060
C077 **C078** C079 C088 C090 **C095** C103 **C106** C108 **C115** C116 C119 **C120** C123
C124 **C142** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C160** **C167** **C183**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 81, 87, 100, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010
C098 2006, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007
C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Belgique

81 conventions en vigueur (sur 101 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C017	C018	C019	C021	C022	C023	C026	C027	C032	C033	C041	C042	C043
C045	C050	C053	C054	C055	C056	C057	C058	C062	C064	C068	C069	C073	C074
C077	C080	C082	C084	C085	C088	C089	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099
C101	C102	C107	C112	C113	C114	C115	C120	C121	C123	C124	C125	C126	C132
C139	C140	C141	C147	C148	C149	C150	C151	C154	C155	C161	C162	C168	C171
C174	C176	C177	C180	C181									

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 81, 97, 100, 111, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197),99	95(R198),96,100

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C042
C055 C058 C088 C089 C092 **C094** **C095** **C097** C099 C101 C103 C108 **C115** C133
C134 **C135** **C140** **C141** **C147** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156** **C183**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 42, 81, 97, 100, 111, 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,84(P147),87,88	77-83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85,86,89-92,94-96,99,100

Bénin

29 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C085 **C095** **C135** **C143**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 18, 81, 100, 111, 143, 147

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2938

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Bolivia, Etat plurinational de

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 **C014** C017 C019 C020 C026 C030 C042 C045 **C077** **C078** C088 C089
C090 **C095** C096 **C102** C103 **C106** C107 C116 C117 **C118** **C120** **C121** C123 **C124**
C128 **C130** **C131** C136 **C156** **C159** **C160** **C162** **C169**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 19, 81, 100, 111, 118, 128, 129

3 rapports non reçus: Conventions nos. 102, 121, 130

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992
C077 2004
C081 1990, 1992
C087 1993, 1995, 1997, 1998
C107 1988
C122 1992
C129 1992
C131 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2956

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
---	---

31-56,58-72,74-79,80(C174),81(C175),82(C176),83(C177),84(C178,C179,C180),85(C181),87,88(C183),89(C184),91,100	80(R181),81(R182),82(P081,R183),83(R184),84(P147,R185,R186,R187),85(R188),86,88(R191),89(R192),90,92,94-96,99
---	---

Bosnie-Herzégovine

76 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	C094	C097	C102	C103	C106	C109	C113	C114	C116	C119	C121
C126	C131	C132	C135	C136	C139	C140	C142	C143	C148	C155	C156	C158	C159
C161	C162	C174	C175	C176	C177	C181	C183	C184	C185	C187	C188		

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 24, 25, 27, 32, 81, 94, 97, 100, 102, 111, 119, 121, 129, 136, 139, 143, 148, 155, 161, 162, 174, 175, 176, 177, 181, 183, 184, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2940

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80,81,82(C176,R183),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96	82(P081),90(P155),99,100

Botswana

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 **C095** **C151** **C173** **C176**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 95, 98, 100, 111, 144, 151, 173

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72,74-89,90(R193,R194),94,95	90(P155),91,92,96,99,100

Brésil

84 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C004	C005	C006	C007	C011	C012	C014	C016	C019	C021	C022	C026	C041
C042	C045	C052	C053	C058	C080	C088	C089	C091	C092	C093	C094	C095	C096
C097	C099	C101	C102	C103	C104	C106	C107	C108	C109	C110	C113	C115	C116
C117	C118	C119	C120	C124	C125	C126	C127	C131	C132	C133	C134	C135	C136
C137	C139	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C148	C151	C152	C154	C155	C158
C159	C160	C161	C162	C163	C164	C166	C167	C168	C169	C170	C171	C174	C176
C178	C185												

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

10 rapports reçus: Conventions nos. 12, 19, 42, 81, 97, 102, 118, 137, 152, 168
4 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 100, 111, 151

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005	1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C029	1992, 1993, 1996, 1997
C094	1990
C098	1989, 1991, 1998
C105	1993, 1996
C107	1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999
C111	1993, 1994, 1995, 2000
C122	1988

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2939

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50,51(C127,R128,R129,R130,R131),53(R133,R134),54-56,58-62,63(C148,R156,R157),64(C151,R158,R159),65,66,67(C154,C155,R163,R164,R165),68(C158,P110,R166),69-72,74-77,80,82(C176,R183),84(C178,R185),87,89,91	51(C128),52,53(C129,C130),63(C149),64(C150),67(C156),68(C157),78,79,81,82(P081),83,84(C179,C180,P147,R186,R187),85,86,88,90,92,94-96,99,100

Brunéi Darussalam

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	96,99,100

Bulgarie

86 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C030
C032	C034	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C042	C043	C044	C045	C049	C052
C053	C054	C055	C056	C057	C058	C059	C060	C062	C068	C069	C071	C072	C073
C075	C077	C078	C079	C080	C088	C094	C095	C102	C106	C108	C112	C113	C116
C120	C123	C124	C127	C146	C147	C156	C161	C163	C164	C166	C173	C177	C178

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

17 rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 26, 77, 78, 79, 87, 94, 98, 100, 111, 113, 124, 144, 156, 173, 177

12 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 24, 25, 27, 32, 42, 44, 81, 95, 102

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Burkina Faso

38 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C095 **C097** C101 C116 **C131** C132 **C135** **C141** **C142** **C143** **C150** **C159** **C161** **C170**
C173 **C184**

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

26 rapports reçus: Conventions nos. 6, 13, 17, 18, 19, 29, 81, 87, 95, 97, 98, 100, 105, 111, 122, 129, 131, 138, 141, 142, 144, 159, 161, 170, 182, 184

4 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 135, 143, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991
C098 1986
C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C052 C059
C062 C064 C089 C090 **C094** C101 **C135**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 11, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005
C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,95	94,96,99,100

Cambodge

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 **C150**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 100, 150

2 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2318, 2655

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Cameroun

45 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C009 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C033
C045 C050 C052 C064 C065 **C077** **C078** C089 C090 **C094** **C095** **C097** C099 C101
C106 C108 C116 C123 **C131** C132 **C135** **C143** **C146** C158 **C162**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 81, 97, 100, 111, 143

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1990
C078	1995
C087	1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003
C098	1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1999, 2000, 2003
-------------	------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2951
-----------------	------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Canada

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029	C087	C100	C105	C111	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122	C144
-------------	-------------

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C007	C008	C014	C015	C016	C022	C026	C027	C032	C045	C058	C063	C068
C069	C073	C074	C080	C088	C108	C116	C147	C160	C162	C187			

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 87, 100, 111, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1987, 1999, 2004, 2010
C122	1985, 1992
C162	2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2894, 2971, 2983
-----------------	------------------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Cap-Vert

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 C118 C155

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 19, 81, 100, 111, 118

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99,100	

Centrafricaine, République

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 C014 C017 C018 C019 C026 C033
C041 C052 C062 C067 C088 C094 C095 C099 C101 C104 C116 C117 C118 C119
C120 C131 C142 C150 C155 C158 C169

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 17, 18, 19, 81, 100, 111, 118, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990
C041 1991
C052 1991, 1992
C081 1990
C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989
C095 2006
C098 1986
C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990
C118 1991, 1992, 1993
C119 1989, 1991, 1993
C138 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989
C138 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Chili

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C022 C024 C025 C026 C027 C030 C032 C034
C035 C036 C037 C038 C042 C045 C063 C080 C103 C115 C121 C127 C131 C135
C136 C140 C151 C156 C159 C161 C162 C169 C187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 24, 25, 27, 32, 35, 36, 37, 38, 100, 111, 121, 161

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987
C003 1989
C020 1988
C030 1985, 1987
C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009
C036 1987
C037 1987
C038 1987
C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992
C122 1985, 1987

Commission d'enquête en 1974

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2814, 2884, 2885, 2904, 2912, 2936, 2963

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-82,87,95(C187,R197)	83-86,88-92,94,95(R198),96,99,100

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C045 C059 C080
C150 C155 C159 C167 C170

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 27, 32, 100, 111, 155, 167, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994
C122 2009
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C022
C023 C032 C042 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C074 C090 C092 **C097** C101
C108 **C115** **C124** C133 **C141** **C142** **C147** **C148** **C150** **C151** **C155** **C160**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 32, 42, 81, 97

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Chine - Région administrative spéciale de Macao

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C006	C014	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C027	C068	C069	C073	C074
C080	C088	C092	C106	C108	C115	C120	C148	C150	C155	C167			

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 18, 19, 27, 81, 100, 111

Chypre

53 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C144
------	------	------

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C011	C015	C016	C019	C023	C044	C045	C058	C088	C089	C090	C092	C094
C095	C097	C102	C106	C114	C116	C119	C121	C123	C124	C128	C135	C141	C142
C143	C147	C150	C151	C152	C154	C155	C158	C159	C160	C162	C171	C172	C175
C183	C187												

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 97, 100, 111, 143, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105	1990
C151	1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C129	C144
------	------	------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C030	C052
C062	C080	C088	C095	C099	C101	C104	C106	C107	C116	C136	C151	C154	C159
C160	C161	C162	C167	C169	C170	C174							

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 18, 19, 24, 25, 81, 87, 100, 111, 129, 144, 162, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003	1985, 1988, 1990
C009	1985
C017	1985, 1992
C022	1985
C087	1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009
C098	1991, 1992, 1994, 1996
C111	1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1989, 1990, 2001
-------------	------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2761, 2796, 2824, 2830, 2853, 2877, 2880, 2895, 2924, 2933, 2935, 2946, 2950, 2954, 2958, 2960, 2974, 2993
-----------------	--

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-81,82(C176,P081),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96,99,100	82(R183),90(P155)

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C014 C017 C018 C019 C026 C033 C042
C052 C077 C078 C089 C095 C099 C101 C106

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 13, 14, 17, 19, 29, 42, 77, 81, 87, 89, 98, 99, 100, 105, 106, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-78,87	79-86,88-92,94-96,99,100

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C089 **C095** C119 **C149** **C150**
C152

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 11, 13, 100, 105, 111, 119, 152, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 81

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53,54(C131,C132),55(C133,C134),56,58(C138,R146),59,60(C142,R150),61,63(C148,C149,R157),64-66,67(C154,C155,C156),68(C158),71(C160,C161),75(C167,C168),76,87	54(R135,R136),55(R137,R138,R139,R140,R141,R142),58(C137,R145),60(C141,C143,R149,R151),62,63(R156),67(R163,R164,R165),68(C157,P110,R166),69,70,71(R170,R171),72,74,75(R175,R176),77-86,88-92,94-96,99,100

Corée, République de

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 C047 C053 C073 C088 **C115** **C131** **C135** **C139** **C142** **C150** **C155**
C156 **C159** **C160** **C162** **C170** **C185** **C187**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 111, 131, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2620

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99,100	

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1944

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 C014 C016 C026 C045 C088 C089 C090 C092 C094 C095 C096
C099 C101 C102 C106 C107 C112 C113 C114 C117 C120 C127 C130 C131 C134
C135 C137 C141 C145 C147 C148 C150 C159 C160 C169

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 81, 96, 98, 100, 102, 111, 129, 130, 137

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2778, 2929, 2975, 2992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 C014 C018 C019 C026 C033 C041 C045 C052
C095 C096 C099 C110 C116 C133 C135 C136 C159

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 11, 18, 19, 81, 100, 111, 129, 133

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2002
C052	1992
C087	1995
C135	1995, 1998
C136	1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99,100

Croatie

59 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129**

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C024
C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C090	C091	C092	C102
C103	C106	C109	C113	C116	C119	C121	C132	C135	C136	C139	C147	C148	C155

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 24, 25, 27, 32, 81, 87, 90, 100, 102, 105, 111, 113, 119, 121, 122, 129, 148, 156, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098	1995
C102	1998
C162	2003, 2006, 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85,87,91,94	86,88-90,92,95,96,99,100

Cuba

76 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C026	C027	C030	C032	C033	C042
C045	C046	C052	C053	C058	C059	C060	C063	C067	C072	C077	C078	C079	C080
C088	C089	C090	C091	C092	C093	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C103	C104
C106	C107	C108	C110	C112	C113	C116	C120	C131	C135	C136	C137	C140	C141
C142	C145	C148	C150	C151	C152	C155	C159	C183	C187				

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 27, 42, 81, 87, 97, 100, 111, 137, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1992, 1993
C087	1991, 1992, 1993, 2003
C111	1991, 1992, 1994, 1995, 1996
C122	1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Danemark

64 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
-------------	-------------	-------------	-------------

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C011	C012	C014	C015	C016	C018	C019	C021
C027	C032	C042	C052	C053	C058	C062	C063	C073	C080	C088	C092	C094	C102
C106	C108	C112	C115	C116	C118	C119	C120	C126	C130	C133	C134	C135	C139
C141	C142	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C155	C159	C160	C162	C163	C167
C169	C180	C187											

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 12, 27, 42, 81, 100, 102, 111, 118, 126, 129, 130, 141, 152

Groenland 7 rapports demandés

5 rapports reçus: Conventions nos. 5, 6, 11, 19, 87

2 rapports non reçus: Conventions nos. 122, 126

Iles Féroé 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 18, 19, 27

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986
C098 1985, 1986, 1989
C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C005 C006 C009 C010 C011 C012 C013 C014 C015 C016 C017 C018
C019 C022 C023 C024 C026 C033 C035 C036 C037 C038 C043 C044 C045 C049
C052 C053 C055 C056 C058 C063 C069 C071 C073 C077 C078 C088 C089 C091
C094 C095 C096 C099 C101 C106 C108 C115 C120 C123 C124 C125 C126

48 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 29, 37, 38, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 81, 87, 88, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 105, 106, 108, 111, 115, 120, 122, 124, 125, 126, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006
C087 1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2753

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64,65,67,71,72,83,87	66,68-70,74-82,84-86,88-92,94-96,99,100

Dominicaine, République

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C007 C010 C019 C026 C045 C052 C077 C079 C080 C088 C089 C090

C095 C104 C106 C107 C119 C150 C159 C167 C170 C171 C172

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 26, 29, 77, 81, 95, 98, 100, 111, 144, 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991
 C081 1990
 C087 1989, 1991
 C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991
 C098 1987, 1988, 1989, 1991
 C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
 C111 2004, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989
 C098 1987, 1988
 C105 1987, 1988, 1989

Commission d'enquête en 1981

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2786

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100

Dominique

26 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 **C014** C016 C019 C022 C026 **C094** **C095** **C097** C108 **C135** **C147**
C150 **C169**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 12, 81, 100

5 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 94, 97, 98, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-79,87	80-86,88-92,94-96,99,100

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C009	C011	C014	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C030	C041	C045
C052	C053	C055	C056	C062	C063	C068	C069	C071	C073	C074	C080	C088	C089
C092	C094	C095	C096	C101	C104	C106	C107	C115	C116	C118	C131	C134	C135
C137	C139	C142	C145	C147	C148	C149	C150	C152	C159	C166			

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 18, 19, 81, 87, 100, 111, 118, 129, 137, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1987, 2008, 2010
C098	1985
C111	1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

El Salvador

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C012	C077	C078	C088	C099	C104	C107	C131	C135	C141	C142	C150	C151	C155
C156	C159	C160											

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 81, 100, 111, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105	1990
C111	2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2871, 2893, 2896, 2897, 2908, 2909, 2923, 2930, 2932, 2957, 2980, 2985, 2986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-61,63(C149),64,67(R164,R165,C155,C156),69(R168,C159), 71,72,74-81,87,90(P155)	62,63(R156,R157,C148),65,66,67(R163,C154),68,69(R167),70,82-86, 88,89,90(R193,R194),91,92,94-96,99,100

Emirats arabes unis

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C089

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,95,96	94,99,100

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C011	C024	C026	C035	C037	C039	C045	C077	C078	C086	C088	C095	C097
C101	C102	C103	C104	C106	C107	C110	C112	C113	C114	C115	C116	C117	C118
C119	C120	C121	C123	C124	C127	C128	C130	C131	C136	C139	C141	C142	C148
C149	C152	C153	C159	C162	C169								

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 81, 97, 100, 102, 111, 118, 121, 123, 128, 130, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078 1985, 2005

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998

C098 1985, 1987, 1999

C103 1985, 1986, 1991
C105 1987, 1988, 1989, 1993
C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989
C098 1987
C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2684, 2926, 2928, 2970

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-88,90(P155),91,92,94,95,100	89,90(R193,R194),96,99

Erythrée

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94,95	96,99,100

Espagne

110 conventions en vigueur (sur 133 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028	C030
C031	C032	C033	C034	C042	C044	C045	C046	C048	C052	C053	C055	C056	C058
C059	C060	C062	C063	C068	C069	C070	C073	C074	C077	C078	C079	C080	C088
C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102	C103	C106	C108
C109	C112	C113	C114	C115	C116	C117	C119	C120	C123	C124	C126	C127	C131

C132	C134	C135	C136	C137	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C148	C150	C151
C152	C153	C154	C155	C156	C157	C158	C159	C160	C162	C163	C164	C165	C166
C169	C172	C173	C176	C180	C181	C185	C187						

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 27, 77, 78, 79, 87, 88, 90, 94, 95, 97, 98, 114, 122, 123, 124, 131, 137, 152, 158, 173, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1992
C097	2001
C122	1985, 1988, 1995
C136	1992
C155	2007
C158	1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2918, 2947

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-87,89,90(R193,R194),91,92,94,95,99	88,90(P155),96,100

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C019
C020	C022	C023	C027	C041	C045	C053	C108	C135	C147	C174			

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 81, 100, 111, 129

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99,100	

Etats-Unis

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C105 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C053 C054 C055 C057 C058 C074 C080 **C147** **C150** **C160** **C176**

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002
C144 2005, 2007
C182 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99,100	

Ethiopie

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 **C014** C080 C088 C096 **C106** C116 **C155** **C156** C158 **C159** **C181**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 87, 100, 111, 156

1 rapports non reçus: Conventions nos. 11

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009
C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2516

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
---	---

Ex-République yougoslave de Macédoine

73 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	C094	C097	C102	C103	C106	C109	C113	C114	C116	C119	C121
C126	C131	C132	C135	C136	C139	C140	C142	C143	C148	C155	C156	C158	C159
C161	C162	C177	C181	C183	C187								

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 87, 90, 94, 97, 98, 122, 131, 143

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2984

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

80-83,85,87,88,95(C187,R197)

84,86,89-92,94,95(R198),96,99,100

Fidji

32 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005	C008	C011	C012	C019	C026	C045	C050	C058	C059	C064	C065	C084	C085
C086	C108	C142	C149	C155	C159	C169	C172	C178	C181	C184			

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 81, 87, 100, 111, 122, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1996, 2002

C111 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72,74-82,84(C178,R185),87,89	83,84(C179,C180,P147,R186,R187),85,86,88,90-92,94-96,99,100

Finlande

82 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C007	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C017	C018	C019	C020
C021	C022	C027	C030	C032	C034	C042	C045	C047	C052	C053	C062	C063	C072
C073	C075	C080	C088	C091	C092	C094	C096	C108	C115	C116	C118	C119	C120
C121	C124	C128	C130	C132	C133	C134	C135	C136	C137	C139	C140	C141	C142
C145	C146	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C154	C155	C156	C158	C159	C160
C161	C162	C163	C164	C167	C168	C173	C175	C176	C177	C178	C179	C180	C181
C184	C187												

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 27, 81, 100, 111, 118, 121, 128, 129, 130, 137, 152, 168

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100

France

104 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C026	C027	C032	C033	C035	C036
C037	C038	C041	C042	C043	C044	C045	C049	C052	C053	C054	C055	C056	C058
C062	C063	C068	C069	C070	C071	C072	C073	C074	C075	C077	C078	C080	C082
C084	C085	C088	C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102
C106	C108	C109	C112	C113	C114	C115	C116	C118	C120	C123	C124	C125	C126

C127	C131	C133	C134	C135	C136	C137	C139	C140	C141	C142	C145	C146	C147
C148	C149	C152	C156	C158	C159	C163	C164	C166	C178	C179	C180	C185	

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

10 rapports reçus: Conventions nos. 27, 81, 97, 100, 111, 113, 114, 125, 126, 129

2 rapports non reçus: Conventions nos. 137, 152

Nouvelle-Calédonie 12 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 24, 42, 44, 81, 100, 111, 115, 120, 129

Polynésie française 32 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 5, 6, 10, 11, 12, 17, 19, 24, 33, 37, 38, 42, 44, 77, 78, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 111, 115, 122, 123, 124, 125, 126, 129, 131, 141, 144

Terres australes et antarctiques françaises 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 98, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2749, 2931

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Gabon

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C004	C005	C006	C010	C011	C012	C013	C014	C019	C026	C033	C041	C045
C052	C095	C096	C099	C101	C106	C123	C124	C135	C150	C151	C154	C158	

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 19, 29, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991

C182 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2914

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-81,82(C176),83(C177),84,85(C181),87,89(C184),91,9 4	82(P081,R183),83(R184),85(R188),86,88,89(R192),90,92,95,96,99,1 00

Gambie

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92,94-96	99,100

Géorgie

16 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C052 C088 C117 C142 C151 C163 C181

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 52, 98, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85-87,100	80-84,88-92,94-96,99

Ghana

47 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C008	C011	C014	C015	C016	C019	C022	C023	C026	C030	C045	C050	C058
C059	C064	C065	C069	C074	C088	C089	C090	C092	C094	C096	C103	C106	C107
C108	C115	C116	C117	C119	C120	C147	C148	C149	C150	C151	C184		

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 11, 26, 87

14 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 29, 74, 81, 90, 92, 94, 98, 100, 105, 111, 115, 119, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	1989
C030	1989
C087	1991
C111	1986
C119	1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C011	C013	C014	C015	C016
C017	C019	C023	C027	C041	C042	C045	C052	C055	C058	C062	C068	C069	C071
C073	C077	C078	C080	C088	C089	C090	C092	C095	C102	C103	C106	C108	C115
C124	C126	C133	C134	C135	C136	C141	C142	C147	C149	C150	C151	C154	C156

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 17, 19, 27, 29, 42, 77, 78, 81, 87, 90, 95, 98, 100, 102, 105, 111, 122, 124, 126, 138, 141, 144, 150, 154, 156, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1989
C087	1985, 1987, 1989, 1995
C090	1985
C098	1989, 1991, 2011

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Grenade

27 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 **C007** **C008** **C010** **C011** **C012** **C014** **C015** **C016** **C019** **C026** **C050** **C058** **C064**
C065 **C086** **C094** **C095** **C097** **C099** **C108** **C155**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 11, 16, 81, 87, 100, 105, 144

13 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 26, 29, 94, 95, 97, 98, 99, 108, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94,95	96,99,100

Guatemala

69 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C010** **C011** **C013** **C014** **C015** **C016** **C019** **C026** **C030** **C045** **C050** **C058** **C059**
C062 **C063** **C064** **C065** **C077** **C078** **C079** **C080** **C086** **C088** **C089** **C090** **C094** **C095**
C096 **C097** **C099** **C101** **C103** **C104** **C106** **C108** **C109** **C110** **C112** **C113** **C114** **C116**
C117 **C118** **C119** **C120** **C124** **C127** **C131** **C141** **C148** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160**
C161 **C162** **C163** **C167** **C169**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 87, 97, 105, 118, 127, 138, 144, 161, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010, 2011
C098	1985, 1986, 2003, 2006, 2007
C105	1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1985, 2011
C098	1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2203, 2445, 2609, 2673, 2708, 2768, 2811, 2869, 2927, 2948, 2959, 2967, 2978, 2989

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Guinée

51 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 C014 C016 C017 C018 C026 C033 C041
C045 C052 C062 C089 C090 C094 C095 C099 C112 C113 C114 C115 C117 C118
C119 C120 C121 C132 C133 C134 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C149
C150 C151 C152 C156 C159

48 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

22 rapports reçus: Conventions nos. 13, 16, 26, 29, 81, 87, 95, 98, 99, 100, 111, 114, 119, 120, 122, 132, 134, 138, 144, 149, 150, 182

26 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 11, 14, 45, 62, 89, 90, 94, 105, 113, 115, 117, 118, 121, 133, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 151, 152, 156, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105	1985
C111	1985
C139	1989, 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2913

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56,58-72,74-83,87	84-86,88-92,94-96,99,100

Guinée - Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

2 rapports reçus: Conventions nos. 138, 182

8 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 17, 18, 19, 27, 29, 81, 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99,100

Guinée équatoriale

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** C030 C068 C092 C103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 68, 87, 92, 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72,74-79,84,87	80-83,85,86,88-92,94-96,99,100

Guyana

42 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C010 C011 C012 C015 C019 C026 C042 C045 C050 C064 C065
C086 **C094** **C095** **C097** C108 **C115** **C131** **C135** C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142**
C149 **C150** **C151** **C155** **C166** **C172** **C175**

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

15 rapports reçus: Conventions nos. 2, 19, 42, 45, 81, 97, 98, 136, 142, 144, 150, 166, 172, 175, 182

21 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 29, 87, 94, 95, 100, 105, 108, 111, 115, 129, 131, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 149, 151

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94,95	96,99,100

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C012 **C014** C017 C019 C024 C025 C030 C042 C045 **C077** **C078** C090
C106 C107

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 87, 90, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C087 1988, 1989
C098 1989
C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-66,67(C156,R165),69-72,74,75(C167),87	67(C154,C155,R163,R164),68,75(C168,R175,R176),76-86,88-92,94-96,99,100

Honduras

25 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1955

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C027 C032 C042 C045 C062 C078 C095 C102 C106 C108 C116 C127 C169

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 29, 32, 42, 87, 98, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992

C122 1997, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
38-56,58-72,74-92	94-96,99,100

Hongrie

59 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C006 C007 C010 C012 C013 C014 C015 C016 C017 C018 C019
C021 C024 C026 C027 C041 C042 C045 C048 C052 C062 C077 C078 C088 C095
C099 C101 C103 C115 C123 C124 C127 C132 C135 C136 C139 C140 C141 C142
C145 C147 C148 C151 C154 C155 C159 C160 C161 C163 C164 C165 C166 C167

C175 C181 C183 C185

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 12, 17, 19, 24, 26, 27, 29, 42, 77, 78, 87, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 122, 124, 138, 141, 144, 160, 175, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Iles Marshall

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99,100

Iles Salomon

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 C014 C016 C019 C026 C042 C045 C084 C094 C095 C108

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 19, 26, 84, 94, 95

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74,87	70-72,75-86,88-92,94-96,99,100

Inde

41 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C004	C005	C006	C011	C014	C015	C016	C018	C019	C021	C022	C026
C027	C032	C041	C042	C045	C080	C088	C089	C090	C107	C108	C115	C116	C118
C123	C127	C136	C141	C142	C147	C160	C174						

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 27, 29, 32, 42, 105, 118, 122, 127, 144, 174

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008
C100	1988, 1991, 2010
C107	1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997
C111	2007
C141	1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029	1994
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2962, 2991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Indonésie

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C019 C027 C045 C069 C088 **C106** **C120** **C185**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 27, 29, 87, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2004
C098	1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998
C105	2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Iran, République islamique d'

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 **C019** **C095** **C104** **C106** **C108** **C142**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 95, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1987
C095	2005, 2007
C111	1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111	1985, 1996, 1997, 2009
-------------	------------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2508, 2807

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,94-96	90(P155),99,100

Iraq

61 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C008	C011	C013	C014	C015	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C027
C030	C041	C042	C052	C058	C059	C077	C078	C080	C088	C089	C092	C093	C094
C095	C106	C107	C108	C109	C115	C116	C118	C119	C120	C131	C132	C135	C136
C137	C139	C140	C142	C145	C146	C147	C148	C149	C150	C152	C153	C167	C172

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 17, 19, 27, 29, 42, 77, 78, 98, 105, 118, 119, 120, 135, 137, 138, 144, 152, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095	1989, 1990, 1992
C098	2008
C105	1989, 1991, 1992
C111	1993
C118	1993, 1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2740

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,89	88,90-92,94-96,99,100

Irlande

59 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C144
------	------	------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C010	C011	C012	C014	C015	C016	C018	C019
C020	C021	C022	C023	C026	C027	C028	C032	C041	C042	C043	C044	C045	C049
C053	C062	C063	C068	C069	C073	C074	C080	C088	C089	C092	C096	C099	C102
C108	C116	C118	C121	C124	C132	C139	C142	C147	C155	C159	C160	C172	C176
C177	C178	C179	C180										

37 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

30 rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 14, 26, 29, 62, 81, 87, 96, 98, 99, 100, 102, 105, 111, 118, 121, 122, 124, 132, 138, 139, 144, 155, 160, 176, 177, 180, 182

7 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 27, 32, 88, 142, 159, 179

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023	1985, 1991
C100	1985
C105	1985, 1991
C122	1985
C144	1985

C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,100	88-92,94-96,99

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C058 C091 C102 C108 C139 C147 C155 C156 C159

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 11, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 129, 138, 144, 156, 159

2 rapports non reçus: Conventions nos. 102, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Israël

45 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C009 C010 C014 C019 C020 C030 C048 C052 C053 C077 C078 C079
C088 C090 C091 C092 C094 C095 C096 C097 C101 C102 C106 C112 C116 C117
C118 C133 C134 C136 C141 C142 C147 C150 C160 C181

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 97, 102, 105, 118, 138, 144, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Italie

93 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C018	C019	C022	C023	C026	C027	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040
C042	C044	C045	C048	C052	C053	C055	C058	C059	C060	C068	C069	C071	C073
C074	C077	C078	C079	C080	C088	C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097
C099	C101	C102	C103	C106	C108	C109	C112	C114	C115	C117	C118	C119	C120
C123	C124	C127	C132	C133	C134	C135	C136	C137	C139	C141	C142	C143	C145
C146	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C159	C160	C164	C167	C170	C175	C181
C183	C189												

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 27, 29, 97, 105, 137, 138, 143, 144, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988
C122 1991, 2007
C143 2009
C147 1995

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2953

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C008 C011 C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064 C065 C086 **C094** **C097**
C117 **C149** **C150** **C152**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 94, 97, 105, 138, 144, 152, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1990, 1993
C087 1985, 1987
C098 1987
C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-91	92,94-96,99,100

Japon

41 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026 C027
C042 C045 C050 C058 C069 C073 C080 C088 C096 **C102** **C115** C116 C119 **C120**
C121 **C131** C134 **C139** **C142** **C147** **C156** **C159** **C162** **C181** **C187**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 27, 29, 102, 121, 131, 138, 144, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008
C098 1985, 1987, 2002
C100 1993, 1994, 2007
C156 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2177, 2183

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C106 C116 C117 C118 C119 C120 C123 C124 C135 C142 C147 C150 C159 C185

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 118, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2977

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-91	92,94-96,99,100

Kazakhstan

20 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C135 C148 C155 C156 C162 C167 C183 C185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111, 122, 144

4 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 167, 182, 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176,R183),87,88,91	80,81,82(P081),83-86,89,90,92,94-96,99,100

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C027 C032 C045 C050
C058 C059 C063 C064 C065 C086 C088 C089 **C094** **C097** C099 C112 **C118** C123
C131 C132 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C143** **C146** **C149**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 19, 27, 29, 32, 81, 94, 97, 99, 105, 129, 131, 137, 138, 143, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Kirghizistan

53 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C014** C016 C017 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
C079 C090 C092 **C095** **C097** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
C126 **C131** C133 C134 **C142** **C147** **C148** **C149** **C150** **C154** **C157** **C159** **C160** **C184**

45 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

36 rapports reçus: Conventions nos. 16, 17, 23, 27, 29, 32, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 92, 95, 97, 100, 105, 108, 111, 113, 120, 122, 124, 126, 131, 133, 134, 144, 147, 149, 150, 154, 159, 160, 182

9 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 90, 98, 115, 119, 138, 148, 157, 184

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87,89	79-86,88,90-92,94-96,99,100

Kiribati

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2794

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	88-92,95,96,99,100

Koweït

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C030 C052 C089 **C106** C116 C117 C119 C136 **C159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 136, 138, 144, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-76,78,79,80(C174),81-85,87,88,90,91	77,80(R181),86,89,92,94-96,99,100

Lao, République démocratique populaire

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 29, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-81,82(C176,R183),83-92,94-96,99,100	82(P081)

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 **C014** C019 C026 C045 C064 C065 **C135** **C150** **C155** C158 **C167**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 11, 26, 29, 105, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96	99,100

Lettonie

49 conventions en vigueur (sur 52 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C024 **C106** C108 **C115** C119 **C120** **C131** C132 C133 **C135** **C142** **C147**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 29, 105, 131, 138, 144, 173, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96	99,100

Liban

49 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C009 **C014** C015 C017 C019 C026 C030 C045 C052 C058 C059 C071
C073 C074 **C077** **C078** C088 C089 C090 **C095** **C106** C109 **C115** **C120** C127 **C131**
C133 C136 **C139** **C142** **C147** **C148** **C150** **C152** **C159** **C170** **C172** **C174** **C176**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 17, 19, 29, 81, 105, 122

10 rapports non reçus: Conventions nos. 59, 71, 77, 78, 90, 95, 131, 138, 152, 182

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2945, 2952, 2961

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Libéria

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C022 C023 C053 C055 C058 C065 C092 C104 C108 **C110** C112 C113 C114 C133

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

10 rapports reçus: Conventions nos. 23, 29, 81, 87, 98, 105, 111, 112, 113, 144

4 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 114, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987
C055 1988, 1990
C087 1985, 1987, 1990
C098 1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-76,77(C170,C171,R177,R178),78-81,82(C176,R183), 83-87,91,94	77(P089),82(P081),88-90,92,95,96,99,100

Libye

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 **C014** C026 C052 C053 C059 C088 C089 **C095** C096 **C102** C103 C104
C118 **C121** **C128** **C130** **C131**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 53, 81, 88, 95, 102, 105, 118, 121, 122, 128, 130, 131, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985
C029 1992
C081 1988, 1991, 1992
C095 1996, 2006
C105 1987, 1990, 1991, 1992
C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99,100

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C019 C024 C027 C047 C073 C079 C080 C088 C090
C108 C116 C127 **C131** **C135** **C142** **C147** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160** **C171** **C173**
C181 **C183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 29, 79, 90, 105, 131, 138, 144, 173, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 27

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2907

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99	100

Luxembourg

86 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C028
C030 C042 C045 C053 C055 C056 C059 C060 C068 C069 C073 C074 **C077** **C078**
C079 C080 C088 C089 C090 C092 C096 **C102** C103 C108 **C115** C116 C119 **C120**
C121 C127 **C130** C132 C133 **C135** C136 **C139** **C142** **C146** **C147** **C148** **C149** **C150**
C151 **C155** C158 **C159** **C161** **C162** **C166** **C167** **C170** **C171** **C172** **C174** **C175** **C176**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 9, 16, 22, 23, 26, 27, 29, 53, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 90, 92, 105, 111, 129, 133, 138, 147, 166, 178, 180, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C052 C088 C089
C095 **C097** C101 C116 C117 **C118** C119 **C120** C123 **C124** C127 C132 **C159** **C171**
C173 **C185**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 19, 26, 29, 95, 97, 105, 124, 138, 144, 173, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986
C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-89,91	90,92,94-96,99,100

Malaisie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C050 C064 C065 C088 **C095** C119 C123 **C187**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 29, 123, 138, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 95, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011	1991, 1992
C012	1991, 1992
C019	1996, 1998
C097	1996, 1997, 1998
C098	1985, 1992, 1994, 1999
C105	1990
C138	2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197)	95(R198),96,99,100

Malaisie - Péninsulaire

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C017 C019 C045

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C019	2011
C105	1986

Malaisie - Sabah

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C086 **C094** C097

Malaisie - Sarawak

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C086 **C094**

Malawi

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C097** C099 C104 C107
C149 **C150** C158 **C159**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 19, 26, 29, 81, 97, 98, 99, 105, 129, 138, 144, 150, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1986
-------------	------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Maldives, République des

Ninguna conventions en vigueur (sur 0 ratifiées)

Membre depuis 2009

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99,100

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 C014 C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052 C095
C135 C141 C150 C151 C159 C183

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 17, 18, 19, 26, 29, 95, 105, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-83,84(R185,R186,R187,C178,C179,C180),85,87-89,90(R193,R194),91	84(P147),86,90(P155),92,94-96,99,100

Malte

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C004	C005	C007	C008	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C019
C021	C022	C026	C032	C035	C036	C042	C043	C045	C049	C053	C062	C073	C074
C077	C078	C088	C089	C095	C096	C099	C106	C108	C117	C119	C124	C127	C131

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 29, 42, 81, 105, 129, 138, 141, 148, 182

8 rapports non reçus: Conventions nos. 32, 77, 78, 95, 96, 98, 124, 131

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94,95	96,99,100

Maroc

56 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129**

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C011	C012	C013	C014	C015	C017	C018	C019	C022	C026	C027	C030
C041	C042	C045	C052	C055	C065	C080	C094	C099	C101	C104	C106	C108	C116
C119	C135	C136	C145	C146	C147	C150	C154	C158	C162	C163	C164	C166	C178

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 27, 29, 94, 99, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992
C029 1992
C052 1989
C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998
C105 1992
C136 1988, 1993
C182 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Maurice

39 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C032 C042
C050 C058 C059 C063 C064 C065 C074 C084 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C099
C108 C137 **C150** **C154** **C156** **C159** **C160** **C175** **C187** **C189**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 19, 32, 94, 97, 138, 160, 182

7 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 29, 95, 99, 105, 137, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987

C026 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2969

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Mauritanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C015 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C033 C041 C052 C053 C058 C062 C084 C089 C090 C091 **C094** **C095** C096 C101
C102 C112 C114 C116 **C118**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 26, 29, 81, 90, 94, 95, 105

6 rapports non reçus: Conventions nos. 33, 112, 114, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010

C081	1986, 2000
C087	1986, 1987, 1993
C095	1995
C100	2009
C111	1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029	2003
-------------	------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-80,81(C175),82(C176,R183),83,84(C178,C179,C180, R185,R186,R187),85-91	81(R182),82(P081),84(P147),92,94-96,99,100

Mexique

73 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

C029 C087 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C006	C007	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C019	C021	C022	C023
C026	C027	C030	C032	C034	C042	C043	C045	C046	C049	C052	C053	C054	C055
C056	C058	C062	C063	C080	C090	C095	C096	C099	C102	C106	C107	C108	C109
C110	C112	C115	C116	C118	C120	C123	C124	C131	C134	C135	C140	C141	C142
C150	C152	C153	C155	C159	C160	C161	C163	C164	C166	C167	C169	C170	C172
C173													

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

15 rapports reçus: Conventions nos. 27, 29, 90, 95, 102, 105, 123, 124, 131, 144, 150, 152, 155, 173, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 71

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1995
C102	1999
C111	2006
C155	1996, 2010, 2011
C169	1995, 2000
C182	2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2694, 2919, 2920, 2973, 2981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(P155,R194),91,94	90(R193),92,95,96,99,100

Moldova, République de

40 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C047 C088 C092 **C095** **C097** C099 C103 C108 C117 C119 C127 **C131** C132
C133 **C135** **C141** **C142** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C160** **C181** **C183** **C184**
C185 C187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 29, 95, 97, 105, 131, 138, 144, 182, 187

1 rapports non reçus: Conventions nos. 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91,95(C187,R197)	92,94,95(R198),96,99,100

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C059 C103 C123 **C135** **C155** **C159**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 111

4 rapports non reçus: Conventions nos. 123, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56,58-72,74-81,82(R183,C176),83-92,94-96,99,100	82(P081)

Monténégro

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
 C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
 C090 C091 C092 **C097** **C102** C103 **C106** C113 C114 C116 C119 **C121** C126 **C131**
 C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C155** **C156** C158 **C159** **C161** **C162**
C183

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 29, 90, 97, 105, 131, 138, 143, 144, 182

4 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 32, 114, 126

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
96,99	100

Mozambique

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C017 C018 C030 C088

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99,100

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C041 C042 C052 C063

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 19, 26, 27, 29, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011
C052 1987
C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999
C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Namibie

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C150 C158

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 138, 144, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 100, 105

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96	99,100

Népal

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C131 C169

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 131, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94,95	96,99,100

Nicaragua

55 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C028
C030 C045 C063 C077 C078 C088 C095 C110 C115 C117 C119 C127 C131 C135
C136 C137 C139 C140 C141 C142 C146 C169

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

13 rapports reçus: Conventions nos. 6, 27, 29, 77, 95, 105, 111, 131, 137, 138, 144, 169, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 78

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2916

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C065 **C095** **C102** C104
C116 C117 C119 **C131** **C135** **C142** **C148** **C154** **C155** **C156** C158 **C161** **C187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 29, 81, 95, 105, 131, 138, 148, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004
C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87,88,95(C187,R197)	83-86,89-92,94,95(R198),96,99,100

Nigéria

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C009 C011 C015 C016 C019 C026 C032 C045 C050 C058 C059 C064 C065
C088 **C094** **C095** **C097** C104 C116 C123 C133 C134 C137 **C155** **C159** **C178** **C179**
C185

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

20 rapports reçus: Conventions nos. 19, 29, 32, 45, 87, 88, 97, 98, 100, 105, 111, 123, 133, 134, 138, 144, 155, 178, 179, 182

10 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 11, 16, 26, 81, 94, 95, 137, 159, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	2009
C087	1986, 1991, 1995, 1996, 1997, 2011
C105	1990
C134	1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1995, 1996, 1997
-------------	------------------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,95	94,96,99,100

Norvège

91 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C018	C019
C021	C022	C024	C025	C026	C027	C030	C032	C034	C042	C043	C044	C047	C049
C050	C053	C056	C058	C059	C063	C068	C069	C071	C073	C075	C080	C088	C090
C091	C092	C094	C095	C096	C097	C101	C102	C108	C109	C112	C113	C115	C116
C118	C119	C120	C126	C128	C130	C132	C133	C134	C135	C137	C139	C141	C142
C143	C145	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C154	C155	C156	C159	C160	C162

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 27, 29, 90, 94, 95, 97, 105, 129, 137, 138, 143, 144, 152, 168, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111	1985
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2943
-----------------	------

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C008	C009	C010	C011	C012	C014	C015	C016	C017	C021	C022	C023
C026	C030	C032	C041	C042	C044	C045	C047	C049	C050	C052	C053	C058	C059
C060	C063	C064	C065	C068	C069	C074	C080	C082	C084	C088	C089	C092	C097
C099	C101	C104	C116	C133	C134	C145	C155	C160					

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 26, 29, 32, 59, 97, 99, 105, 144, 182

Tokélaou 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017	1997
C026	1998
C081	1996
C088	1985
C100	1994
C122	1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Oman

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

C029 C105 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,95(R197,R198),99	94,95(C187),96,100

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 **C094** **C095** C123
C124 **C143** **C154** C158 **C159** **C162**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 17, 26, 29, 94, 95, 122, 158

15 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 45, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 123, 124, 143, 144, 154, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99,100

Ouzbékistan

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C047 C052 C103 **C135** **C154**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 98, 122, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C182 2011

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99,100	

Pakistan

33 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C041
C045 C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C159** **C185**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 18, 19, 27, 29, 32, 59, 81, 87, 90, 96, 98, 105, 118, 138, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992
C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999
C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009, 2011
C096 1985, 1986, 1987
C098 1992, 2003, 2006
C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002
C107 1989
C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988
C087 1987, 1988
C105 1986, 1987, 1988
C111 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2855, 2889, 2902, 2964

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-80,87,91	81-86,88-90,92,94-96,99,100

Palaos

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2012

Convention du travail maritime

Panama

69 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C015	C016	C017	C019	C020	C021	C022
C023	C026	C027	C030	C032	C042	C043	C045	C052	C053	C055	C056	C058	C063
C064	C065	C068	C069	C071	C073	C074	C077	C078	C080	C086	C088	C089	C092
C094	C095	C096	C104	C107	C108	C110	C112	C113	C114	C116	C117	C119	C120

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 26, 27, 32, 42, 77, 78, 81, 87, 95, 98, 124, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 88, 94, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008	1987
C022	1985, 1987
C023	1985
C029	1992, 1995
C032	1987
C053	1985, 1987
C055	1987, 1988, 1992
C068	1985, 1987
C087	1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009, 2011
C092	1987
C098	1991, 2000
C126	1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1991
C098	1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2706, 2921, 2922

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,88(R191),89(R192),90(R193,R194),92,94	88(C183),89(C184),90(P155),91,95,96,99,100

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C010 C011 C012 C018 C019 C022 C026 C027 C042 C045 C085
C099 C103 C158

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 27, 87, 98, 99, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-87	88-92,94-96,99,100

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C026 C030 C052 C059 C060 **C077** **C078** C079 C089 C090 **C095**
C099 C101 **C106** C107 **C115** C116 C117 C119 **C120** C123 **C124** **C156** **C159** **C169**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

13 rapports reçus: Conventions nos. 26, 59, 77, 78, 87, 90, 95, 98, 99, 122, 123, 124, 169

1 rapports non reçus: Conventions nos. 79

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996
C029 2008
C079 2002
C081 1992
C087 1985, 1992, 1993
C090 2002
C098 1985, 1993
C169 2003, 2006
C182 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,100	99

Pays-Bas**86 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)****Membre depuis 1919****Conventions fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime**Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016
C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C032	C033	C041	C042
C044	C045	C048	C058	C062	C063	C068	C069	C070	C071	C073	C074	C080	C088
C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102	C103	C106	C112
C113	C114	C115	C116	C118	C121	C123	C124	C126	C128	C130	C131	C133	C135
C137	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C150	C151	C152	C154	C155	C156	C159

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 29, 90, 94, 95, 97, 105, 124, 131, 138, 144, 152, 159, 182

Aruba 9 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 90, 94, 95, 105, 131, 138, 144, 182

Curaçao 14 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 11, 12, 17, 25, 29, 33, 42, 81, 90, 94, 95, 105, 118

Sint-Maarten 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 29, 33, 90, 94, 95, 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1989
C087	1985, 1987, 1989, 1991
C103	2004
C122	1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95(R198),96	95(C187,R197),99,100

Pérou

67 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C008	C009	C010	C011	C012	C014	C019	C020	C022	C023	C024	C025
C026	C027	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041	C044	C045	C052	C053
C055	C056	C058	C059	C062	C067	C068	C069	C070	C071	C073	C077	C078	C079
C080	C088	C090	C099	C101	C102	C106	C107	C112	C113	C114	C127	C139	C147
C151	C152	C156	C159	C169	C176	C178							

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 59, 71, 77, 78, 79, 87, 90, 98, 99, 112, 113, 122, 152, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001	1985
C024	1985
C025	1985
C029	1992, 1993, 1999
C035	1994, 1996
C036	1996
C037	1996
C038	1996
C039	1996
C040	1996
C068	1985, 1986, 1988
C087	1990, 1991
C098	1991, 2001
C102	1997, 2002, 2005
C105	1985, 1990, 1992
C122	1994, 1998
C139	1992
C169	2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2813, 2816, 2826, 2874, 2883, 2900, 2910, 2911, 2915, 2941, 2965, 2966, 2982

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-83,84(C178,R185,R186),85-87,88(C183),90(R193)	84(C179,C180,P147,R187),88(R191),89,90(P155,R194),91,92,94-96,99,100

Philippines

35 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 C023 C053 C059 **C077** C088 C089 C090 C093 **C094** **C095** **C097** C099
C110 C118 C141 C143 C149 C157 C159 C165 C176 C179 C185 C189

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 77, 87, 90, 94, 95, 97, 98, 99, 122, 143

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009
C095 1990
C182 2006

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2745

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Pologne

82 conventions en vigueur (sur 91 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C022 C023 C024 C025 C027 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C042
C045 C048 C062 C068 C069 C070 C073 C074 **C077** **C078** C079 C080 C090 C091
C092 **C095** C096 C099 C101 **C102** C103 C108 C112 C113 **C115** C116 C119 **C120**
C123 **C124** C127 C133 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C145** **C147** **C148** **C149**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 98, 99, 122, 124, 137

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011	1987, 1988, 1989
C029	1987
C087	1987, 1988, 1989
C095	2004
C098	1987, 1988, 1989
C111	1987

Commission d'enquête en 1982

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2972

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Portugal

71 conventions en vigueur (sur 79 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C006	C007	C008	C011	C012	C014	C017	C018	C019	C022	C023	C026
C027	C045	C063	C068	C069	C073	C074	C077	C078	C088	C089	C091	C092	C095
C096	C097	C102	C103	C104	C106	C107	C108	C109	C115	C117	C120	C124	C127
C131	C132	C135	C137	C139	C142	C143	C145	C146	C147	C148	C149	C150	C151
C155	C156	C158	C159	C160	C162	C171	C175	C176	C181	C184			

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 6, 27, 77, 78, 95, 97, 98, 122, 124, 131, 137, 143

1 rapports non reçus: Conventions nos. 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017	1995
C019	1988
C081	1985
C095	1986, 1988, 1989
C098	1987
C122	1986, 2001, 2003

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Qatar

6 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,94-96,99	100

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C062 C064 C088
C089 **C094** **C095** **C102** C116 C117 **C118** C119 **C120** **C121** **C135** **C150** C158

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 26, 27, 29, 81, 95, 100, 102, 105, 111, 118, 120, 121, 135, 138, 144, 150, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2011

C119 2007

C182 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2712, 2713, 2714, 2715, 2797, 2925

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99,100

Roumanie

49 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C013 **C014** C015
C016 C022 C024 C027 C059 C068 C088 C089 C092 **C095** **C102** C108 C116 C117
C127 **C131** C133 C134 **C135** C136 C137 **C147** **C150** **C154** **C163** **C166** **C168** **C180**
C183

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 6, 27, 29, 87, 95, 98, 105, 122, 131, 137

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990
C081 1988, 2005
C087 1987, 1989, 2007
C098 2011
C111 1993, 1994
C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Royaume-Uni

70 conventions en vigueur (sur 86 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C010	C011	C012	C015	C016	C017	C018	C019
C021	C022	C023	C024	C025	C026	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041
C042	C043	C044	C045	C050	C056	C063	C064	C065	C068	C069	C070	C074	C080
C082	C083	C084	C085	C086	C088	C092	C094	C095	C097	C099	C101	C102	C108
C114	C115	C116	C120	C124	C126	C133	C135	C140	C141	C142	C147	C148	C150
C151	C160	C178	C180	C187									

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 32, 87, 97, 98, 122, 124

Anguilla 8 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 29, 59, 87, 94, 97, 98, 99

Bermudes 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 59, 87, 94, 98

Gibraltar 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 29, 59, 81, 87, 98, 105

Guernesey 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 5, 10, 32, 87, 97, 98, 122

Ile de Man 8 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 5, 10, 32, 87, 97, 98, 99, 122

Iles Falkland (Malvinas) 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 17, 32, 59, 87, 98

Iles Vierges britanniques 13 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 11, 12, 17, 19, 23, 26, 59, 82, 87, 94, 97, 98

Jersey 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 5, 10, 32, 87, 97, 98, 99

Montserrat 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 59, 87, 95, 97, 98

Sainte-Hélène 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 29, 59, 87, 98, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2000
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007
C098	1994, 1996
C100	1986, 1988, 2006
C122	1985, 1987, 1993
C144	1993
C180	2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2806

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Russie, Fédération de

59 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 C132 C133 C134 **C135** C137 **C142** **C147**
C148 **C149** **C150** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162** **C163** **C173** **C174** **C179**
C185 **C187**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 113, 119, 122, 124, 132, 135, 137, 152, 154, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005
C095 1995, 1998, 1999
C108 1999
C111 2010
C182 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-88,91,94,95(C187,R197)	

Rwanda

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C042 C050 C062 C064 C089 **C094**
C118 C123 C132 **C135**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

16 rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 19, 29, 62, 81, 87, 94, 98, 100, 105, 111, 118, 138, 182
4 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 42, 122, 123

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-79,81,87	80,82-86,88-92,94-96,99,100

Sainte-Lucie

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C050 C064 C065
C094 C095 C097 C101 C108 **C154** C158

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 5, 19, 26, 87, 94, 95, 97, 98, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154,R163),68(C158,R166),87	66,67(C155,C156,R164,R165),68(C157,P110),69-72,74-86,88-92,94-96,99,100

Saint-Kitts-et-Nevis

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Convention du travail maritime

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,87,94	83,85,86,88-92,95,96,99,100

Saint-Marin

23 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C103 C119 C140 C142 C143 C148 C150 C151 C154 C156 C159 C160 C161

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 140, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-92,94-96	99,100

Saint-Vincent-et-les Grenadines

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 26, 87, 98, 122, 129, 144

2 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 95

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,86,87,94	82,83,85,88-92,95,96,99,100

Samoa

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	94-96,99,100

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C018 C019 C088 C106 C135 C151 C154 C155 C159 C184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 17, 18, 19, 29, 81, 87, 88, 98, 100, 105, 106, 111, 138, 144, 159, 182, 184

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,87,89	77-86,88,90-92,94-96,99,100

Sénégal

34 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C014 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C089 C095 C096 C099 C101 C102 C116 C117 C120 C121 C125 C135

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 10, 26, 87, 95, 96, 98, 99, 122, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

45-56,58-72,74-81,82(C176,R183),83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85-89,90(R193,R194),91,92,94-96	82(P081),84(P147),90(P155),99,100
--	-----------------------------------

Serbie

70 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	C097	C102	C103	C106	C109	C113	C114	C116	C119	C121	C126
C131	C132	C135	C136	C139	C140	C142	C143	C148	C155	C156	C158	C159	C161
C162	C167	C183	C187										

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 87, 90, 97, 98, 122, 131, 143, 144, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004, 2011

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92,94-96,99,100	

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C007	C008	C010	C011	C015	C016	C022	C026	C050	C058	C064	C065
C073	C099	C108	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C155	C161	C180		

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 26, 87, 98, 99, 161, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 147, 152, 180

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88	89-92,94-96,99,100

Sierra Leone

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C015 C016 C017 C019 C022 C026 C032 C045 C050 C058 C059
C064 C065 C086 C088 **C094** **C095** C099 C101 C119 C125 C126

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 29, 32, 45, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986

C081 1986

C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-61,62(C145,C147,R153,R155)	62(C146,R154),63-72,74-92,94-96,99,100

Singapour

23 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 C015 C016 C019 C022 C032 C045 C050 C064 C065
C086 C088 **C094** **C187**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 32, 94, 98, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993

C008 1987

C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077 C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102 C115** C116 **C120** C123 **C124 C128 C130 C135** C136 **C139**
C140 C142 C148 C151 C154 C155 C156 C158 **C159 C160 C161 C163 C164 C167**
C171 C173 C176 C181 C183 C184 C187

39 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

26 rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 19, 26, 77, 78, 87, 95, 99, 102, 120, 124, 128, 130, 138, 151, 158, 161, 163, 164, 167, 173, 176, 181, 187

13 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 29, 42, 90, 98, 105, 122, 123, 139, 148, 156, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99,100	

Slovénie

76 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C095 C097 C102** C103 **C106** C108 C109 C113 C114 C116 C119

C121 C126 C131 C132 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C147 C148 C149 C151
C154 C155 C156 C158 C159 C161 C162 C173 C174 C175 C180 C183

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

19 rapports reçus: Conventions nos. 12, 19, 24, 25, 29, 81, 87, 90, 95, 98, 105, 113, 114, 121, 122, 126, 131, 158, 182

8 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 32, 97, 143, 151, 173, 174, 183

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99	100

Somalie

14 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C105 C111

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C016 C017 C019 C022 C023 C045 C050 C064 C065 C084 C085 **C094** **C095**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74,75	76-92,94-96,99,100

Soudan

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 **C095** C117

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 26, 95, 98, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010
C098 1994
C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99,100

Soudan du Sud

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 2012

Conventions fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Sri Lanka

32 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 **C005** **C006** **C007** **C008** **C010** **C011** **C015** **C016** **C018** **C026** **C041** **C045** **C058**
C063 **C080** **C089** **C090** **C095** **C096** **C099** **C103** **C106** **C108** **C110** **C115** **C116** **C131**
C135 **C160**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 90, 95, 98, 100, 131

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007
C098 1985, 1987
C099 1985
C103 2011
C131 1985
C144 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2860

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Suède

80 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C017	C018	C019
C020	C021	C027	C032	C034	C042	C045	C047	C058	C063	C073	C075	C080	C088
C092	C096	C101	C102	C108	C115	C116	C118	C119	C120	C121	C128	C130	C132
C133	C134	C135	C137	C139	C140	C141	C142	C143	C145	C146	C147	C148	C149
C150	C151	C152	C154	C155	C156	C157	C158	C159	C160	C161	C162	C163	C164
C167	C168	C170	C174	C175	C176	C178	C180	C184	C187				

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 87, 98, 122, 137, 143, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008

C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100

Suisse

48 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C008	C011	C014	C015	C016	C018	C019	C023	C026	C027
C041	C044	C045	C058	C062	C063	C080	C088	C089	C102	C115	C116	C119	C120
C123	C128	C132	C136	C139	C141	C142	C150	C151	C153	C154	C159	C160	C162

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 26, 27, 87, 98, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006
C100 1986, 1988
C128 1993

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2265

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C013** **C014** **C017** **C019** **C027** **C041** **C042** **C062** **C088** **C094** **C095** **C096** **C101**
C106 **C112** **C118** **C135** **C150** **C151** **C154** **C181**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 27, 42, 87, 94, 95, 98, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-89	90-92,94-96,99,100

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 **C011** **C012** **C014** **C019** **C026** **C045** **C050** **C059** **C064** **C065** **C086** **C089** **C090**
C094 **C095** **C096** **C099** **C101** **C104** **C123** **C131** **C160**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 90, 94, 95, 98, 123, 131

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2949

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72,74-92,94-96	99,100

Syrienne, République arabe

50 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C011 **C014** C017 C018 C019 C026 C030 C045 C052 C053 C063 C080
C088 C089 **C094 C095** C096 C099 C101 C104 **C106** C107 **C115** C116 C117 **C118**
C119 **C120** C123 **C124** C125 **C131 C135** C136 **C139 C155 C170**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

2 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98

8 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 95, 100, 105, 123, 124, 131, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C087 1985, 1986, 1992, 1996

C098 1992

C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-65,67,68,69(C159,R167),71,72,74-76,77(C170,R177),87-89,90(P155)	66,69(R168),70,77(C171,P089,R178),78-86,90(R193,R194),91,92,94-96,99,100

Tadjikistan

49 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011	C014	C016	C023	C027	C032	C045	C047	C052	C069	C073	C077	C078	C079
C090	C092	C095	C097	C103	C106	C108	C113	C115	C116	C119	C120	C124	C126
C133	C134	C142	C143	C147	C148	C149	C155	C159	C160	C177			

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 27, 32, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 97, 98, 113, 119, 120, 122, 124, 126, 143

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83,86,87	84,85,88-92,94-96,99,100

Tanzanie, République-Unie de**34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)****Membre depuis 1962****Conventions fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C015 C016 C017 C019 C026 C050 C059 C063 C064 C065 C086 **C094**
C095 **C131** C134 **C135** C137 **C140** **C142** **C148** **C149** **C152** **C154** **C170**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 59, 87, 95, 98, 131, 152

2 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 137

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Tanzanie. Tanganyika**Conventions de gouvernance (prioritaires)**

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C032 C045 C088 C101 C108

Tanzanie. Zanzibar**Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C005 C007 C058 C085 **C097**

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C052 **C095** C116 C132 **C135**
C151 C173

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 13, 26, 29, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 173, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999
C087 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Tchèque, République

64 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** C108 **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** C132 **C135**
C136 **C139** **C140** **C142** **C148** **C150** **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167** **C171**
C176 C181 C187

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 100, 111, 128

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989
C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
--	---

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 **C100** **C105** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 **C019** **C080** **C088** **C104** **C116** **C123** **C127** **C159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

2 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105

4 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Timor-Leste

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C182**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92,94-96	99,100

Togo

25 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C085 **C095** **C143** **C150** **C187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 6, 26, 87, 95, 98, 105, 138, 143

1 rapports non reçus: Conventions nos. 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-87,89,94,95(C187,R197)	88,90-92,95(R198),96,99,100

Trinité-et-Tobago

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C019 C050 C065 C085 **C097** C125 **C147** **C150** **C159**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 97, 98, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100

Tunisie

53 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004	C006	C008	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C026
C045	C052	C055	C058	C059	C062	C065	C073	C077	C088	C089	C090	C091	C095
C099	C104	C106	C107	C108	C112	C113	C114	C116	C117	C118	C119	C120	C123
C124	C127	C135	C142	C150	C159								

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 122, 138, 182

8 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 77, 88, 90, 95, 98, 99, 124

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1985
C087	1985
C127	1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Turkménistan

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,94-96,99,100	

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C011	C014	C015	C026	C034	C042	C045	C053	C055	C058	C059	C068	C069
C073	C077	C080	C088	C092	C094	C095	C096	C099	C102	C108	C115	C116	C118
C119	C123	C127	C133	C134	C135	C142	C146	C151	C152	C153	C155	C158	C159
C161	C164	C166											

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

1 rapports reçus: Conventions nos. 87

9 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 77, 94, 95, 98, 99, 122, 123, 152

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	1995
C087	1997, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011
C095	1985
C098	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000
C111	1985, 1987, 1990, 1991
C122	2002
C158	2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2892, 2976

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	

Tuvalu

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2008

Convention du travail maritime

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99,100

Ukraine

61 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C010 C011 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 **C131** C132 C133 **C135** **C139** **C140** **C142**
C147 **C149** **C150** C153 **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C173** **C174** **C176**
C184

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 29, 32, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 122, 124, 131, 139, 161, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003, 2010

C138 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2890

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-90	91,92,94-96,99,100

Uruguay

89 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C030
C032 C033 C042 C043 C045 C052 C054 C058 C059 C060 C062 C063 C067 C073
C077 **C078** C079 C080 C089 C090 C093 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 **C102**
C103 **C106** C108 **C110** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** C119 **C120** **C121** **C128**
C130 **C131** C132 C133 C134 C136 C137 **C139** **C141** **C148** **C149** **C150** **C151** C153
C154 **C155** **C156** **C159** **C161** **C162** **C167** **C172** **C181** **C184** **C189**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 27, 32, 77, 78, 79, 87, 90, 94, 95, 97, 98, 102, 121, 122, 129, 131, 137, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	2002
C098	2011
C128	1988
C131	1991, 1998, 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,95(R197,R198),100	90(P155),94,95(C187),96,99

Vanuatu

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 182, 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	91,92,94-96,99,100

Venezuela, République bolivarienne du

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1958

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C011 C013 C014 C019 C021 C022 C026
C027 C041 C045 C080 C088 C095 C097 C102 C103 C116 C117 C118 C120 C121
C127 C128 C130 C139 C140 C141 C142 C143 C149 C150 C153 C155 C156 C158
C169

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 26, 27, 81, 87, 95, 97, 98, 122, 143, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2254, 2763, 2827, 2917, 2955, 2968

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94-96,99	100

Viet Nam

18 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C006 C014 C027 C045 C080 C116 C120 C123 C124 C155

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 27, 123, 124

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99,100	

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C015 C016 C019 C058 C059 C064 C065 C086 C094 C095 C104 C131 C132
C135 C156 C158 C159 C185

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

13 rapports reçus: Conventions nos. 16, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 138, 144, 182, 185

8 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 58, 59, 94, 95, 131, 156, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-87,88(C183),89(C184),91,95(C187)	88(R191),89(R192),90,92,94,95(R197,R198),96,99,100

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C018 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 C095
C097 C099 C103 C117 C123 C124 C131 C135 C136 C141 C148 C149 C150 C151
C154 C158 C159 C173 C176

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 87, 95, 98, 159

16 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 18, 19, 97, 105, 122, 124, 131, 135, 141, 151, 154, 173, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés on été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99,100

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C026 C045 C099 C135 C140 C150 C155 C159 C161 C162 C170 C174
C176

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 87, 98, 99, 140, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008, 2011

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99,100	

Annexe. Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

100e session de la CIT, 2011

♦ C. 189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011